

**Analyse des méthodes de certifications
Responsabilité Sociétale d'Entreprise et de leurs
outils d'évaluation pour les PME suisses en
matière de développement durable**

Travail de Bachelor réalisé en vue de l'obtention du Bachelor HES

par :

Sylvain Imesch

Conseiller au travail de Bachelor :

Michel Roche

Genève, le 10 janvier 2021

Haute École de Gestion de Genève (HEG-GE)

Economie d'entreprise

Déclaration

Ce travail de Bachelor est réalisé dans le cadre de l'examen final de la Haute école de gestion de Genève, en vue de l'obtention du titre de Bachelor of Science en économie d'entreprise.

L'étudiant a envoyé ce document par email à l'adresse d'analyse remise par son conseiller au travail de Bachelor pour analyse par le logiciel de détection de plagiat URKUND.
<http://www.orkund.com/fr/student/392-orkund-faq>.

L'étudiant atteste avoir réalisé seul-e le présent travail, sans avoir utilisé des sources autres que celles citées dans la bibliographie.

L'étudiant accepte, le cas échéant, la clause de confidentialité. L'utilisation des conclusions et recommandations formulées dans le travail de Bachelor, sans préjuger de leur valeur, n'engage ni la responsabilité de l'auteur, ni celle du conseiller au travail de Bachelor, du juré et de la HEG.

« Par le biais de cette déclaration, j'atteste avoir réalisé seul le présent travail, sans avoir utilisé d'autres sources que celles citées dans la bibliographie »

Fait à Genève, le 10 janvier 2021

Sylvain Imesch

Remerciements

Je tiens, tout d'abord, à remercier Monsieur Michel Roche, chargé de cours à la Haute École de Gestion de Genève. Il a toujours été disponible lors de mes interrogations et lorsque j'avais besoin de ses conseils.

J'aimerais également remercier toutes les personnes qui ont répondu positivement à mes demandes d'entretiens. En effet, je remercie chaleureusement Mme Marie Blaser, Responsable développement durable, chez Loyco, M. Alain Guye, Directeur de Globalité Management et Fondateur de la certification Eco Entreprise, Mme Sabine Ryckeboer, Directrice de SRY Consulting et M. Stéphane Perrottet, Directeur d'EdelCert & Inspectorat. Ces personnes m'ont été d'une grande aide pour la réalisation de mon analyse et afin de comprendre comment fonctionne le domaine des certifications en Suisse.

J'aimerais ensuite remercier M. Guy Suchet, Directeur des affaires sociales pour la Fédération des Entreprises Romandes et M. Vincent Milliard, collaborateur scientifique de l'entreprise Ecosys, qui m'ont également été d'une aide très utile pour la compréhension de la situation générale du développement durable et de la RSE en Suisse.

Ensuite, j'aimerais remercier l'ensemble du corps enseignant de la Haute École de Gestion pour la qualité des cours enseignés et pour leur disponibilité durant ces 3 ans et demi passé dans cette école. Finalement, je tiens à remercier chaleureusement ma famille et mes amis qui ont toujours cru en moi et qui m'ont toujours soutenu.

Résumé

Le développement durable prend de plus en plus d'importance dans nos vies de tous les jours et dans notre façon de penser. La mondialisation et l'industrie de masse n'ont fait qu'augmenter les émissions de gaz à effet de serre et de surcroît, la pollution de notre planète n'a fait qu'accroître. Pour remédier à ces problèmes environnementaux, les gouvernements mettent en place des politiques pour diminuer les gaz à effet de serre dans l'optique de sauver notre planète.

En Suisse, la Confédération a obligeamment pris les devants et a commencé à mettre en place une politique et des objectifs claires pour aller dans la bonne direction. Cela passe par un changement de mentalité au niveau de la population mais surtout au niveau des entreprises. De ce fait, on voit clairement que des initiatives populaires, telle que celle sur la responsabilité des multinationales suisses, en novembre 2020, commencent à faire bouger les choses. Cependant, il faut savoir que la grande partie de la population travaille dans les PME et que c'est l'effet de masse qui peut vraiment faire évoluer les choses.

Les PME, qui regroupent une grande partie de la population suisse, doivent prendre des mesures et essayer de se tourner vers une nouvelle façon de faire de l'argent, tout en respectant l'environnement et leurs parties prenantes. Pour ce faire, ces PME se dirigent de plus en plus vers la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

La RSE permet aux entreprises de réfléchir à tous ses aspects environnementaux, sociaux et économiques. Pour évaluer ses différents aspects, il existe une grande quantité d'outils, de méthodes d'évaluations et de certifications.

Dans ce travail, j'ai décidé d'analyser les outils d'évaluation proposés par deux certifications Responsabilité Sociétale des Entreprises. Il s'agit de B Corp et Eco entreprise. Ces certifications servent à mesurer et à évaluer les entreprises par rapport à tous leurs enjeux environnementaux, mais également par rapport à leur façon de penser globalement.

Finalement, je donne quelques recommandations qui pourraient, je l'espère, améliorer la situation générale de la RSE en Suisse, mais également améliorer ces certifications. Cela pourrait motiver de plus en plus de PME à se tourner vers la RSE.

Table des matières

Déclaration	i
Remerciements.....	ii
Résumé.....	iii
Liste des tableaux	vii
Liste des figures	vii
Glossaire.....	viii
1. Introduction	1
1.1 Problématique	1
1.2 Le développement durable	2
1.2.1 Historique.....	2
1.2.2 Les trois piliers du développement durable	4
1.2.2.1 Le pilier social ou sociétal	5
1.2.2.2 Le pilier économique	5
1.2.2.3 Le pilier environnemental	5
1.2.3 Agenda 2030	5
1.2.3.1 Les 17 objectifs du Développement durable (ODD)	6
1.3 Le développement durable en Suisse	7
1.3.1 Définition et Constitution Fédérale suisse.....	7
1.4 Les enjeux écologiques en Suisse	7
1.4.1 Émissions de gaz à effet de serre (GES).....	7
1.4.1.1 Les transports et voitures de tourisme.....	8
1.4.1.2 Les services	9
1.4.2 Changements climatiques	10
1.4.3 Objectif climat 2050	10
1.4.4 Stratégie pour le développement durable	11
1.4.4.1 Rapport national à l'attention de l'ONU.....	11
1.4.4.2 La stratégie pour le développement durable (SDD)	11
2. La Responsabilité Sociétale des entreprises (RSE)	13
2.1 Définition de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.....	13
2.2 Historique de la RSE	14
2.2.1 Les prémisses.....	14
2.2.2 RSE en Europe.....	15
2.2.3 Le XXI ^{ème} siècle	15
2.2.4 Différence entre développement durable et RSE	16
2.3 La RSE selon ISO 26'000.....	16
2.3.1 Les 7 questions centrales.....	17
2.3.2 Les parties prenantes	18
3. Certifications	19
3.1 Différences entre législation, normes et certifications	19

3.1.1	Législations	19
3.1.2	Normes	19
3.1.2.1	L'organisation internationale de normalisation (ISO)	19
3.1.3	Certifications	20
4.	Les certifications « RSE » en Suisse	21
4.1	Méthodologie.....	21
4.1.1	Entreprise fictive	22
4.1.1.1	Démarche « RSE »	22
4.2	Label B Corp.....	23
4.2.1	Présentation de la certification	23
4.2.2	B Impact Assessment (BIA)	25
4.2.2.1	Introduction à l'outil et création du compte entreprise	25
4.2.3	Compléter l'évaluation B Impact	28
4.2.3.1	Domaine d'impact : la gouvernance.....	30
4.2.3.2	Domaine d'impact : les collaborateurs / trices	30
4.2.3.3	Domaine d'impact : la collectivité	31
4.2.3.4	Domaine d'impact : l'environnement	32
4.2.3.5	Domaine d'impact : les clients.....	34
4.2.3.6	Les formulaires liés aux exigences de transparence.....	34
4.2.4	Processus de certification	35
4.2.4.1	B Corp Leader Advisor.....	36
4.2.5	Avantages de la certification	37
4.2.6	Coût de la certification	39
4.3	Programme Eco entreprise.....	40
4.3.1	Présentation de la certification	40
4.3.2	L'outil OK Pilot	41
4.3.2.1	Introduction à l'outil et création du compte entreprise	42
4.3.3	Évaluation selon Eco Entreprise Basic : 2019 - Développement durable / Responsabilité sociétale	43
4.3.3.1	Domaine - Direction (plan)	45
4.3.3.2	Domaine - Société.....	45
4.3.3.3	Domaine - Processus internes.....	46
4.3.3.4	Domaine - Environnement	47
4.3.3.5	Domaine - Social, Santé, Sécurité	48
4.3.3.6	Domaine - Économie.....	48
4.3.3.7	Direction (check)	49
4.3.3.8	Questions complémentaires.....	49
4.3.4	Gestion de l'entreprise.....	49
4.3.5	Analyse des aspects DD & RSE significatifs	49
4.3.6	Processus de certification	50
4.3.6.1	Audit externe	51
4.3.7	Avantage de la certification	51
4.3.8	Les coûts de la certification	53
4.4	Comparaison des deux certifications	53
5.	Synthèse	55

5.1 Développement durable et RSE en Suisse	55
5.2 Certifications	56
6. Recommandations.....	58
7. Conclusion.....	60
8. Bibliographie	61
Annexe n°1 : Le siège social de la compagnie.....	67
Annexe n°2 : Industrie de la société	68
Annexe n°3 : Questions supplémentaires sur l'entreprise	69
Annexe n°4 : Fixez un objectif	72
Annexe n°5 : Commentaires et feedback	73
Annexe n°6 : Liste des questions « B Impact assessment ».....	74
Annexe n°7 : Niveaux de certification & valorisation	143
Annexe n°8 : Modalité de mise en œuvre.....	144
Annexe n°9 : Demande utilisation OK Pilot	146
Annexe n°10 : État des check-lists	147
Annexe n°11 : Onglet easy Start.....	148
Annexe n°12 : Liste des questions complètes selon l'analyse Eco Entreprise Basic 2019	149
Annexe n°13 : Exemple concret de chacun des sous-chapitres de gestion selon l'entreprise Meubles S.A.....	154
Annexe n°14 : Exemple analyse des aspects DD et RSE significatif	159
Annexe n°15 : Rapport d'audit.....	160

Liste des tableaux

Tableau 1 - 7 Questions centrales et ses domaines d'action	17
Tableau 2 - Coût liés une certification B Corp en dollars américain pour une entreprise selon son CA annuel.	39
Tableau 3 - Tableau comparatif B Corp / Eco Entreprise.....	54

Liste des figures

Figure 1 - les trois piliers du développement durable	4
Figure 2 - Les objectifs du développement durable.....	6
Figure 3 - Émission de gaz à effet de serre par secteur.....	9
Figure 4 - Logo B Corp	23
Figure 5 - les étapes de certification selon le guide B Corp	24
Figure 6 - Menu principale Évaluation B Impact	27
Figure 7 - Structure d'une question	28
Figure 8 - Onglet « apprendre »	29
Figure 9 - Logo du programme	40
Figure 10 - Menu principale de l'outil Ok Pilot	42
Figure 11 - Exemple de la structure d'une question	44

Glossaire

AFNOR	Association française de normalisation
BIA	B Impact Assessment
DD	Développement Durable
GES	Gaz à effet de serre
ISO	International Organization for Standardization Organisation Internationale de Normalisation
ODD	17 Objectifs du Développement durable
OFEV	Office fédéral de l'environnement
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PME	Petite moyenne entreprise
RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises Responsabilité Sociale des Entreprises
SAS	Service d'Accréditation Suisse
SDD	Stratégie pour le Développement Durable
SNV	Association Suisse de Normalisation

1. Introduction

1.1 Problématique

L'objectif de ce travail est de nous concentrer sur 2 certifications Responsabilité Sociétale d'Entreprise existantes pour les PME suisses. Il s'agit de la certification B Corp et de Eco Entreprise. Le but final sera de comprendre les motivations des entreprises à mettre en place ces certifications, de concevoir pourquoi il est si important qu'elles réduisent leur impact négatif sur la société et sur leur environnement, et de concrètement comprendre comment fonctionne le processus complet d'une certification, de la mise en place d'une démarche RSE, jusqu'à la certification propre.

Avant de rentrer dans le vif du sujet et nous focaliser sur les certifications Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) pour les PME suisses et leurs méthodes d'évaluation, il faut retourner en arrière pour comprendre le contexte difficile actuel auquel notre génération et surtout notre planète font face.

Malgré de nombreuses prises de décisions politiques et de mise en place d'actions pour éviter les catastrophes environnementales, depuis les années 1972, les mesures ont malheureusement été vaines pour la plupart et n'ont pas empêché le réchauffement climatique ou l'épuisement des ressources naturelles à l'échelle mondiale.

Un pays comme la Suisse est conscient de la situation actuelle et c'est pour cette raison qu'elle a mis en place une politique environnementale pour lutter contre les problèmes écologiques. Cependant, le gouvernement seul ne peut pas sauver la planète. Il faut que cette conscience environnementale de changements passe par l'ensemble de la population et par des gestes réfléchis.

Les entreprises suisses sont de plus en plus sensibles aux questions de management durable et de Responsabilité Sociale d'Entreprise. Ainsi, il existe de plus en plus de façon d'intégrer un style de management vert et de recherches perpétuelles d'amélioration, que ça soit au niveau social, environnemental ou économique.

Pour réaliser mon travail, j'ai décidé de me focaliser sur les PME suisses, conscientes de leur impact environnemental, social et économique. Les PME suisses représentent le tissu économique de notre pays et ont un rôle très important à jouer pour améliorer l'impact environnemental de la Suisse et ainsi atteindre les objectifs écologiques fixés par les Nations Unies.

Pour ce faire, il nous faudra comprendre la situation actuelle du développement durable en Suisse, et définir les concepts théoriques de management durable, de Responsabilité Sociale d'Entreprise ou encore de certifications. La première partie sera donc théorique, ce qui nous aidera à mieux comprendre la nature du sujet.

1.2 Le développement durable

1.2.1 Historique

Le développement durable est un concept international politique défini le 19 octobre 1987, par Gro Harlem Brundtland, Ministre norvégienne et Présidente de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement de 1983 à 1987. Lors de l'assemblée nationale des Nations Unies cette même année, la dirigeante définit officiellement le concept de développement durable. Cette définition deviendra la référence internationale et sera utilisée à travers le monde entier. Dans son rapport Brundtland « Our common future¹ », elle définit le développement durable tel que :

« Le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir ».
(Rapport Brundtland « our common futur », 1987)

Ce n'est, cependant, pas la première fois que l'on met le développement durable au centre des interrogations politiques. C'est l'année 1972 qui marque les prémises du développement durable au niveau mondial, avec la toute première Conférence des Nations Unies sur l'environnement des activités humaines. Cette conférence prend place à Stockholm en Suède et rassemble 113 pays au total. Lors de cette réunion, les participants décident de mettre l'environnement au centre des discussions et proposent

¹ JACUEMOND, Louis-Pascal. Gro Harlem Brundtland ou l'invention du « développement durable. 2017.

un plan d'action pour lutter contre la pollution et protéger les ressources naturelles, en signant la première Déclaration sur l'Environnement².

Les décisions prises lors de cette Conférence ne se concrétisent pas et il faut attendre 1992 et le Sommet de la Terre à Rio pour que 178 gouvernements établissent la Déclaration de Rio, l'agenda 21 et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'agenda 21 est reconnu comme le premier texte de référence du développement durable et s'inscrit comme véritable plan d'action à l'échelle mondiale³.

En 1997, la convention des Nations Unies décide de mettre en place des exigences plus strictes concernant la réduction des gaz à effet de serre (GES). C'est la première fois que des objectifs clairs de stabilisation des émissions à effet de serre sont mis en place à l'échelle mondiale grâce au protocole de Kyoto. C'est seulement en 2005 que ce protocole entrera en vigueur. L'objectif principal est la réduction d'au moins 5% des émissions de gaz à effet de serre des pays signataires et s'étendra de 2008 à 2012. A la fin de cette période, une seconde phase a été fixée, qui s'étendra de 2013 à fin 2020⁴.

Depuis la mise en place des premiers objectifs et de l'agenda 21, il y'a 30 ans, de nombreuses actions locales et à l'échelle nationales ont été menées, mais cela n'a pas empêché la détérioration de la capacité de gestion des ressources de la Terre et même pire, la situation n'a fait qu'empirer.

² DEPARTEMENT DE L'INFORMATION, ONU. Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, principes de gestion des forêts. 1993

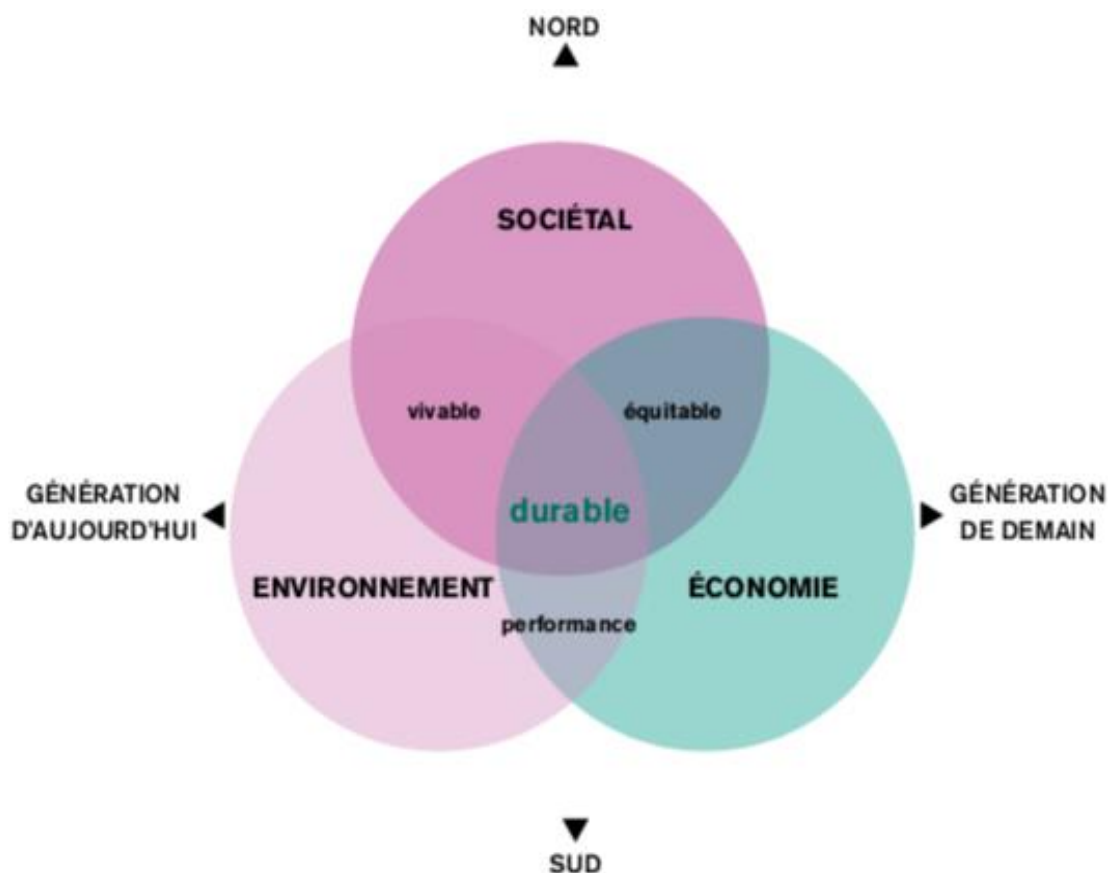
³ GEO. Le sommet de la terre, qu'est-ce que c'est ? 2017

⁴ CONNAISSANCES DES ENERGIES, 2015. Protocole de Kyoto.

1.2.2 Les trois piliers du développement durable

Le développement durable, que l'on connaît aujourd'hui, se base sur un concept de trois piliers. Dans son guide pratique « *Entreprises et développement durable : suivez le guide !* » rédigé par Sophie Liger-Tessier en 2006, le concept de développement durable est présenté par un schéma qui englobe trois piliers bien distincts et indissociables. Ils véhiculent à l'entreprise une source de motivation et de performance renouvelée grâce à une réflexion perpétuelle⁵.

Figure 1 - les trois piliers du développement durable



(Source : Guide pratique MEDEF, 2006)

⁵ LIGER-TESSIER, Sophie. Guide pratique : Entreprises et développement durable : suivez le guide ! 2006

1.2.2.1 Le pilier social ou sociétal

L'équilibre social, inscrit dans le schéma ci-dessus, doit permettre à l'homme de répondre à ses besoins fondamentaux et de permettre l'égalité des chances de réussite sociale. Cela passe par une égalité intergénérationnelle au niveau de l'éducation, de la santé, de l'habitat et même de recherche de travail⁶.

1.2.2.2 Le pilier économique

Cette vision de développement durable ne signifie absolument pas de délaisser le côté économique et la viabilité des entreprises. L'équilibre des 3 piliers passe également par le côté économique et la création de valeurs sur le long terme, tout en améliorant la qualité de vie de chacun⁷.

1.2.2.3 Le pilier environnemental

Le pilier environnemental passe par des gestes et des actions qui favorisent la protection de la biodiversité et la sauvegarde des ressources naturelles. Ce pilier doit également permettre à l'homme d'interagir avec son environnement et ainsi de réfléchir à de nouvelles façons de produire des biens durables et performants⁸.

Ces trois piliers nous font comprendre que le développement durable est un sujet regroupant de nombreux enjeux et qu'aucun d'entre eux n'est négligeable.

1.2.3 Agenda 2030

En 2015, l'ONU et ses 193 états membres ont adopté un nouveau cadre de référence mondiale en faveur du développement durable, nommé Agenda 2030. Cet agenda remplace les prises de décisions des Conférences des Nations Unies de 1992 à 2012 et s'inscrit dans la suite logique du processus de renouvellement des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dont l'échéance a eu lieu en fin de la même année⁹.

L'Agenda est universel et ne fait pas la différence entre un pays développé ou en voie de développement. Cela signifie que tous les pays membres doivent suivre les mêmes objectifs de développement durable. C'est un plan d'action qui tourne autour de 5P pour Personnes, Planète, Prospérité, Partenariat et Paix. Les trois premiers définissant les trois piliers du développement durable dont on a parlé précédemment, tel que le social, l'environnement et l'économie. Il a été décidé de rajouter 2 composantes essentielles à cet Agenda avec les 2P de Partenariat et de Paix.

⁶ KLORAEBOTANICAL. Les trois piliers du développement durable. 2017

⁷ Réf. 3

⁸ Réf. 4

⁹ AGENDA 2030. Présentation : origines et principes. 2020

De plus, il faut également savoir que l'Agenda 2030 n'est pas seulement un consensus politique entre pays. Toutes les parties prenantes qui tournent autour de ces enjeux environnementaux ont été entendues pour l'élaboration de ces objectifs. On pense notamment aux grandes entreprises du secteur privé, mais encore aux PME, ONG, syndicats et gouvernements locaux. Personne n'est laissé de côté, ce qui permet de se focaliser sur tous les enjeux primordiaux¹⁰.

1.2.3.1 Les 17 objectifs du Développement durable (ODD)

Les 17 ODD, ci-dessous, et leurs 169 sous-objectifs, doivent être atteints par l'intégralité des membres de l'ONU avant 2030. Voici le but numéro un fixé par l'Agenda 2030 : les pays doivent tout entreprendre pour y arriver et également s'entraider si nécessaire. A l'échelle d'un pays, des mesures politiques ou stimulantes doivent être mises en place afin que tous les acteurs, surtout non étatiques, se sentent concernés.

Figure 2 - Les objectifs du développement durable



(Source : Réponse éco, 2020)

¹⁰ Réf. 9

1.3 Le développement durable en Suisse

1.3.1 Définition et Constitution Fédérale suisse

Le site de la Confédération Suisse détermine et définit le développement durable en se basant sur la définition déjà formulée précédemment (Voir chapitre 1.1). Il s'agit de la définition du rapport Brundtland « Our common Future »¹¹.

Le développement durable est un point essentiel pour la Confédération Suisse. En effet, lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution Fédérale, le 1er janvier 2000, le terme « développement durable » est explicitement noté à l'article 2 al.1 et al.4 « *La Confédération Suisse favorise la prospérité commune, le développement durable, la cohésion interne et la diversité culturelle du pays* »¹². Il est également défini à la section 4 Environnement et aménagement du territoire, sous l'article 73, dans lequel il est indiqué que « *La Confédération et les Cantons œuvrent à l'établissement d'un équilibre durable entre la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, et son utilisation par l'être humain*¹³ ». Le développement durable est donc primordial pour notre pays et la politique nationale n'en déroge pas.

Cependant, une statistique fournie dans l'article de Tiphaine Bùhler pour le journal « Le Temps » en 2019, nous explique que plus de 12 tonnes de gaz à effet de serre sont produits chaque année et par personne en Suisse. Ce bilan nous indique que la Suisse a encore énormément de travail au niveau de la transition énergétique et que notre pays « *figure parmi le top 20 des pays affichant le pire impact sur l'environnement* »¹⁴.

1.4 Les enjeux écologiques en Suisse

Dans ce chapitre, nous allons essayer de comprendre les enjeux écologiques suisses à travers la politique suisse en matière de développement durable et des prises de position et plan d'action mis en place par le Conseil Fédéral ces dernières années.

1.4.1 Émissions de gaz à effet de serre (GES)

Les activités industrielles sont la cause principale de la forte augmentation des gaz à effet de serre depuis les années 1950. Lorsque l'on parle de gaz à effet de serre, il en existe plusieurs sortes. L'office fédéral de l'environnement (OFEV) a publié un rapport en 2015

¹¹ OFEV. Définition du développement durable. 2020

¹² CONSTITUTION FEDERAL DE LA CONFEDERATION SUISSE, 2000. Article 2 al.1 al.4

¹³ CONSTITUTION FEDERAL DE LA CONFEDERATION SUISSE, 2000. Article 73

¹⁴ BUHLER, Tiphaine. Transition écologique : nos 10 conseils. 2019

mentionnant les sortes de gaz à effet de serre en Suisse les plus importantes avec leur part d'émission total¹⁵. Il s'agit de :

- Dioxyde de carbone (CO₂)
- Méthane (CH₄)
- Protoxyde d'azote (N₂O)
- Hydrofluorocarbures (HFC)
- Hydrocarbures perfluorés (PFC)
- Hexafluorure de soufre (SF₆)
- Trifluorure d'azote (NF₃)

Ce rapport nous montre également que le CO₂, englobant tous les combustibles et carburants tels que le pétrole, le gaz naturel ou encore le charbon représentent environ 82% de la part totale des émissions de gaz à effet de serre en Suisse¹⁶.

Tous les secteurs économiques sont touchés par la pollution et par l'émission de gaz à effet de serre. Je vais me focaliser sur 2 secteurs pollueurs qui me paraissent importants pour la suite de notre dossier et avant de nous centraliser sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises en Suisse.

1.4.1.1 Les transports et voitures de tourisme

Le rapport « *Changement climatiques en Suisse : indicateur de causes, des effets et des mesures* » publié par l'OFEV, nous indique qu'en 2018, le secteur des transports a été la cause de 15 millions de tonnes de CO₂, soit environ 32,4% des émissions totales suisses. La raison principale de ces chiffres est la constante augmentation des voitures sur nos routes et plus précisément des véhicules privés¹⁷. De plus en plus de personnes achètent leur propre voiture pour aller au travail. En effet, cette même année, on dénombrait 541 voitures pour 1000 habitants, soit un ratio de plus d'une voiture pour deux personnes. Malgré 43'400 véhicules électriques immatriculés en 2020, ce chiffre correspond seulement à 0.9% du parc de véhicules suisses¹⁸.

¹⁵ OFEV. Tableau des gaz à effet de serre anthropique. 2015

¹⁶ Réf. 15

¹⁷ OFEV. Changements climatiques en suisse : indicateurs de causes, des effets et des mesures. 2020

¹⁸ OFEV. Véhicules routier – parc, taux de motorisation. 2020

1.4.1.2 Les services

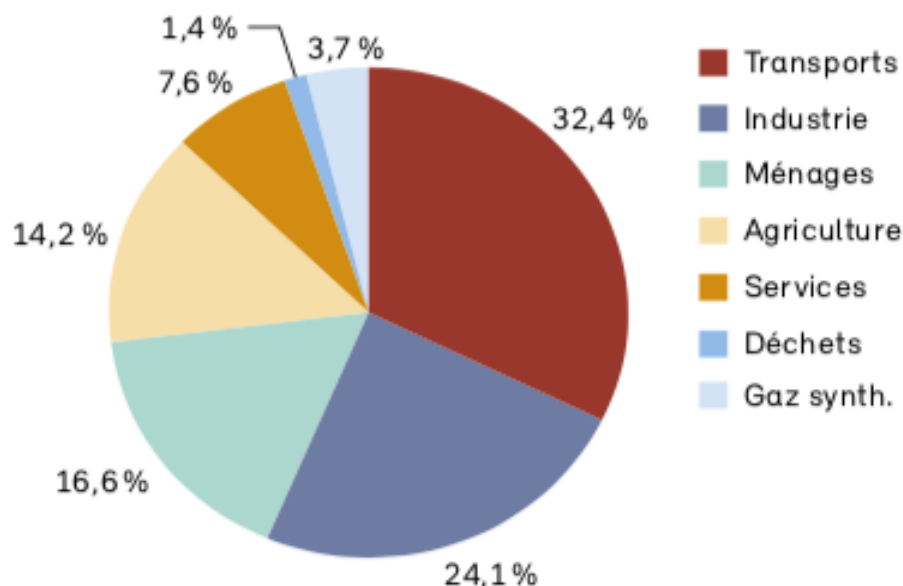
Le secteur des PME suisse est constitué en grande partie des services. En effet, la Suisse compte plus de 449'005 PME dans le secteur tertiaire, soit environ 76% de sa totalité¹⁹. Toujours selon le même rapport de l'OFEV, le secteur des services, composé plus particulièrement des banques, du tourisme ou encore des assurances, a produit plus de 3,5 millions de tonne de gaz à effet de serre, soit environ 7,6% de l'émission totale (figure 2 – Émissions de gaz à effet de serre par secteur). Comme indiqué dans le rapport :

« Les émissions intérieures liées à la consommation d'énergie sont en grande partie imputable au chauffage des immeubles occupés et par conséquent influencées par les conditions météorologiques »²⁰. (OFEV,2020)

Une nette baisse des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des services s'est affichée ces dernières années. Ceci est dû en grande partie à l'accroissement de la valeur ajoutée brut des services en Suisse et à une meilleure efficacité énergétique notamment au niveau du chauffage et à l'ensemble des techniques de traitement des eaux usées des immeubles.

Les enjeux de la mobilité avec les transports ou encore de l'efficacité énergétique des immeubles sont, parmi tant d'autres, très important pour les entreprises qui réfléchissent à améliorer leur impact environnemental par le biais de la Responsabilité Sociale d'Entreprise.

Figure 3 - Émission de gaz à effet de serre par secteur



(Source : OFEV,2020)

¹⁹ OFEV. Petites et moyennes entreprises. 2020

²⁰ Réf. 17

1.4.2 Changements climatiques

L'Office Fédéral de l'environnement suisse tient des statistiques sur le climat national depuis le XIV^{ème} siècle. Grâce à cette quantité de mesures, météo suisse nous indique que la nette augmentation générale des émissions de gaz à effet de serre est la cause principale des changements climatiques en Suisse et, plus précisément, de l'accroissement de la température de 2,1° depuis 1984.

Concrètement, le climat en Suisse a subi de nombreux changements depuis le début du XX^{ème} siècle. Les principaux changements regrettables à souligner sont :

- Une augmentation de l'ensoleillement de plus de 20% depuis 1980 ;
- Des vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses depuis 1901 ;
- Une diminution de -60% de jours de gel depuis 1961 ;
- Une diminution des volumes des glaciers de -60% depuis 1850²¹.

L'évolution du climat en Suisse ne s'arrête pas là. Si rien n'est effectué pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, notre pays devra faire face à des conséquences désastreuses et les changements soulignés ci-dessus ne feront qu'augmenter. Les principaux problèmes qui se feront ressentir sont des étés plus secs, des températures bien plus élevées et la neige d'hiver sera remplacée par des précipitations violentes.

1.4.3 Objectif climat 2050

Outre la loi sur le CO₂ et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, dont nous avons parlé dans le chapitre précédemment avec l'Agenda 2030 de l'ONU (Voir chapitre 1.2), le Conseil Fédéral a approuvé le 28 août 2019 que l'objectif principal concernant les GES se doit d'être encore plus radical. Le site de la Confédération Suisse explique dans son dossier « climat » que l'objectif est d'arriver à réduire à zéro les émissions nettes de gaz à effet de serre au niveau des secteurs de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture, des utilisations et des changements d'affectation des terres et au niveau des déchets. Cela signifie concrètement que « *La Suisse ne devra pas rejeter dans l'atmosphère plus de GES que ce que les réservoirs naturels et artificiels sont capable d'absorber* »²².

²¹ Réf. 17

²² OFEV. Le conseil fédéral vise la neutralité climatique en Suisse d'ici à 2050. 2019

Cet objectif est pour l'heure simplement indicatif et ne fait état seulement des émissions de gaz à effet de serre produits au niveau de la Confédération. Cela ne prend donc pas en compte les GES produits par les entreprises et les ménages en Suisse. La Commission en charge de ce projet a encore énormément de travail et devra indiquer officiellement la stratégie climatique à long terme pour arriver à ses fins.

1.4.4 Stratégie pour le développement durable

En acceptant l'Agenda 2030, le Conseil Fédéral s'est engagé à respecter et à mettre en place les 17 ODD des Nations Unies avant 2030. Cette dernière a demandé aux pays de rendre des comptes et ainsi de faire part de plusieurs états des lieux sur la situation et la bonne réalisation des ODD à travers le temps²³.

Afin d'arriver à ce but, le Conseil Fédéral s'est basé sur une stratégie comprenant deux principaux rapports. Il s'agit de la Stratégie pour le développement durable (SDD) et du rapport national à l'attention de l'ONU.

1.4.4.1 Rapport national à l'attention de l'ONU

Ce rapport reprend la totalité des ODD et fait un état des lieux, grâce à un monitoring et à un système incluant 100 indicateurs. Ce monitoring Monet 2030 a été créé par l'office de la statistique et est en fonction depuis une quinzaine d'année²⁴.

De plus, le Conseil Fédéral a créé une plateforme Dialogue 2030 ouverte à tous, dont la première consultation a eu lieu en 2017. Ce projet de dialogue a permis à la Confédération d'entendre des entreprises privées sur les résultats obtenus et les choses à faire en matière de développement durable.

1.4.4.2 La stratégie pour le développement durable (SDD)

Le 4 novembre 2020, la Confédération a mis en consultation sa stratégie pour atteindre les objectifs des Nations Unies. Elle invite les organismes et acteurs intéressés à soumettre leur idée et un plan d'action d'ici au 18 février 2021²⁵.

La stratégie définit les priorités politiques et se focalise sur 3 objectifs prioritaires à l'échelle de la Suisse. Ces trois thèmes touchent une grande partie des ODD et sont détaillés dans le pré-rapport « Stratégie pour le développement durable 2030 – projet de consultation »²⁶.

²³ OFEV. Rapport national à l'attention de l'ONU. 2020

²⁴ OFEV. Mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable par la suisse. Rapport national 2018 de la Suisse. 2018

²⁵ OFEV. Stratégie pour le développement durable. 2020

²⁶ OFEV. Stratégie pour le développement durable 2030. Projet de consultation. 2020

Voici les trois objectifs prioritaires et leurs défis :

- Consommation et productions durables ;
 - Favoriser des modes de consommation durable ;
 - Assurer la prospérité et le bien-être en préservant les ressources naturelles ;
 - Accélérer la transition vers des systèmes alimentaires plus durables en Suisse comme à l'étranger ;
 - Renforcer la responsabilité des entreprises suisses à l'étranger.
- Climat, énergie, biodiversité ;
 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre et maîtriser les répercussions des changements climatiques ;
 - Diminuer la consommation d'énergie, utiliser l'énergie de manière efficace et développer les énergies renouvelables.
- Égalité des chances
 - Encourager l'autodétermination de chacune et chacun ;
 - Assurer la cohésion sociale ;
 - Assurer l'égalité effective entre les femmes et les hommes.

Par rapport à la consommation et la production durable, ce rapport nous indique :

« La population mondiale consomme davantage de ressources que ce que les écosystèmes peuvent offrir. La Suisse est en outre supérieur à la moyenne si on la ramène au nombre d'habitants. Pour que la société et l'économie puissent se développer sans épuiser les capacités de la planète, il faut passer à des modes de consommation et de production plus durables ».
(OFEV,2020)

Ces trois objectifs semblent être des enjeux politiques, mais c'est surtout au niveau des entreprises qu'ils prennent de l'importance. En effet, le rapport nous explique également qu'en lien avec leurs responsabilités :

« Les entreprises domiciliées en Suisse ou actives en Suisse doivent assumer les effets de leurs activités pour la société et l'environnement sur l'ensemble de leurs chaînes de valeurs, en Suisse comme à l'étranger, conformément aux normes internationales ».
(OFEV,2020)

Ce sont des domaines propres à la Responsabilité Sociétale des entreprises, ce qui nous amène, à présent, à nous intéresser concrètement à notre sujet principal²⁷.

²⁷ Réf. 26

2. La Responsabilité Sociétale des entreprises (RSE)

2.1 Définition de la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise

La définition de la Responsabilité Sociétale des Entreprises, plus communément appelée « RSE » ou encore « Corporate Social responsibility » en anglais, est définie de manières différentes dans la littérature et dans l'esprit des acteurs principaux du développement durable mondial et suisse. En effet, il existe une multitude de définition et durant la lecture de ce dossier, nous verrons différentes interprétations. La première définition qui nous paraît la plus pertinente est celle de la Commission Européenne en 2001, reprise dans le livre « Comprendre ISO 26000 »²⁸. Elle définit la RSE comme :

« Un concept qui désigne l'intégration volontaire, par les entreprises, de préoccupations sociales et environnementales à leur activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes. Les entreprises ont un comportement socialement responsable lorsqu'elles vont au-delà des exigences légales minimales et des obligations imposées par les conventions collectives pour répondre à des besoins sociétaux. La RSE permet aux entreprises, quelle que soit leur taille, de contribuer à concilier les ambitions économiques, sociales et environnementales en coopération avec leurs partenaires ». (Définition Livre vert union européenne, 2001)

Ou encore celle que l'on retrouve dans le document de Position et plan d'action du Conseil Fédéral Suisse concernant la responsabilité entreprise à l'égard de la société et de l'environnement :

*« La Responsabilité Sociétale des Entreprises vise les effets des activités des entreprises sur la société et l'environnement, tout en tenant compte des intérêts des parties prenantes (actionnaires, employés, consommateurs, communautés locales, organisations non gouvernementales, etc.). La Confédération comprend la RSE comme une contribution des entreprises au développement durable. La RSE doit se déployer dans toutes leurs activités, en Suisse et à l'étranger »*²⁹. (OFEV, 2015)

²⁸ BRUN, Emilie. Comprendre ISO 26000. 2011

²⁹ CONFEDERATION SUISSE. La responsabilité sociétale des entreprises. 2015

2.2 Historique de la RSE

2.2.1 Les prémisses

Les prémisses de la Responsabilité Sociétale d'Entreprise sont difficiles à situer dans le temps, étant donné le cadre élargi et la complexité de cette notion. Afin de comprendre comment la RSE a vu le jour, nous allons aborder l'histoire de l'économie américaine qui introduit cette représentation dès le XX^{ème} siècle.

En effet, c'est seulement à partir du milieu du XX^{ème} siècle, que les premiers écrits sur la RSE sont publiés. Dans l'ouvrage « La Responsabilité Sociale de l'Entreprise », coécrit par Michel Capron et Françoise Quairel-Lanoizelée en 2016, les auteurs développent l'ébauche du terme RSE. Ils indiquent que ce concept voit le jour en 1953 lorsque Howard Bowen, père fondateur du concept RSE, publie « Social Responsibility of the businessman ». Cet écrit met en exergue des principes bibliques de responsabilité individuelle, « la philanthropie » et présente que seules les actions de générosité propres à chacun permettent de modifier et réparer les défauts du système. De plus, les auteurs expliquent que « *l'individu est au centre de tout et que la responsabilité réside fondamentalement chez celui-ci* » et indiquent que sa responsabilité est personnelle et nullement au nom de l'entreprise. Bowen démontre que les entreprises sont focalisées sur le profit en premier lieu, puis à leurs relations sociales et humaines³⁰.

L'ouvrage « *LA RSE – la Responsabilité Sociale des Entreprises – Théories et pratiques éd. 2* » écrit en 2016, nous explique que l'œuvre de Bowen est considérée comme le livre fondateur de la RSE et qu'il présente une description détaillée des actions nécessaires à une vision RSE. Le contenu est composé de 15 articles et sous-chapitres « *qui couvrent la totalité du champ d'action d'une firme* ». On pense notamment à des champs, tels que le respect des droits humains, les prémisses de la théorie des parties prenantes ou encore la protection de l'environnement que l'on retrouvera dans la norme ISO 26000, norme dont nous reparlerons à travers ce dossier. Malgré cette vision utopiste et assez visionnaire pour son temps, Bowen indique lors d'une auto-évaluation en 1975 son pessimisme par rapport aux actions et pratiques réalisées par les entreprises américaines durant cette période³¹.

³⁰ CAPRON, Michel, QUAIREL-LANOIZELEE, Françoise. La Responsabilité sociétale d'entreprise. 2016

³¹ LEPINEUX, François, ROSE, Jean-Jacques, BONANNI, Carole. La RSE : théories et pratiques, 2^{ème} édition. 2016

2.2.2 RSE en Europe

C'est seulement à partir des années 1990 que le concept de la RSE prend petit à petit de l'ampleur à travers le continent européen. Comme indiqué dans « la responsabilité sociale d'entreprise », Michel Capron et Françoise Quairel-Lanoizelée expliquent que « *le délitement progressif du fordisme et l'effacement de l'État providence* » ont permis de faire apparaître la RSE en Europe sous les termes « entreprises citoyennes », « entreprises éthiques » ou encore « entreprises socialement responsables ». Les auteurs nous indiquent que l'enthousiasme par rapport à la RSE, s'est développé pour deux raisons. La première est que les acteurs des entreprises, qu'ils soient actionnaires ou même les employés par rapport à la santé-sécurité, refusent de plus en plus de prendre des risques non calculés. La seconde explication est qu'une responsabilité des grandes entreprises par rapport aux problèmes environnementaux et aux conséquences majeures sur notre société se développe et les contraints à réagir. Ces institutions sont pointées du doigt pour leurs mauvaises gestions des collaborateurs (licenciement ou restructuration) et pour leurs impacts écologiques négatifs.

Ce mouvement a fait changer la vision de ces grandes entreprises. Elles ont donc réfléchi à une façon de changer leur raison d'être afin que la société accepte et cautionne leur comportement et qu'elles puissent exercer leur activité. Par rapport à cela, Capron et Quairel-Lanoizelée développent que :

« Leur utilité sociale étant questionnée par la société, il leur faut donc la justifier en présentant une vision du monde en adéquation avec les valeurs sociales du moment. Le mouvement de la RSE est censé apporter, (...), cette justification qui rend l'entreprise acceptable aux yeux de la société civile »³².

(La genèse et le développement de la RSE, p.10,2016)

2.2.3 Le XXI^{ème} siècle

Au début des années 2000, la Commission européenne comprend que le développement durable et la RSE sont étroitement liés. Elle publie un livre Vert intitulé « Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité de entreprises ». Ce livre fait l'ébauche de la RSE et définit un cadre pour la création d'un partenariat européen qui aura pour but de promouvoir ce concept. Dans la revue internationale de droit économique publié en 2014, Karounga Diawara et Sophie Lavalée expliquent que³³:

³² Réf. 30

³³ KAROUNGA, Diawara, LAVALLEE, Sophie. La responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) dans l'espace Ohada : pour une ouverture aux considérations non économiques. 2014

« Les entreprises sont de plus en plus conscientes qu'un comportement responsable se traduit par une réussite commerciale durable » et que si « elles parviennent à gérer les mutations d'une manière socialement responsable, les entreprises auront un impact positif au niveau macroéconomique ».

(Revue internationale de droit économique, 2014)

2.2.4 Différence entre développement durable et RSE

Michel Capron et Françoise Quairel-Lanoizelée font la différence entre les concepts de développement durable et de « RSE ». Ils indiquent que le développement durable est une représentation macroéconomique à l'échelle de la planète et s'inscrit par des stratégies politiques alors que la RSE est la réponse pratique des entreprises ou organisations qui mettent en place *« des stratégies, des dispositifs de management de conduite de changement et des méthodes de pilotage, de contrôle d'évaluation et de reddition de nouvelles conceptions de performances »*. Ces modalités doivent être encrées dans l'ADN de l'organisation et sa stratégie actuelle et future. Cela passe par une réflexion concrète et ciblée comprenant les 3 piliers du développement durable³⁴.

2.3 La RSE selon ISO 26'000

La norme ISO 26000, est considérée comme la référence en termes de RSE. Elle définit la RSE comme :

*« Responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et activités sur la société et sur l'environnement, se traduisant par un comportement éthique et transparent qui : contribue au développement durable, y compris à la santé et au bien-être de la société ; prend en compte les attentes des parties prenantes ; respecte les lois en vigueur tout en étant en cohérence avec les normes internationales de comportement ; est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations »*³⁵.
(Définition RSE selon ISO 26'000, 2020)

L'organisation internationale de normalisation (ISO) a mis en place, le 1^{er} novembre 2010, un référentiel RSE à l'échelle mondiale intitulée ISO 26'000. Il s'agit d'une *« Ligne directive relative à la Responsabilité Sociétale pour toutes organisations »*³⁶. Actuellement, cette norme est la plus complète au niveau du management durable, incluant des définitions appropriées à la RSE, ainsi que d'une marche à suivre. Cependant, il s'agit bien d'une « ligne directive » et non d'une certification. Il est donc impossible pour les organisations, les entreprises, PME ou multinationales, des syndicats, associations, collectivités ou encore ONG de se certifier. Contrairement aux autres normes ISO et certifications que l'on analysera dans la suite de ce travail, cette norme se

³⁴ Réf. 30

³⁵ ISO. Iso 26000 définit ainsi la responsabilité sociétale.

³⁶ Réf. 28

base en grande partie sur un instrument international existant, qui n'est autre que les 17 objectifs du développement durable³⁷.

2.3.1 Les 7 questions centrales

La RSE, selon ISO 26'000, est constituée de 7 questions centrales et de domaines d'action. Ces questions forment le périmètre de la responsabilité de l'entreprise et doivent être traitées dans leur intégralité. Le tableau à la page suivante décompose les 7 questions centrales et ses différents domaines d'action³⁸.

Tableau 1 - 7 Questions centrales et ses domaines d'action

Questions centrales	Domaine actions
Gouvernance	
Droit de l'Homme	<ol style="list-style-type: none"> 1. Devoir de vigilance ; 2. Situation présentant des risques pour les droits de l'homme ; 3. Prévention de la complicité ; 4. Remédier aux atteintes aux droits de l'homme ; 5. Discrimination des groupes vulnérables ; 6. Droits civils et politiques ; 7. Droits économiques, sociaux et culturels ; 8. Principes fondamentaux et droit au travail.
Relations et conditions de travail	<ol style="list-style-type: none"> 1. Emploi et relations employeur/employé ; 2. Conditions de travail et protection sociale ; 3. Dialogue social ; 4. Santé et sécurité au travail ; 5. Développement du capital humain.
Environnement	<ol style="list-style-type: none"> 1. Prévention de la pollution ; 2. Utilisation durable des ressources ; 3. Atténuation des changements climatiques ; 4. Protection de l'environnement, biodiversité et réhabilitation des habitats naturels.

³⁷ ISO. Iso 26000 responsabilité sociétale. 2020

³⁸ INFOQUALITE. Iso 26000 – Questions centrales et domaines d'action

Loyauté des pratiques	<ol style="list-style-type: none"> 1. Lutte contre la corruption ; 2. Engagement politique responsable ; 3. Concurrence loyale ; 4. Promotion de la responsabilité sociétale dans la chaîne de valeur ; 5. Respect des droits de propriété.
Questions relatives aux consommateurs	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pratiques loyales en matière de commercialisation, d'information et de contrats ; 2. Protection de la santé et sécurité des consommateurs 3. Consommation durable ; 4. Service après-vente, assistance et résolution des réclamations et des litiges des consommateurs ; 5. Respect des données de la vie privée des consommateurs ; 6. Accès aux services essentiels ; 7. Éducation et sensibilisation.
Communautés et développement local	<ol style="list-style-type: none"> 1. Implication auprès des communautés ; 2. Éducation et culture ; 3. Création d'emplois et développement des compétences ; 4. Développement de la technologie et accès à la technologie ; 5. Création de richesses et de revenus ; 6. La santé ; 7. Investissement dans la société.

(Source : INFOQUALITE, 2020)

2.3.2 Les parties prenantes

La norme ISO 26'000 se base sur l'interaction et les différentes relations que l'entreprise porte à ses parties prenantes. Une partie prenante peut être une ou un ensemble de personnes physiques ou morales dont les actions vont influencer l'entreprise dans ses prises de décision. La norme estime qu'il est nécessaire d'identifier les parties prenantes afin de comprendre mieux les enjeux auxquels font face les entreprises. Grâce à l'identification de ces parties prenantes, l'organisation va pouvoir cibler ses impacts prioritaires et va pouvoir agrandir son champ de vision et de décisions managériales³⁹.

³⁹ Réf. 28

3. Certifications

3.1 Différences entre législation, normes et certifications

Les certifications sont de plus en plus essentielles pour les PME dans le monde et en Suisse. En effet, elles permettent d'attester la conformité des produits, des services ou encore du management d'une organisation. Il s'agit d'un gage de qualité et de confiance entre le client et l'entreprise. Il existe plusieurs niveaux de réglementation, appellations ou noms différents. Voici les différentes définitions que l'on peut trouver entre les niveaux réglementaires, que ce soit au niveau des lois, des normes ou des certifications.

3.1.1 Législations

La législation est un ensemble de loi et règlement au niveau international ou à l'échelle d'un pays⁴⁰. Chaque pays possède son propre système législatif et, ce dernier, régit le cadre à respecter. En Suisse, il existe plusieurs niveaux. Les lois fédérales ont plus de valeur que les lois cantonales ou même communales⁴¹.

3.1.2 Normes

Une norme est un ensemble de règles volontaires concertées et approuvées par des experts de la branche en question. Ces normes couvrent presque tous les domaines de la vie économique et privée. La définition principale est celle de la norme SN 45'020 « Normalisation et activités connexes – Vocabulaire général »⁴².

« Une norme est un document élaboré dans un esprit consensuel et accepté par une institution agréée, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques, pour des activités ou leurs résultats, garantissant un niveau d'ordre optimal dans un contexte donné » (SNV, 2020)

Les normes existent pour un grand nombre de domaine d'activité, tels que les objets matériels ou immatériels, les produits, les procédures ou encore les services.

3.1.2.1 L'organisation internationale de normalisation (ISO)

ISO est un organisme indépendant et non gouvernemental en charge d'élaborer et de publier les normes internationales à travers le monde. L'organisation est constituée de 165 pays membres et organismes nationaux différents. De nombreux experts se concertent et se coordonnent pour mettre en place de nouvelles normes. Ces normes sont élaborées par ISO, mais la demande répond à un besoin exprimé par une industrie ou un secteur économique⁴³.

⁴⁰ LAROUSSE. Définition législation. 2020

⁴¹ CH.Ch. Lois. Les recueils de lois fédérales et cantonales. 2020

⁴² SNV. Qu'est-ce qu'une norme ? 2020

⁴³ ISO. A propos de l'ISO. 2020

Actuellement, il existe une multitude de normes. En effet, on peut trouver plus de 22'913 normes internationales et documents normatifs à travers le monde. Les normes les plus répandues portent sur le management de qualité (ISO 9'001), sur le management environnemental (ISO 14'000) et sur la santé et la sécurité au travail (ISO 45'001)⁴⁴.

En Suisse, l'organisme d'accréditation principal est le Service d'accréditation SAS. Le service est indépendant, mais fait partie du Département du Secrétariat à l'Économie⁴⁵. Cet organisme décide et reconnaît explicitement la compétence technique d'un organisme à évaluer et à attester les différentes normes selon les exigences en vigueur et selon la norme *ISO/IEC 17'021 sur « l'évaluation de la conformité — Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management »*. Il faut savoir cependant que le SAS n'accrédite pas les normes ou certifications privées, telles que les certifications de Responsabilité Sociétale des Entreprises, certifications qui nous intéressent dans ce travail⁴⁶.

3.1.3 Certifications

La certification est une procédure qui atteste la conformité d'une norme reconnue. On trouve plusieurs sortes et niveaux de certifications. En effet, il existe des certifications portant sur le système de gestion ou par rapport aux parties prenantes d'une entreprise. Leurs champs d'action portent sur des produits comme des produits alimentaires ou industriels ou encore sur le système de management global. Cette dernière est la certification qui nous intéresse dans ce travail. Les certifications de systèmes de management attestent la qualité, la sécurité au travail ou encore les efforts environnementaux à l'échelle d'une organisation⁴⁷.

Voici une liste non exhaustive de quelques certifications liées au développement durable et reconnues en Suisse⁴⁸:

- Certification B Corp
- Certification Eco Entreprise
- Entreprise citoyenne
- Certification EMAS
- Évaluation Afaq 26000
- ISO 14001

⁴⁴ ISO. Elaboration des norms. 2020

⁴⁵ CONFEDERATION SUISSE. Que signifie accréditation ? 2020

⁴⁶ Entretien avec M. Perrottet, directeur d'EdelCert & InSpectorat, 20 novembre 2020

⁴⁷ OOREKA ENTREPRISE. Certification. 2020

⁴⁸ ACHAT RESPONSABLE. B6-Labels, certifications et autres distinctions. 2015

4. Les certifications « RSE » en Suisse

4.1 Méthodologie

Afin de concevoir mieux mon sujet et ainsi améliorer mes connaissances personnelles, j'ai commencé par faire des recherches documentaires sur Internet, mais également à l'infothèque de la Haute École de Gestion de Genève. Ces recherches m'ont permis d'apprendre davantage sur les concepts théoriques dont il est question, telles que les différentes définitions ainsi que les parties historiques du développement durable ou encore de la Responsabilité Sociale d'Entreprise ».

Deuxièmement, j'ai voulu m'immiscer concrètement dans le monde des certifications RSE de la sphère nationale. Pour cela, j'ai décidé d'analyser deux certifications disponibles en Suisse. Il s'agit de la certification B Corp et Eco Entreprise. Pour l'analyse concrète, j'ai commencé par rechercher les informations disponibles sur Internet et essayé de contacter les personnes de références. Par la suite, j'ai choisi d'utiliser une PME fictive, active dans le secteur de livraison de meubles à domicile, afin de suivre la procédure de certification, de la mise en place d'une vision RSE jusqu'à l'audit d'obtention de la certification.

Le but de mon travail est bel et bien d'analyser les outils d'évaluation ainsi que les méthodes de certification. Le fait de choisir une entreprise fictive m'a simplement permis de souscrire aux programmes existants, et ainsi d'analyser les outils d'évaluations proposées par rapport aux impacts environnementaux et à la RSE d'une PME. L'analyse comporte une présentation complète des outils d'évaluation, ainsi qu'une analyse des avantages d'une telle certification. L'analyse des coûts liés à la certification a également été effectuée.

Concernant B Corp, je n'ai malheureusement pas eu la chance d'interviewer une personne de référence. J'ai tout de même pu collecter de nombreuses informations via une B Corp Leader Advisor qui s'occupe de consulting et d'aide à l'audit pour cette certification. De plus, j'ai pu réaliser un entretien avec la responsable développement durable, de l'entreprise Loyco, certifiée B Corp.

Par rapport à Eco Entreprise, j'ai pu réaliser une interview avec un des fondateurs de cette certification. Il m'a également donné l'accès au programme d'analyse OK Pilot. Étant donné que cette entreprise propose plusieurs méthodes et plusieurs niveaux de certification, j'ai décidé de me focaliser sur la certification DD & RSE.

A la suite de ces analyses, j'ai donné mon ressenti sur ces certifications et poser quelques recommandations sur des points d'amélioration qui me paraissent importants.

En conclusion de ce travail, j'ai voulu me faire une idée de la situation actuelle du développement durable et de la RSE des PME en Suisse. Pour cela, j'ai décidé de contacter de nombreux acteurs du développement durable en Suisse romande. J'ai eu la chance de pouvoir interviewer des personnes travaillant dans ce domaine, comme la « Fédération des entreprises romandes », association faitière économique genevoise, des entreprises de consulting RSE comme SRY consulting ou encore Ecosys. Les entretiens effectués m'ont permis de faire une synthèse sur la situation actuelle en Suisse et ainsi de conclure mon travail en indiquant des recommandations sur les choses à améliorer dans le futur.

4.1.1 Entreprise fictive

Afin de réaliser la procédure de certification et analyser les outils d'évaluation des impacts environnementaux, j'ai décidé d'utiliser une entreprise fictive, que l'on nommera Meubles S.A. Cette entreprise est active dans le secteur tertiaire et fournit des services de ventes de meubles à domicile. L'entreprise, dont le siège social se trouve dans le Canton de Vaud, est composée d'un directeur et de 19 employés. Il s'agit d'une PME (petite moyenne entreprise comprenant 1 à 250 employés). Le site de la Confédération nous indique également que les PME représentent 99.7% des entreprises totales suisses⁴⁹.

C'est après avoir suivi les votations du 8 novembre 2020 sur la responsabilité des Multinationales en Suisse, que le patron a décidé qu'il était temps de mettre en place de réels objectifs liés au développement durable à l'échelle de son entreprise. La conscience écologique a toujours été quelque chose d'important dans la vision de l'entreprise, mais le patron n'a jamais passé le cap et entrepris la mise en place d'une démarche concrète RSE.

4.1.1.1 Démarche « RSE »

Une démarche RSE doit se mettre en place globalement à tous les niveaux de l'entreprise. Le changement de décision et la prise de conscience vient de la gouvernance, plus communément appelée direction, mais l'impact concret se répercute sur l'ensemble des parties prenantes et des départements de l'organisation. Après de longues discussions avec ses employés, le directeur a décidé de nommer un responsable développement durable au sein de son équipe. Cette personne aura la charge de l'élaboration de la politique de développement durable au sein de Meubles S.A.

⁴⁹ Réf. 19

En effet, le responsable DD a comme mission de faire un point de situation des impacts positifs et négatifs de l'entreprise, de définir les enjeux environnementaux primordiaux sur le long terme et de déterminer des objectifs et points d'amélioration. De plus, il doit s'occuper de la communication de l'entreprise, et imprégner chaque employé à suivre cette nouvelle vision. L'objectif principal pour l'année 2021 sera de savoir si une certification « RSE » peut être bénéfique à l'entreprise et surtout de choisir laquelle est la plus adaptée pour Meubles S.A et ses parties prenantes.

Le choix s'est tourné sur deux certifications RSE disponibles à l'échelle nationale suisse, mais également à l'échelle mondiale. Il s'agit de la certification B Corp et de Eco Entreprise.

4.2 Label B Corp

4.2.1 Présentation de la certification

Figure 4 - Logo B Corp



(Source : CultureMap Houston)

La première analyse réalisée se porte sur la certification ou Label B Corp. Cette certification a été créée en 2006 par plusieurs entrepreneurs américains. Il s'agit d'une organisation à but non lucratif qui a pour mission de certifier des entreprises privées de tous secteurs industriels à travers le monde. La certification mesure les impacts et la performance sociale et environnementale d'une entreprise grâce à un outil qui se nomme le B Impact Assessment (BIA).

Actuellement, plus de 3'700 organisations sont certifiées à travers 74 pays. B Corp Suisse, mis en place en 2017 par Jonathan Normand, est responsable de la certification dans notre pays. A ce jour, une cinquantaine d'entreprise ont obtenu la certification et plus de 1'000 autres ont entrepris leur évaluation BIA sans pour autant obtenir la validation B Corp⁵⁰.

Sur son site Internet, B Corp a produit et mis en ligne deux guides d'aide aux entreprises selon leurs tailles et leur chiffre d'affaires annuel⁵¹. Ils permettent de faciliter l'accès à l'outil d'évaluation BIA. La première brochure s'intitule « Large compagnies »⁵² et se focalise sur les entreprises dont le CA annuel est de plus de 100 millions USD. Le second

⁵⁰ BLAB SUISSE.2020

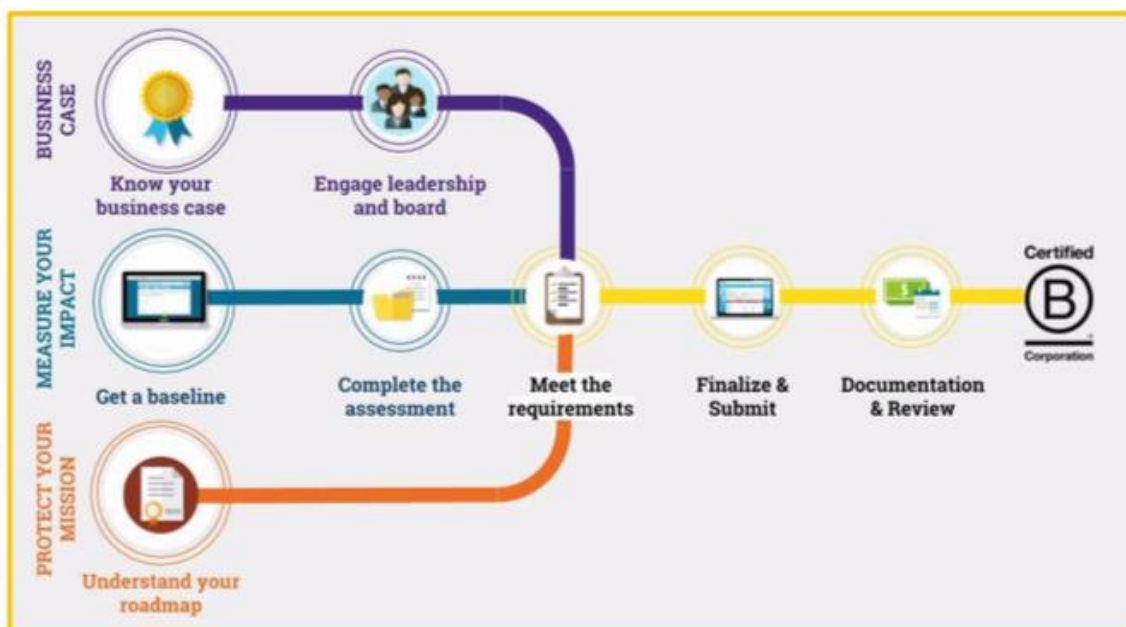
⁵¹ BCORPORATION. Why companies certify. 2020

⁵² BCORPORATION. Large company B Corp Certification: best practice guide. 2018

guide qui nous intéresse plus particulièrement en rapport à la taille de notre entreprise est « *The complete guide to B Corp Certification for Small to Medium-sized entreprises* »⁵³.

La brochure ainsi que les différentes interviews réalisées m'ont permis de suivre et comprendre les étapes relatives à l'évaluation de l'entreprise selon B Impact Assessment.

Figure 5 - les étapes de certification selon le guide B Corp



(Source: Complete guide to B Corp certification for small to medium-sized Entreprises, 2020)

Tout d'abord, Il est important de comprendre en quoi cette certification peut avoir des conséquences irréversibles pour une entreprise. Lors de notre entretien du 15 octobre 2020, Mme Ryckeboer, B Corp leader Advisor et directrice de SRY Consulting m'a expliqué que cette certification demande de gros changement pour l'entreprise, et qu'il faut être conscient que l'on ne peut pas revenir en arrière. Certaines entreprises doivent complètement remettre en question leur raison d'être, leur statut d'entreprise, leur statut juridique ainsi que leurs objectifs économiques à court ou moyen terme. B Corp met un point d'honneur à la transparence et aux décisions prises par la gouvernance, ce qui reste encore un obstacle pour de nombreuses entreprises dont l'objectif numéro un est le profit⁵⁴.

⁵³ BCORPORATION. Complete guide to B Corp certification for small to medium-sized Entreprises. 2020

⁵⁴ Entretien avec Mme. Ryckeboer, directrice de SRY Consulting, 15 octobre 2020

4.2.2 B Impact Assessment (BIA)

4.2.2.1 Introduction à l'outil et création du compte entreprise

Le B Impact Assessment est un outil d'auto-évaluation disponible gratuitement sur le site Internet de B Corp. Cependant, si l'entreprise veut être certifiée, il lui faudra payer. Actuellement, la dernière version en vigueur est la n°6. Cette dernière a été mise à jour en 2018.

Avant de pouvoir bénéficier de l'accès au menu principal, qui nous permettra de débiter l'évaluation des pratiques de l'entreprise, il faut tout d'abord créer son compte et indiquer les informations sur le siège social de l'entreprise. En effet, les premiers renseignements de base demandés sont le nom de l'entreprise, le pays, la région ainsi que la date de fin du dernier exercice (Voir annexe n°1).

Une fois ces données complétées, des questions plus précises par rapport à l'industrie de la société nous sont posées. On nous demande notamment d'indiquer le secteur économique dans lequel nous travaillons parmi une liste déroulante. Cette liste comprend 5 propositions telles que :

- Agriculture/cultivateurs ;
- Fabrication/ manufacture ;
- Service avec empreinte environnementale mineur ;
- Service avec empreinte environnementale significative ;
- Vente en gros / détail.

Selon le secteur économique sélectionné, les réponses suivantes proposées diffèrent. En effet, selon que l'on travaille dans l'agriculture ou dans la vente en détail, la catégorie industrielle et l'industrie ne seront pas les mêmes. Il existe 38 catégories industrielles et 352 sortes d'industries (exemple de catégories et d'industries voir annexe n°2). Cette grande quantité de choix révèle que cet outil peut être utilisé pour une grande diversité de secteurs économiques et donc un très grand nombre potentiel d'organisation. Les dernières questions portent sur le nombre de collaborateurs et sur notre position dans l'entreprise.

Le choix des réponses va influencer la nature et le nombre de questions auxquelles nous devrons répondre lors de l'analyse concrète. Il faut donc remplir ces informations de la manière la plus correcte possible afin de ne pas biaiser l'évaluation.

Des informations complémentaires concernant l'entreprise sont demandées sous l'onglet « paramètre ». Il est préférable d'y répondre avant de débiter l'analyse des impacts environnementaux. B Corp demande des renseignements complémentaires par rapport à la localisation, la structure sociale et les activités de l'organisation. Il s'avère que selon les pays ou les structures divergentes, l'analyse peut se complexifier et des examens complémentaires devront potentiellement être effectués. D'autres données concernant l'image de marque, les filiales, et les installations sont également réclamées.

Finalement, une description détaillée des produits ou services est également requise. Cette description permettra aux équipes B Corp de mieux comprendre les différents impacts environnementaux en lien avec les produits ou services rendus (Voir questions supplémentaires - annexe n°3).

Une fois l'inscription terminée, nous rentrons officiellement dans le menu principal et le tableau de bord de l'outil B Impact Assessment. Cette interface nous indique les différentes étapes à suivre et nous renseigne sur les différentes zones d'impact à analyser.

Figure 6 - Menu principale Évaluation B Impact

Évaluation de l'impact

ENTREPRISE
Meubles S.A

Les notifications

Tableau de bord

Avis

Évaluation B Impact

Filtre de questions

Rapports

Objectifs

Certification B Corporation

Évaluations

Paramètres

Évaluation B Impact

IMPRIMER PDF TÉLÉCHARGER

Cet outil, utilisé par plus de 50'000 entreprises dans le monde entier, dont plus de 3'000 entreprises certifiées B Corp, aide les entreprises à évaluer leur impact sur les différentes parties prenantes, notamment leurs collaborateurs-trices, la communauté, les clients et l'environnement.

SCORE GLOBAL	0.0	TERMINÉ	0%
SCORE DES OPÉRATIONS	0.0	IBM SCORE	0.0
		SCORE N / A	0.0

Zones d'impact

SECTION D'IMPACT

Gouvernance

SCORE 0.0

Découvrez ce que votre entreprise peut faire pour améliorer des pratiques et politiques qui se rapportent à sa mission, son éthique, sa responsabilité, ainsi que sa transparence.

QUESTIONS RÉPONDUES 1/24

CONTINUER

SECTION D'IMPACT

Collaborateurs-trices

SCORE 0.0

Découvrez ce que votre entreprise peut faire pour contribuer au bien-être financier, physique, professionnel et social de ses employés.

QUESTIONS RÉPONDUES 0/22

COMMENCER

SECTION D'IMPACT

Collectivité

SCORE 0.0

Découvrez ce que votre entreprise peut faire pour contribuer au bien-être social et économique des communautés dans lesquelles elle opère.

QUESTIONS RÉPONDUES 0/22

COMMENCER

SECTION D'IMPACT

Environnement

SCORE 0.0

Découvrez ce que votre entreprise peut faire pour améliorer sa gestion environnementale globale.

QUESTIONS RÉPONDUES 0/56

COMMENCER

SECTION D'IMPACT

Clients

SCORE 0.0

Découvrez ce que votre entreprise peut faire pour améliorer la valeur créée pour les clients direct et les consommateurs de ses produits et services.

QUESTIONS RÉPONDUES 0/3

COMMENCER

SECTION D'IMPACT

Formulaire lié aux exigences de transparences

Identifiez les industries, pratiques, effets ou amendes/sanctions potentiellement sensibles de votre entreprise, qui ne sont pas explicitement énoncées dans le reste de l'évaluation.

QUESTIONS RÉPONDUES 0/56

COMMENCER

Avis

Évaluation B Impact

Filtre de questions

Rapports

Objectifs

Certification B Corporation

Évaluations

Paramètres

Support

(Source : capture écran Évaluation B Impact)

4.2.3 Compléter l'évaluation B Impact

L'évaluation est composée de 5 domaines spécifiques permettant à l'entreprise de jauger ses différents impacts par rapport à l'intégralité de ses parties prenantes. Les domaines d'impact sont la gouvernance, les collaborateurs, la collectivité, l'environnement, les clients. Un 6^{ème} chapitre intitulé « formulaires liés aux exigences de transparence » permet à l'entreprise de jauger sa transparence. Les questions ont été basées sur le Global Reporting Initiative⁵⁵, référentiel d'indicateur pour le développement durable des entreprises, et également sur les 17 objectifs du développement durable des Nations Unies.

Figure 7 - Structure d'une question

The screenshot shows a web interface for a B Impact evaluation. At the top, there's a header 'Structures de gouvernance' with a star icon. Below it, a progress bar shows 'APPRENDRE' and 'COMMENTAIRES'. The main question is 'Quel est le plus haut niveau de surveillance de l'entreprise?'. There are four radio button options: 'Gouverné par un propriétaire ou un dirigeant (incluant le conseil d'administration composé uniquement de propriétaires et de dirigeants)', 'Gestion, comité exécutif ou gouvernance démocratique', 'Conseil consultatif sans responsabilité légale', and 'Conseil d'administration (avec au moins un membre qui ne soit pas un dirigeant ou un propriétaire de l'entreprise)'. Below the options, it says 'Points disponibles: 0.57' and a 'SUIVANT' button. At the bottom, there's a section for 'Activité' with a 'Commentaires' field and a note 'Ajouter un commentaire, un lien ou un document'. Below that, it says 'Cette question peut également être trouvée dans:' followed by a link to 'SDG Action Manager - ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces'.

(Source : capture écran Évaluation B Impact)

⁵⁵ Définition Global Reporting Initiative : *La Global Reporting Initiative (GRI) est une structure de parties prenantes ou partenaires (monde des affaires, sociétés d'audit, organisation de protection des droits de l'homme, de l'environnement, du travail et des représentants de gouvernements) qui crée un cadre de travail commun pour l'élaboration des rapports développement durable.*

L'outil de base de l'évaluation comporte un total de 201 questions. Chaque question à laquelle nous allons répondre peut nous rediriger vers une nouvelle problématique et ainsi rajouter plusieurs demandes. Le fait de cocher ou non une réponse, va nous attribuer un certain nombre de points. Le nombre total de point obtenu permettra de poursuivre le processus de certification. Actuellement, une entreprise qui obtient un minimum de 80 points peut prétendre à la certification B Corp. Chaque question peut être cochée ou commentée. Cela permet à l'entreprise de définir certains objectifs primordiaux ou simplement de préciser des points qui paraissent importants (Voir annexe n°4).

Toutes les questions sont détaillées de manière claire et concise pour le lecteur. Chaque question peut inclure un titre, un sous-titre et plusieurs choix de réponses sous forme de QCM. De plus, certaines demandes sont étayées d'un onglet « apprendre ». Cet onglet permet d'avoir plus d'explications sur la question. En outre, il détaille des exemples concrets qui peuvent être bénéfiques pour la mise en œuvre des actions de l'organisation. Il est souvent inclus des liens qui nous redirigent vers les sites Internet, dans lesquels on trouvera des renseignements.

Figure 8 - Onglet « apprendre »

Quel est le plus haut niveau de surveillance de l'entreprise?

Explications

Vérifiez si votre société dispose d'un conseil d'administration officiel avec une responsabilité fiduciaire, un organisme consultatif qui fournit des conseils, mais n'a pas d'obligations formelles au nom de l'entreprise ou d'autres structures de gestion. Note: Les autres questions qui se rapportent à un conseil d'administration ou à un organe équivalent doivent se référer uniquement aux organes de gouvernance qui ont une responsabilité fiduciaire formelle.

Mises en œuvre

Glossaire terminologique IRIS: Conseil d'administration: groupe de personnes responsable fiduciairement de la gouvernance d'une entreprise et garant des intérêts des actionnaires ainsi que quelquefois de ceux des parties prenantes.

Cette question est directement liée aux cibles d'ODD 16.6 et 16.7. Pour plus d'information sur ces cibles, veuillez consulter le lien ci-dessous:

<https://sustainabledevelopment.un.org/topics/sustainabledevelopmentgoals>

(Source : capture écran Évaluation B Impact)

Finalement, l'onglet « Activité » permet à l'entreprise de joindre des liens ou des documents de référence tels que des factures, des listes de fournisseurs ou encore des règlements, contrats, etc... L'évaluation B Corp demande de justifier toutes les réponses afin de prouver les bonnes pratiques de l'entreprise. Cette section permet également de commenter chaque question en lui donnant un feedback d'amélioration. Ceci afin de constater une potentielle erreur ou une mauvaise traduction depuis l'anglais (Voir annexe n°5).

4.2.3.1 Domaine d'impact : la gouvernance

Le premier domaine d'impact permet l'évaluation de 21 questions à choix multiples et est divisé en 4 sous-chapitres. Il s'agit de questions formulées sur la mission et l'implication principales de l'entreprise, l'éthique et la transparence de travail, les indicateurs de gouvernance et sur le modèle d'impact à affaire.

Le premier sous-chapitre « Missions et implication » consulte l'entreprise sur 7 questions générales en lien avec les enjeux environnementaux, l'implication des parties prenantes ou encore sur la mission principale.

La deuxième section d'impact « Éthique et transparence » est également composé de 7 questions. Elles se focalisent sur la structure de l'organisation, sur la politique éthique, ou encore sur la transparence envers le public.

Les deux derniers sous-chapitres sollicitent l'entreprise à fournir des données financières précises telles que le chiffre d'affaire ou encore le résultat net des différentes années. Il est également indiqué que les états financiers ainsi que la structure de direction de l'entreprise peuvent servir à détailler les réponses.

L'objectif du développement durable relatif à la gouvernance est :

- ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces

4.2.3.2 Domaine d'impact : les collaborateurs / trices

Ce domaine spécifique porte sur l'évaluation de 5 sujets pertinents et 33 questions en lien avec les employés de l'entreprise. Le premier domaine comporte 9 questions sur l'effectif du personnel. En effet, l'entreprise doit s'évaluer sur la rémunération, sur le nombre d'employé à temps plein ou à temps partiel et sur le taux de turnover. Ces informations sont demandées sur l'année en cours, mais également sur l'année précédente.

Le second domaine inclut 9 questions en rapport à la sécurité financière des employés. On doit notamment y indiquer le salaire le plus bas, le nombre d'employés recevant un

salaires minimum, ainsi que d'autres questions sur les augmentations de salaires ou sur les programmes de retraites.

Le troisième sous-chapitre inclut 6 questions en lien à la santé, au bien-être et à la sécurité des collaborateurs. Il comprend la problématique des assurances, des prestations complémentaires offertes aux collaborateurs et des règles qui régissent de la santé et de la sécurité sur le poste de travail.

La quatrième section d'impact se focalise sur le développement de carrière des collaborateurs. Cette section questionne l'entreprise sur sa politique de formation professionnelle, sur l'évaluation de ces employés et des chances de promotions à l'interne.

Pour finir, la dernière section cible l'engagement et la satisfaction des travailleurs. Les questions portent sur le règlement interne, sur les politiques de congé parental et sur les différents dialogues entre la direction et les employés.

Les objectifs du développement durable relatif à ce domaine d'impact sont :

- ODD 1 - Pas de pauvreté
- ODD 3 - Bonne santé et bien-être
- ODD 4 - Éducation de qualité
- ODD 5 - Égalité entre les sexes
- ODD 8 - Travail décent et croissance économique
- ODD 10 - Inégalités réduites

4.2.3.3 Domaine d'impact : la collectivité

Ce domaine est décomposé en 5 sections d'impact et inclut 35 interrogations. Il permet d'évaluer les relations que l'entreprise entreprend avec la collectivité et ses différentes parties prenantes. Il s'agit des acteurs de la vie locale où se situe le siège social de l'organisation, des relations avec les différents fournisseurs ou encore avec les acteurs de la vie politique du pays.

La première section d'impact est une introduction à la section collectivité. Elle examine si les décisions managériales de l'organisation ont un impact positif sur les partenaires caritatifs (ONG) ou autres acteurs dans le besoin (demandeurs d'emplois, associations). Si tel est le cas, d'autres questions en rapport avec ces parties prenantes devront être développées.

Le second sous-chapitre consulte l'organisation sur 8 questions en lien à la diversité, à l'équité et l'inclusion de l'entreprise. L'analyse se porte sur les potentiels inégalités hommes-femmes ou les différents groupes sociaux sous représentés (différences ethniques, nationalité, handicaps, etc...). Ces inégalités peuvent être au niveau salarial, mais également au niveau des postes à responsabilités. La politique de diversité au niveau des fournisseurs est également soulignée.

Ensuite, la problématique des impacts économiques sur la création d'emploi et sur la géolocalisation est examinée. 9 questions permettent à l'entreprise de situer son impact économique en relation avec ses différents acteurs locaux et nationaux (actionnaires, employés, fournisseurs, banques).

L'avant dernier sous-chapitre souligne et interroge les pratiques sur les différents actes civiques et programmes de donations. L'analyse comporte 3 ou 4 questions focalisées sur les engagements et potentiels dons auquel l'organisation s'est officiellement assumée à respecter.

Finalement, le dernier sous-chapitre se focalise sur la chaîne d'approvisionnement des achats de matériel. Une dizaine de questions permettent d'évaluer les relations d'achat avec ses fournisseurs et d'estimer l'impact au niveau social et environnemental.

L'aide du BIA nous signale également que la liste des fournisseurs, des collaborateurs et de la politique d'achat peut aider à répondre aux interrogations.

Les objectifs du développement durable en lien avec ce chapitre sont :

- ODD 1 - Pas de pauvreté
- ODD 5 - Égalité entre les sexes
- ODD 8 - Travail décent et croissance économique
- ODD 9 - Industrie, innovation et infrastructures
- ODD 10 - inégalité réduites
- ODD 16 - Paix, justice et institutions efficaces

4.2.3.4 Domaine d'impact : l'environnement

Le prochain domaine d'impact est le plus complexe parmi les 6. Il apprécie les gestes quotidiens de l'entreprise dans l'optique d'améliorer son environnement. Il se concentre sur les sujets propres au développement durable et à sa gestion responsable. Tous les gestes effectués par les collaborateurs ont potentiellement un impact sur l'environnement.

On pense notamment à la répercussions de la fabrication des produits ou à l'approvisionnement des matières premières. L'analyse comprend une base de 56 questions.

L'introduction de cette section environnement va déterminer si l'entreprise doit répondre à d'autres problématiques. Il est tout d'abord demandé de renseigner B Corp sur le type d'infrastructure dans laquelle travaillent les employés. Cette interrogation est pertinente, car l'impact environnemental n'est pas le même si les collaborateurs travaillent dans un bureau loué, depuis la maison ou à l'extérieur. De plus, il est également requis d'informer l'impact direct (positif ou négatif) que le produit ou la prestation influence sur son environnement.

La seconde section intitulée « gestion environnementale » se concentre sur les locaux de travail, mais également sur la place de travail de l'employé. L'outil interroge sur les pratiques mises en place pour renforcer le rendement de l'efficacité environnementale des bâtiments et des travailleurs et sur les différentes normes qualité ou certifications produites déjà mises en place.

La section suivante porte sur des questions liées à l'air et au climat. En premier lieu, cette section permet à l'organisation d'analyser sa consommation, son efficacité et ses bonnes pratiques en matière de réduction énergétique. B Corp demande de nombreux chiffres précis et souligne qu'il est grandement conseillé d'ajouter les factures de consommation énergétique et le bilan interne de l'entreprise. La problématique des gaz à effet de serre est également primordiale. L'outil B Corp pousse l'entreprise à contrôler sa consommation d'énergie et de gaz à effet de serre sous toutes ces formes. Il est notamment recommandé que ce domaine d'impact soit rempli par un spécialiste ou un ingénieur travaillant dans l'entreprise.

Ensuite, la problématique de l'eau, de sa consommation et de sa gestion au quotidien est mise en exergue sous forme de 5 questions. Elles portent sur les chiffres liés à la consommation d'eau, mais également aux gestes mis en place pour améliorer, et limiter son utilisation à travers tout le cycle de vie du produit (Fournisseurs, bureaux, machines).

Le dernier sous-chapitre comporte une vingtaine de question sur la terre et la vie. La problématique de la réduction des déchets sous toutes ses formes est soulignée. On parle des déchets non dangereux (carton, bois non traité, plastiques), mais également ceux répertoriés comme dangereux ou chimique (batteries, électroniques, peintures, enduits, solvant, etc...). Il est demandé à l'organisation de renseigner la quantité de déchets jetés et recyclés au cours de l'année. Finalement, la démarche de l'entreprise par rapport à sa

réduction de déchets ou de sa gestion de la biodiversité dans la chaîne d'approvisionnement est également analysée.

Les objectifs du développement durable pertinents pour ce domaine d'impact sont :

- ODD 2 - Faim « zéro »
- ODD 3 - Bonne santé et bien-être
- ODD 6 - Eau propre et assainissement
- ODD 7 - Énergie propre et d'un coût abordable
- ODD 9 - Industrie, innovation et infrastructures
- ODD 11 - Villes et communautés durables
- ODD 12 - Consommation et production durables
- ODD 13 - Lutte contre les changements climatiques
- ODD 14 - Vie aquatique
- ODD 15 - Vie terrestre

4.2.3.5 Domaine d'impact : les clients

Le domaine d'impact client analyse la création de valeur de l'entreprise par rapport à ses clients directs et à ses consommateurs, mais également par rapport aux communautés. Elle porte sur les impacts environnementaux liés à la clientèle et analyse ses produits.

L'introduction de la section clients permet à l'entreprise de comprendre la nature de ses produits et de son impact sur sa clientèle. Dans le cas où le produit final n'a pas d'impact significatif sur sa clientèle, le nombre de questions liées à cette problématique sera minime. A l'opposé, si le produit impact grandement la clientèle, il faudra remplir l'outil d'évaluation et indiquer en quoi le produit est positif ou négatif pour ses différents acteurs.

Le second sous-chapitre questionne si les produits ou services consommés sont fabriqués de manière éthique tout en assurant un gage de qualité. Les deux questions portent sur la gestion de la création de valeur et sur l'impact du produit.

Ce domaine d'impact ne répond pas directement aux 17 objectifs du développement durable et aucun lien direct n'est souligné par B Corp.

4.2.3.6 Les formulaires liés aux exigences de transparence

Le dernier chapitre sert à analyser la transparence de l'entreprise et à évaluer son domaine d'action, ses pratiques, ses décisions et ses produits par rapport à son éthique et à sa conscience morale. Ce chapitre n'est pas évalué comme les précédents. En effet, les réponses ne sont pas pondérées et n'affectent que très peu le résultat final dans le

cadre de l'obtention de la certification. Cependant, il est possible que les personnes en charge de la certification demandent des informations complémentaires s'il s'avère que des pratiques sont trop immorales. L'analyse porte sur 56 questions et 4 sous-chapitre.

L'organisation est invitée à divulguer des informations sur les choix éthiques et moraux de sa production. L'entreprise doit indiquer si elle produit des biens alcoolisés, liés au tabac, aux armes à feu ou encore à la pornographie. Elle doit également exposer ses pratiques dont les impacts sont très néfastes pour l'environnement (surconsommation d'eau, d'énergie nucléaire, produit illégaux). De plus, il est demandé d'expliquer de manière détaillée l'implication concrète de l'entreprise par rapport à tel ou tel produit.

Le second chapitre sert également à déceler les pratiques immorales et sensibles de l'entreprise. Il fait référence à tout ce qui est réalisé de manière illégale, à l'encontre de l'environnement ou encore par rapport au mauvais traitement des collaborateurs ou parties prenantes. Il est également demandé d'expliquer la responsabilité de l'entreprise concernant ces pratiques.

Ensuite, il s'agit de questions de transparence concernant la situation juridique, financière et législative de l'entreprise et ses parties prenantes. Cette transparence révèle si l'organisation assume ses décisions au quotidien ou si au contraire, elle dissimule de nombreux secrets qui pourraient lui être catastrophiques pour son avenir. De nouveau, des explications sur les mauvaises pratiques sont exigées.

Finalement, les 4 dernières questions de cette analyse portent sur la divulgation d'informations en lien avec la chaîne d'approvisionnement et les méthodes de travail de leurs fournisseurs. Il est demandé de renseigner si les entreprises partenaires emploient ou travaillent avec des enfants ou s'ils sont actifs dans des zones de conflits. Il est également nécessaire d'évaluer les impacts sociaux et environnementaux négatifs liés à leur méthode de travail.

4.2.4 Processus de certification

Une fois l'analyse terminée, l'entreprise peut décider de continuer le processus de certification ou simplement s'arrêter là. Mme Ryckeboer m'a indiqué qu'une grande partie des entreprises utilisent cet outil seulement pour s'auto-évaluer. Cela leur permet de souligner des points d'améliorations, sans pour autant poursuivre la certification et devoir payer⁵⁶.

⁵⁶ Réf. 54

Dans le cas où l'entreprise décide de poursuivre la certification, il faut qu'elle ait rempli certaines conditions pour enclencher le processus final. Ces conditions sont les suivantes :

- Obtenir un minimum de 80 points sur l'analyse des 6 domaines d'impact ;
- Compléter au moins 90% de l'évaluation ;
- Lire et accepter les conditions générales et exigences de B Corp ;
- Fournir le chiffre d'affaire annuel de l'entreprise⁵⁷.

Si l'entreprise ne comprend pas l'entier des questions ou qu'elle a du mal à obtenir le minimum de points requis, elle peut faire appel à une aide externe. En effet, il existe de nombreuses agences de consulting RSE, qui ont pour objectif d'accompagner les entreprises dans leur processus de certification.

Dans le cas où l'entreprise réalise plus que le minimum de points requis, elle peut enclencher le processus de certification. Elle communique donc son BI auprès de la maison mère de B Corp Monde. A ce moment-là, un auditeur, appelé B Corp Leader Advisor, va être dédié au dossier. Des échanges de compréhension des réponses, des demandes de précisions ou encore des demandes de preuves factuelles vont être demandées afin d'être certain que le BI a bel et bien été rempli correctement. Cet audit se fait à distance, sans que la personne vienne vérifier les mesures prises dans l'entreprise.

Une certification peut prendre du temps. En effet, selon la taille de l'entreprise, de son statut juridique et de son impact actuel sur les 5 domaines d'impact, il faut compter un minimum de 2 mois et cela peut prendre jusqu'à une année.

4.2.4.1 B Corp Leader Advisor

Les B Corp Leader Advisor sont des personnes indépendantes qui ont suivi une formation permettant d'épauler une entreprise qui prétend à obtenir la certification. En rapport à cela, Mme Ryckeboer m'a révélé avoir suivi les premières formations B Corp à Genève en 2017. Un B Corp leader possède la capacité de compréhension des outils d'évaluation et de son processus. De plus, il est capable d'accompagner et d'aider les entreprises intéressées par cette certification. Cependant, il faut faire attention car cette personne n'est pas employée par B Corp. C'est un membre indépendant qui accompagne les entreprises à la certification, à l'inverse de B Corp⁵⁸.

⁵⁷ BIMPACT ASSESSMENT. Tableau de bord. 2020

⁵⁸ Réf. 54

L'ultime étape avant la validation officielle de la certification est un dernier audit Online d'une durée d'environ 1h. Cet entretien est réalisé par le B Corp Leader Advisor et le responsable Développement durable ou directeur de l'entreprise. Une fois validé, l'entreprise est officiellement certifiée B Corp et devra signer la déclaration d'interdépendance, les statuts B Corp et payer le coût de certification. De plus, l'entreprise aura deux ans pour modifier ses statuts et les rendre conforme à B Corp.

4.2.5 Avantages de la certification

Les entretiens effectués m'ont permis de comprendre les avantages recherchés par les entreprises qui veulent entreprendre une démarche RSE et plus particulièrement la certification B Corp. Par rapport à cela, Mme Ryckeboer m'a signalé que malgré le fait que le processus semble simple et fluide, il y a énormément de travail et de prise de conscience. Une des grandes implications de cet outil est de pouvoir passer à l'action sur des choses dont l'entreprise n'avait pas pensé. Les entreprises peuvent donc s'orienter sur de nouvelles pistes d'amélioration, que ce soit au niveau de la gouvernance, des collaborateurs/trices ou encore au niveau de la collectivité.

L'entreprise Loyco, la seconde entreprise suisse certifiée B Corp en 2015, a décidé de se lancer dans cette certification pour la même raison expliquée ci-dessus. Mme Blaser, responsable développement durable chez Loyco et en charge de l'évaluation B Corp, m'a exposé que la certification B Corp leur a permis d'améliorer leurs bonnes pratiques déjà mises en place et de renforcer leur vision globale. En effet, l'outil d'évaluation a permis de réfléchir à des impacts environnementaux ou gestes ecofriendly auxquels Loyco n'avaient pas pensé. Il s'agit de décisions primordiales pour rester à un niveau très élevé, que ce soit pour les parties prenantes de l'entreprise ou pour l'environnement⁵⁹.

Un autre avantage souligné durant nos interviews est le fait que la certification peut améliorer la notoriété de l'entreprise envers sa clientèle. En effet, Mme Blaser m'a indiqué que la certification n'était pas facile à obtenir. La certification prouve que les pratiques et que les démarches prises par l'organisation sont concrètes et vérifiables. C'est un gage de qualité pour la clientèle, ce qui permet d'augmenter le nombre de clients potentiels. La démarche ne doit pas être entreprise dans une optique d'amélioration de l'image ou dans un but marketing, mais bel et bien pour appuyer la vision d'entreprise durable. A l'inverse, énormément d'entreprises publient des chartes ou règlement RSE sans qu'elles puissent

⁵⁹ Entretien avec Mme. Blaser, responsable développement durable chez Loyco, 30 mars 2020

prouver que les éléments mis en avant soient respectés. On n'appelle cela le « greenwashing »⁶⁰.

La certification permet aux entreprises d'améliorer leur marque employeur envers leurs collaborateurs. Elle peut fédérer les employés soutenant cette démarche RSE, mais peut également servir de motivation pour engager des jeunes talents. En effet les entreprises durables sont de plus en plus appréciées par la nouvelle génération. C'est donc un point extrêmement positif pour l'entreprise qui veut engager des collaborateurs motivés à travailler pour une organisation dont ils partagent les mêmes valeurs⁶¹.

Finalement, B Corp met un point d'honneur à créer une communauté d'entreprises certifiées. En effet, elle met en place des plateformes de dialogue pour que les entreprises puissent échanger, communiquer entre elles et ainsi améliorer leur impact environnemental. La communauté B Corp est très soudée et les forums de dialogue sont bénéfiques à toutes les entreprises⁶².

⁶⁰ Réf. 59

⁶¹ BOLLETER, Edouard. B Corp : Le label qui séduit aussi les PME romandes, 2020

⁶² Réf 59

4.2.6 Coût de la certification

Il existe deux sortes de coûts distincts pour l'entreprise. Les premiers montants supportés sont les coûts mis en place pour la démarche RSE de l'entreprise. La somme investie peut être constituée de :

- Coûts liés à l'engagement de capital humain :
 - Engagement d'un responsable développement durable ;
 - Engagement d'un potentiel consultant RSE ;
 - Budget alloué à l'équipe en charge de la RSE.
- Coûts des changements concrets réalisés par l'entreprise :
 - Changement matériel, procédures, locaux, etc... ;
 - Coûts liés à la production ;
 - Coûts de changement de fournisseurs

Ces montants sont difficiles à évaluer et doivent être amortis sur de nombreuses années.

Le second type de coût supporté est lié directement à la certification B Corp. Comme indiqué au début de l'analyse, l'auto-évaluation est gratuite, mais la certification est payante. Les tarifs d'une certification sont en fonction du chiffre d'affaire annuel réalisé par l'entreprise. Pour une entreprise comme Meubles S.A qui compte 20 employés et un chiffre d'affaire annuel d'environ 2,5 million de francs suisse, le coût de la certification sera d'environ CHF 1'500 par année.

Tableau 2 - Coût liés une certification B Corp en dollars américain pour une entreprise selon son CA annuel⁶³.

Chiffre d'affaires annuel (USD)	Frais annuel de certification
0 à 150'000	500 \$
150'000 à 1'999'999 millions	1'000 \$
2 millions à 4,99 millions	1'500 \$
5 millions à 9,99 millions	2'500 \$
10 millions à 19,99 millions	5'000 \$
20 millions à 49,99 millions	10'000 \$
50 millions à 74,99 millions	15'000 \$
75 millions à 99,99 millions	20'000 \$
100 millions à 249,99 millions	25'000 \$

Source : B Corp, 2020

⁶³ B CORP, 2020, Coûts de la certification.

4.3 Programme Eco entreprise

4.3.1 Présentation de la certification

Figure 9 - Logo du programme



(Source : Site Eco Entreprise)

Notre deuxième analyse réalisée se porte sur la certification Eco Entreprise. Cette certification de développement durable et de Responsabilité Sociétale permet aux entreprises d'évaluer, maîtriser, communiquer et valoriser leur impact environnemental global. Le programme Eco Entreprise a été créé en 2005 par l'association neutre et indépendante Eco park.

Cette association de l'Arc jurassien Suisse a pour but principal de concrétiser le développement durable au sens large et principalement dans des zones dites d'environnement construit. Le programme a été développé pour certifier des organisations de toutes tailles et de tout secteur économique. En effet, leur programme est adapté à tout type d'organisations, telles que les PME, les grandes entreprises, les réseaux d'entreprises, les associations professionnelles et les collectivités publiques. Eco Park a mis en place un système lui permettant de faciliter son accès à travers toute la Suisse. Effectivement, Eco Entreprise laisse l'association de normalisation SNV se consacrer aux entreprises souhaitant se faire certifier en suisse alémanique et au Tessin alors que l'entreprise Globalité Management, créée en 2008 par l'association pour s'occuper du programme en lui-même, gère la charge de la Suisse Romande⁶⁴.

Sur son site Internet, Eco Entreprise indique que cette certification est la référence suisse en termes de développement durable et de RSE. Actuellement, plus de 120 entreprises sont déjà certifiées. La plupart sont des entreprises suisses, mais il y a également une ou deux entreprises françaises et belges⁶⁵.

Eco Entreprise a mis en place plusieurs démarches et niveau de certifications pour sa clientèle. La première démarche est l'auto-évaluation permettant à l'entreprise d'apprécier ses pratiques sans pour autant se certifier. La seconde est la certification officielle Eco

⁶⁴ Entretien avec M. Alain Guye, directeur de Globalité Management et fondateur de Eco Entreprise, 15 octobre 2020

⁶⁵ ECO ENTREPRISE, organismes certifiés 2020

Entreprise. Il existe 3 sortes de certification selon le niveau d'exigences mises en place par Eco Entreprise. Les 3 certifications sont le certificat Eco Entreprise DD, le certificat Eco Entreprise DD & RSE ou encore le certificat Eco Entreprise « Excellence ».

La certification qui nous intéresse est la certification DD & RSE. Elle comprend deux référentiels ou check-lists permettant à l'entreprise d'analyser, d'améliorer ses pratiques et d'atteindre potentiellement la certification. La certification s'obtient en suivant un processus comprenant une analyse des impacts environnementaux de l'organisation grâce à un outil Web OK Pilot, puis à la suite d'un audit externe.

En effet, le processus comprend l'évaluation des pratiques de l'entreprise selon la Check-list Eco Entreprise Basic de 56 questions et une évaluation sous forme d'auto-évaluation des aspects de Durabilité / Responsabilité significatif. Une autre façon d'obtenir la certification est d'utiliser la check-list complète comportant entre 250 à 350 questions. Les deux check-lists peuvent être utilisées, mais il est important de voir laquelle est la plus pertinente pour l'entreprise. Les entreprises déjà certifiées ISO 9001 ou 14001 peuvent être également suivre une de ces check-lists. Dans ce cas, une version simplifiée de l'analyse sera demandée (Voir annexe n°7).

Lors de notre interview réalisé avec M. Alain Guye, directeur de Globalité Management et ancien Directeur d'Eco Park, il m'a présenté qu'il existait une grande quantité de certification ou normes en Suisse, telles que les normes ISO (14001 ou 9001), mais qu'Eco Entreprise était une alternative à ces certifications orientées système et processus. Il définit cette certification comme orientée « preuve par l'acte » ou « mise en œuvre ». Il pense qu'Eco Entreprise est « *mieux adapté aux PME suisses qui ont besoin d'un petit peu plus de souplesse que ce que propose ISO* »⁶⁶.

4.3.2 L'outil OK Pilot

Cet outil mis en place par l'association française de normalisation (AFNOR) est payant, sous forme d'abonnement, et permet aux entreprises d'accéder à une grande quantité de normes internationales. On y retrouve les normes ISO, mais également des référentiels français ou suisses. Au niveau Suisse, on peut accéder à une vingtaine de référentiels dont le programme Eco Entreprise basic 2019 ou le programme complet Eco Entreprise 2013⁶⁷.

⁶⁶ Réf. 64

⁶⁷ OK PILOT, solution web de pilotage vers la conformité et la performance, 2020

OK Pilot a mis en ligne une aide permettant de se familiariser avec l'outil⁶⁸. De plus, une feuille « Modalité de mise en œuvre » (voir annexe n°8) est disponible sur le site d'Eco Entreprise. Ces aides ainsi que les différentes interviews réalisées m'ont permis de suivre et comprendre les différentes étapes relatives à l'évaluation de l'entreprise selon le programme Eco Entreprise⁶⁹.

4.3.2.1 Introduction à l'outil et création du compte entreprise

A la suite de mon entretien avec M Guye, j'ai pu accéder aux deux référentiels Eco Entreprise sous forme d'essai gratuit à l'outil OK Pilot. Avant de pouvoir accéder au menu principal de l'outil d'évaluation, il faut commencer par remplir la demande d'utilisation du Programme et indiquer à quelles check-lists nous voulons avoir accès. On nous demande de remplir des informations sur l'entreprise, le nombre d'employés, le siège social et différent site de l'entreprise, mais également d'indiquer nos motivations à utiliser OK Pilot et comment nous avons connu cet outil (Voir annexe n°9).

Une fois la demande envoyée, cela prend quelques jours pour qu'elle soit acceptée par Globalité Management et que l'on puisse obtenir un abonnement d'essai pour une durée de 30 jours.

Figure 10 - Menu principale de l'outil Ok Pilot



(Source: capture d'écran OK Pilot)

⁶⁸ AFNOR, 2015. Manuel pas à pas.

⁶⁹ OUTIL OK PILOT, 2020, listes des check-lists disponibles

Le menu principal est modifiable. Il existe une version complète ou une version simplifiée qui permet à l'entreprise d'accéder directement aux outils d'évaluation, aux résultats, aux documents joints et à la synthèse.

Étant donné qu'OK Pilot nous donne accès à plusieurs référentiels en même temps, la première chose à faire est de sélectionner la check-list correspondant à la certification ou à l'auto-évaluation qui nous intéresse pour l'évaluation des impacts environnementaux de notre entreprise. Pour cela, il faut utiliser l'onglet évaluation et cliquer sur le sous-chapitre « États de check-lists ». A cet endroit, l'entreprise a accès à toutes les auto-évaluations auxquelles elle a souscrit (Voir annexe n°10). Dans notre cas, il s'agit de :

- Eco Entreprise Basic : 2019 - Développement durable / Responsabilité sociétale
- Eco Entreprise : 2013 - Développement durable / Responsabilité sociétale (rév. part. 2/19)

De plus, une introduction OK Pilot est disponible sous l'onglet « Easy Start ». Elle permet à la personne en charge de l'évaluation de l'entreprise de s'immiscer concrètement dans l'outil d'analyse et de suivre les différentes étapes du processus d'évaluation et de certification. Elle nous indique qu'on peut soit faire la simple évaluation de l'entreprise ou au contraire, mettre en œuvre la démarche complète avec l'évaluation et la gestion de l'entreprise (Voir annexe n°11).

Meubles S.A a décidé d'utiliser la check-list Eco Entreprise Basic 2019 et d'auto-évaluer ses aspects de durabilité / Responsabilité significatif pour obtenir la Certification DD & RSE. De plus, elle a déterminé qu'elle utilisera la démarche complète comprenant l'évaluation de ses pratiques de développement durable et de gestion d'entreprise.

4.3.3 Évaluation selon Eco Entreprise Basic : 2019 - Développement durable / Responsabilité sociétale

L'analyse est constituée de 8 chapitres et 36 sous-chapitres. L'évaluation permet de faire un contrôle complet des enjeux Développement Durable et RSE de l'organisation pour chaque site (site principale, usine de fabrication, bureaux, etc...). Concernant le développement durable, l'analyse regroupe les enjeux sociétaux, de la santé et de la sécurité, de l'environnement, mais également ce qui concerne l'économie de l'organisation. Par rapport à la RSE, les questions prennent en compte les lignes directrices et les 7 questions centrales d'ISO 26000.

Les domaines analysés sont la Direction sous forme de plan et de check, la Société, les Processus Internes, l'Environnement, le Social-Santé-Sécurité, l'Économie ainsi que sur des questions complémentaires hors évaluation. Le total de 56 questions porte sur les 17 ODD et sur les aspects de transition écologique, énergétique et digitale.

Figure 11 - Exemple de la structure d'une question

Chapitres > A.1. Engagements > Question A.1.1 Engagements Développement durable / Responsabilité sociétale

La Direction de votre Organisation a-t-elle défini et communiqué ses engagements Développement durable / Responsabilité sociétale (DD/RSE*) ?

Évaluation Constats Objectifs Actions Risques Documents

ÉVALUATION

0 %

⚠ L'évaluation n'atteint pas le prérequis de 60%

Pertinence de la question

0% 20 40 60 80 100%

NA ☐ ☐ ☐ ☐ ☒ pertinente

Commentaires, justification

Notes internes

VALIDATION

Visa ▼

Responsable ▼

Appliquer

CRITÈRES D'ÉVALUATION

0 % Non

40 % En partie et/ou de manière irrégulière

60 % Oui. Nos engagements DD/RSE* ont été définis et formalisés sous une forme engageante, signée par la direction (p. ex. charte, lignes directrices, plan directeur, site internet, etc.). Ils sont communiqués en interne et en externe, disponibles pour les parties prenantes.

100 % Nos engagements DD/RSE* sont communiqués de manière proactive vis-à-vis des parties prenantes. Leur suivi est aussi communiqué. Ils sont régulièrement passés en revue et adaptés en cas de besoin.

AIDE DU CHAPITRE

* Par Développement durable (DD) et Responsabilité sociétale (RSE) sont concernés tous les enjeux liés aux thèmes suivants:

- DD: environnement, social/santé/sécurité, économie
- RSE: engagement sociétal, droits de l'Homme, relations et conditions de travail, environnement, bonnes pratiques des affaires, questions relatives aux consommateurs (selon lignes directrices ISO 26000)

☑ Réduire

AIDE DE LA QUESTION

De multiples exemples d'engagements DD/RSE* d'entreprises sont disponible sur Internet.

* Par Développement durable (DD) et Responsabilité sociétale (RSE) sont concernés tous les enjeux liés aux thèmes suivants:

- DD: environnement, social/santé/sécurité, économie
- RSE: engagement sociétal, droits de l'Homme, relations et conditions de travail, environnement, bonnes pratiques des affaires, questions relatives aux consommateurs (selon lignes directrices ISO 26000)

☑ Réduire

DOCUMENTS LIÉS

+ Liez un document...

NOTES AUDITEUR

(Source : capture écran OK Pilot)

Chaque question est structurée sous forme d'évaluation notée de 0 à 100%. La question dispose d'un critère d'évaluation permettant à la personne en charge de l'analyse de mieux comprendre où l'entreprise se situe par rapport à ce qui lui est demandé. Les critères sont appréciés et différents selon la question. Le minimum de 60% doit, cependant, toujours être atteint pour que la question soit validée. Selon notre exemple :

- 0% = Rien n'est effectué ;
- 40% = En partie et / ou de manière irrégulière ;
- 60% = Prérequis atteint mais il y a encore des pratiques à mettre en place ;
- 100% = La communication est faite de manière proactive et transparente.

La question peut être jaugée selon sa pertinence. En effet, selon l'organisation, il se peut qu'une question ou un chapitre soit moins important par rapport à son secteur économique ou ses prestations. A l'aide d'une case « commentaires, justification » et « notes internes », l'entreprise peut souligner des points primordiaux. Cela lui permet d'expliquer pourquoi elle a convenu de ce pourcentage et à l'auditeur de vérifier la véracité des pratiques. Toutes les questions peuvent être cochées (réponse à vérifier ou réponse OK) puis validées (réponse confirmée) par le responsable de l'analyse ou par un collaborateur possédant les droits d'accès au programme OK Pilot. Cela rend possible un suivi sur les questions dont il manque des informations.

Afin de comprendre la question et de savoir exactement ce qui est demandé, une aide au chapitre et une aide à la question sont fournies par l'outil OK Pilot. Ces aides permettent à l'évaluateur de connaître les enjeux environnementaux en lien avec la question et de donner des pistes pour trouver des exemples sur internet ou directement via des documents présents sur le site d'Eco Entreprise.

Finalement, il est demandé et conseillé d'ajouter des documents sous forme URL pour consolider ses bonnes pratiques en lien avec la réponse fournie.

4.3.3.1 Domaine - Direction (plan)

Les questions du premier chapitre « Direction (plan) » portent sur la direction de l'entreprise et sur son engagement concret lié au développement durable. En effet, ces questions générales permettent à la direction de prendre conscience de sa situation actuelle et de se situer en fonction de ses engagements, sa communication, sa stratégie et de ses prestations. La direction peut ainsi planifier ses objectifs et ainsi prioriser le DD et la RSE dans ses décisions.

4.3.3.2 Domaine - Société

Le second chapitre met en exergue les principes de Responsabilité sociétale au niveau de la gouvernance, des parties prenantes et de la société. La gouvernance est questionnée sur son intégration, sur ses processus de décision et sur sa mise en œuvre concrète en conformité avec les 17 ODD.

De plus, Il est demandé d'indiquer si l'entreprise a bien identifié ses parties prenantes internes et externes et si les dialogues se passent d'une manière satisfaisante. Pour ce faire, l'entreprise peut lister tous les acteurs avec qui elle travaille et indiquer leur degré d'importance.

L'interrogation suivante porte sur l'intégration des enjeux et des questions centrales de la RSE dans l'organisation. Cette question est facultative, mais permet à l'organisation de compléter les enjeux dont elle aurait oublié l'importance. Finalement, la dernière question permet d'évaluer les performances concrètes actuelles de la RSE de l'entreprise.

4.3.3.3 Domaine - Processus internes

Le troisième chapitre « Processus internes » est primordial pour l'analyse des impacts environnementaux selon Eco Entreprise. En effet, ce chapitre évalue les produits, les prestations et les services sous tous les angles. Il est demandé d'indiquer si l'entreprise intègre le DD dans ses pratiques liées à la conception de ses services / produits, mais également par rapport à la recherche & développement (D&D). Il est également requis d'indiquer les bonnes pratiques concernant les étapes de cycle de vie des produits (production, utilisation, élimination).

En premier lieu, la problématique des achats responsables en matière de DD est questionnée. En effet, il faut renseigner Eco Entreprise sur les pratiques mises en place par les fournisseurs et les achats ayant un impact environnemental significatif. Il est notamment demandé de prendre en compte le recyclage, le traçage des produits achetés et encore les produits/achats à favoriser.

La question suivante concerne la gestion des projets. En effet, l'entreprise doit évaluer si les projets en place dans l'entreprise sont réalisés de manière optimale. L'entreprise analyse si ses parties prenantes internes sont intégrées et si un suivi des projets à long terme été mis en place.

De plus, l'évaluation des situations d'urgences doit également être analysée. L'entreprise doit se positionner et indiquer si les pratiques mises en place respectent l'environnement et la législation. Elle doit également évaluer tous les aspects, tels les consignes de sécurité mises en place, les formations de personnel, les exercices d'urgences, etc... Aussi, l'entreprise est évaluée sur les rôles définis à l'interne et sur sa responsabilité en matière de préventions de situations d'urgences potentielles.

Le sous-chapitre suivant prend en compte la problématique de la mobilité et des transports. En effet, l'organisation doit indiquer si des pratiques pour minimiser les émissions de GES ont été mises en place et si les transports de marchandises sont effectués de manière réfléchie. De plus, la question de la mobilité de personnes est également analysée et interroge l'entreprise sur ses mesures incitatives concernant ses employés (abonnement de transport public, covoiturage, etc...).

Ensuite, l'analyse se concentre sur les activités administratives de l'organisation et sur les pratiques DD instaurées concernant l'écologie et l'ergonomie de bureau (équipements et consommables durables, gestion du chauffage, matériel informatique et sensibilisation du personnel). La même analyse concernant la gestion des bâtiments ou des infrastructures est demandée par Eco Entreprise. En effet, l'entreprise doit évaluer ses pratiques et aspects qui concernent l'exploitation des infrastructures, son suivi et son optimisation énergétique, les économies d'énergie par le personnel et finalement la gestion du parc immobilier.

En outre, l'expertise de la gestion des sols (atteintes physiques et chimiques) et des milieux naturels (biodiversité) doit également être évaluée par l'entreprise.

Finalement, l'organisation doit considérer ses performances globales concernant ces processus internes et doit également indiquer si elle met en place régulièrement des mesures pour améliorer ses impacts.

4.3.3.4 Domaine - Environnement

Le 4^{ème} chapitre d'analyse est également primordial selon Eco Entreprise. Ce chapitre est constitué de nombreuses questions et se concentre sur les aspects DD en lien avec l'environnement de l'organisation. Il est demandé d'indiquer les bonnes pratiques mises en place concernant la gestion de l'eau, de l'air, de l'énergie, des déchets, du bruit et finalement de la biodiversité.

La gestion de l'eau est la première problématique abordée. En effet, l'entreprise est questionnée sur sa gestion de l'eau (pollution, risque de pollution, consommation) et sur les procédés élaborés pour optimiser cette gestion.

Ensuite, la gestion des activités critiques qui concernent la protection de l'air et des émissions de gaz à effet de serre est analysée. L'entreprise doit commenter ce domaine en indiquant si elle mesure ses impacts et si elle exploite ses installations de manière optimale. Elle doit également souligner si des objectifs précis ont été mis en place et si un responsable a la charge de cette politique.

Les questions suivantes portent sur la gestion des énergies et du climat. L'entreprise évalue si ses enjeux sont identifiés et intégrés au sein de l'entreprise. La mission principale est la réduction de la consommation d'énergie (atteindre une efficacité énergétique). L'organisation doit également renseigner si un responsable a la charge de cette mission.

La problématique de la gestion des déchets est analysée et l'organisation est questionnée sur sa politique en lien avec le recyclage, le tri, la réutilisation et la valorisation des déchets. L'entreprise doit notamment indiquer si elle suit les normes en vigueur et si elle communique par rapport à ce domaine d'activité.

Le sous-chapitre concernant le bruit produit par l'entreprise lui permet d'évaluer les pratiques mises en place pour éviter des éventuelles plaintes ou problèmes liés aux nuisances sonores. Eco Entreprise demande des renseignements concernant sa politique et si elle est intégrée à tous les niveaux de l'organisation.

Des réponses en lien avec les activités liés à la chimie, à la biotechnologie et à la radioactivité sont demandées. Ces questions ne concernent pas toutes les entreprises et peuvent être indiquées comme non pertinentes.

La dernière problématique concerne la biodiversité et les paysages. L'entreprise est questionnée sur les mesures organisées pour protéger les milieux naturels et pour éviter de polluer.

Finalement, l'organisation doit évaluer ses performances globales concernant son environnement et doit indiquer si une démarche d'amélioration continue a été élaborée.

4.3.3.5 Domaine - Social, Santé, Sécurité

Le 5^{ème} chapitre se concentre sur les aspects DD en lien avec le social, la santé et sécurité au travail. Il est notamment question des risques potentiels sur la place de travail, de la promotion de la santé du personnel et de la qualité de vie des employés. Pour chaque problématique, l'entreprise doit évaluer et indiquer ses bonnes pratiques. Finalement, une analyse sur les performances globales et une question sur les améliorations potentielles à effectuer sont demandées.

4.3.3.6 Domaine - Économie

Ce 6^{ème} chapitre se focalise sur la problématique de l'économie de l'entreprise. En effet, les questions de pérennité, d'innovation et de maîtrise des risques sont soulignées. L'entreprise doit spécialement se concentrer sur les aspects en lien avec la stratégie mise en place pour assurer sa pérennité (investissements, personnel qualifié, objectifs à court, moyen et long terme, satisfaction des clients). Une question en lien avec la création de richesse faite par l'entreprise est également demandée. L'entreprise évalue si les pratiques instaurées en lien à sa création de valeur favorisent le DD et la RSE. Enfin, il est demandé de renseigner sur les performances globales et sur les améliorations potentielles à effectuer.

4.3.3.7 Direction (check)

Ce domaine permet à l'entreprise d'indiquer et de contrôler si elle a mis en place un système de suivi / monitoring et d'amélioration continue lui permettant de passer en revue ses performances et bonnes pratiques en matière de DD et RSE. L'organisation doit également évaluer sa communication interne et indiquer si elle transmet des informations DD / RSE à ses parties prenantes internes et externes.

4.3.3.8 Questions complémentaires

Finalement, Eco Entreprise pose deux questions complémentaires qui ne sont pas prises en compte dans l'évaluation. Ces questions portent sur l'envie de l'entreprise de valoriser sa démarche DD / RSE dans le cadre des marchés publics ou dans l'optique d'une certification Eco entreprise. (Annexe - Liste des questions complémentaires).

Une fois l'analyse terminée l'entreprise peut gérer son évaluation et ses résultats en demandant à l'outil OK Pilot de fabriquer un graphe et un radar récapitulatif. Cela permet à l'entreprise de se situer clairement par rapport à ses bonnes et mauvaises pratiques. De plus, l'entreprise peut évaluer ses impacts à plusieurs reprises afin de voir l'éventuelle évolution positive ou négative.

La liste complète des questions de l'analyse Eco Entreprise Basic est disponible en annexe n°12

4.3.4 Gestion de l'entreprise

En relation avec l'analyse des impacts environnementaux, l'onglet « gestion » est une aide pour l'entreprise qui veut répertorier ses constats, ses objectifs, ses actions, ses risques et finalement ses indicateurs. Effectivement, cet onglet permet à l'entreprise de faciliter son travail quotidien en rassemblant toutes ses informations au même emplacement. L'organisation peut rendre ces informations accessibles à ses parties prenantes interne (employées, responsables ressources humaines, responsable DD), Cela lui permet de faire avancer l'ensemble de ses collaborateurs dans la même direction et de mettre en valeur des objectifs communs. (Exemple concret de chacun des sous-chapitres de gestion selon l'entreprise Meubles S.A disponible en annexe n°13)

4.3.5 Analyse des aspects DD & RSE significatifs

Dans le cadre de l'obtention de la certification Eco Entreprise DD / RSE, l'association Eco Park demande aux entreprises de remplir un fichier Excel permettant d'identifier et démontrer la maîtrise de ses aspects de durabilité et de responsabilité significatifs. C'est une sorte de résumé de l'analyse complète.

Pour chaque domaine concerné (voir 4.3.3), l'entreprise doit indiquer un ou plusieurs aspects significatifs. Elle doit également souligner si ces aspects sont maîtrisés, performants et si un suivi est mis en place. La notation se fait selon un code couleur. La couleur verte signifie que l'aspect est maîtrisé, l'orange indique que l'aspect est maîtrisé en partie, alors que le rouge souligne que rien n'a été fait (Voir annexe n°14 – exemple analyse des aspects DD et RSE significatif).

4.3.6 Processus de certification

Après avoir réalisé l'entier des étapes d'évaluation, l'entreprise peut décider d'enclencher la procédure de certification et ainsi demander à passer un audit. Si l'entreprise n'est pas satisfaite de son évaluation, elle peut toujours faire appel à des agences de consulting RSE et ainsi reprendre point par point l'analyse des enjeux environnementaux.

Dans le cas où l'entreprise ne connaît pas ou très peu la procédure d'audit, un document d'audit type a été mis en ligne (Voir annexe n°15). Ce document permet à l'entreprise de passer un audit d'essai. De plus, si l'organisation n'est pas certaine de ses capacités et de son évaluation, elle peut faire appel à un pré-audit. Ces pré-audits peuvent être exécutés par un organisme de certification externe mais également par Eco Entreprise. Globalité Management a décidé d'offrir cette prestation pour aider les entreprises à se mettre en confiance et à se situer par rapport à ce qui a été mis en place. L'organisation peut donc passer un test sans répercussion sur sa certification finale.

Lors de notre entretien, M Guye m'a indiqué que la procédure de certification pouvait être rapide (moins d'un mois) mais également prendre jusqu'à une année. De plus, il m'a souligné que le programme Eco Entreprise permet d'aider les organisations à se situer et à les guider vers des enjeux DD / RSE auxquelles elles n'auraient pas pensé. Cependant, l'organisation doit, par elle-même, mettre en place ses bonnes pratiques et c'est la seule chose qui déterminera si elle est apte à obtenir la certification⁷⁰.

⁷⁰ Réf. 64

4.3.6.1 Audit externe

Eco Entreprise a décidé d'ouvrir totalement son marché d'audit de certification. En effet, elle travaille avec 6 organismes de certification indépendants qui possèdent les compétences nécessaires pour auditer les entreprises.

Lors de notre entretien du 20 novembre 2020, M. Stéphane Perrottet, Directeur d'EdelCert & Inspectorat, l'un des 6 organismes auditeurs d'Eco entreprise m'a expliqué les étapes et la réalisation d'un audit externe lors d'une certification initiale.

Une fois que le contrat est signé par l'auditeur, l'entreprise auditée par Globalité Management, EdelCert & Inspectorat propose de réaliser la certification en 2 phases. La première phase permet de découvrir le système de management de l'entreprise et ainsi détecter de grosses non-conformités majeures (manquements de documents ou aucune préparation en amont à l'audit n'a été préparée). Elle permet de mettre en valeur les bonnes pratiques ou de corriger les manquements.

Quelques mois plus tard, la seconde phase peut être lancée. Cette dernière est plus longue. Le processus de certification se met en route. L'auditeur retourne une ou deux journées dans les bureaux de l'entreprise. Le contrôle se fait grâce à un plan d'audit qui couvre l'ensemble des critères de la certification. De plus, EdelCert utilise des check-lists internes qui permettent de contrôler chaque question de la certification et ainsi vérifier que toutes les pratiques mises en évidence soient vérifiables.

Une année plus tard, un contrôle et un audit supplémentaire doivent encore être effectués. Cela permet de valider officiellement la certification. A ce moment-là, l'entreprise obtient la certification. Cette dernière est valable pendant 3 ans et l'entreprise devra repasser un audit externe pour prétendre à une seconde certification⁷¹.

4.3.7 Avantage de la certification

Les entretiens effectués et les différentes informations disponibles sur internet m'ont permis de comprendre les avantages d'une telle certification pour une PME. Tout d'abord, M. Guye m'a indiqué que le programme Eco Entreprise permet aux PME d'analyser leur impact environnemental de manière globale, d'évaluer leurs pratiques concrètes et de structurer pratiquement leur démarche RSE. Cet outil peut être adopté directement par l'entreprise, mais également par des bureaux de consulting qui peuvent l'utiliser pour accompagner leur clientèle.

⁷¹ Entretien avec M. Stéphane Perrottet, Directeur D'EdelCert & Inspectorat, réalisé le 20 novembre 2020

Les entreprises qui utilisent l'auto-évaluation peuvent bénéficier d'une attestation permettant d'indiquer à leur clientèle qu'elles ont mis en place une démarche RSE. Pour les entreprises qui se certifient (Eco Entreprise DD, Entreprise DD & RSE ou Entreprise « Excellence »), elles peuvent bénéficier d'un réel avantage concurrentiel. En effet, depuis une dizaine d'année, Eco Entreprise est reconnu comme la certification de référence pour les marchés publics genevois et vaudois. Les entreprises certifiées gagnent des points dans la grille d'évaluation dans l'obtention d'un nouveau contrat mis en appel d'offre par l'État de Vaud ou de Genève.

Un autre avantage est le fait que les entreprises voulant obtenir la certification Eco Entreprise doivent obligatoirement passer par un audit externe. Cet audit est réalisé par un organisme de certification autonome et totalement délié du programme Eco Entreprise. Ces organismes engagent directement leur réputation et doivent faire jouer la concurrence pour obtenir un contrat. En effet, l'entreprise peut choisir parmi les 6 organismes sans que la qualité du service soit mise en cause. De ce fait, l'audit est stimulé. Cela est un gage de qualité qui permet aux entreprises certifiées de connaître réellement leur niveau de durabilité.

Les entreprises qui ont déjà une certification ISO 14001, ou ISO 45001 peuvent également prétendre à une certification Eco Entreprise. M. Guye détaille que ces entreprises veulent étayer leur palette de développement durable. Le programme a intégré ces normes ISO et a créé une matrice de correspondance permettant à ces entreprises de ne pas refaire la même analyse. Cette méthode simplifiée, moins onéreuse, est une source de motivation pour les entreprises qui veulent encore améliorer leur impact sur l'environnement.

Finalement, Eco Entreprise fait partie d'un projet européen regroupant plusieurs certifications. Eco Entreprise a été choisie pour être la certification « chapeau » de la Suisse. Elle va collaborer avec d'autres certifications européennes (France, Luxembourg)⁷².

⁷² Réf. 64

4.3.8 Les coûts de la certification

Les coûts liés à la certification Eco Entreprise se distinguent et se divisent en trois montants. Les premiers montants supportés sont les coûts liés à la mise en place de la démarche RSE et sont, à nouveau, difficiles à constituer.

Le second type de coût vient directement de l'utilisation de l'outil OK Pilot et de l'obtention de la certification. En effet, l'association Eco Park propose un abonnement permettant à l'entreprise d'utiliser librement les check-lists disponibles avec l'outil OK Pilot. Cet abonnement permet également de bénéficier de conseils par mail ou par téléphone et autorise les entreprises à utiliser les moyens officiels de communication d'Eco Entreprise (utilisation des certificats officiels)⁷³. Le prix de l'abonnement est adapté selon la taille de l'entreprise, le nombre d'employés, le nombre de site évalué et le nombre de check-lists utilisées. Pour une PME comme Meubles S.A, il lui faudra déboursier entre CHF 900 à 1'400 par année. Pour une entreprise comptant plus d'employés (entre 50 et 100), le prix de l'abonnement peut monter jusqu'à CHF 3'000⁷⁴.

Le troisième montant est directement lié à l'audit externe et à la validation de la certification. Les coûts diffèrent selon la taille de l'entreprise et en fonction du type de contrat d'audit que l'entreprise va passer avec l'organisme de certification. Pour Meubles S.A, il lui faudra déboursier environ CHF 7'500 (audit initial + audit de suivi + coût de la certification)⁷⁵.

4.4 Comparaison des deux certifications

Une fois l'analyse des deux certifications réalisées, Meubles S.A a décidé de faire un tableau récapitulatif, comparant les avantages et les inconvénients de chaque certification.

⁷³ Réf. 64

⁷⁴ PROGRAMME ECO ENTREPRISE : Coût - abonnement Eco Entreprise

⁷⁵ PROGRAMME ECO ENTREPRISE : Audit + certification Eco Entreprise

Tableau 3 - Tableau comparatif B Corp / Eco Entreprise

B Corp		Eco Entreprise	
Avantages	Inconvénients	Avantages	Inconvénients
Adapté à tous types d'entreprises	Audité par B Corp	Adapté à tous types d'entreprises	Outil sous forme d'abonnement
Outil gratuit	Nord-américain (peu connu en Europe)	Compatible avec ISO	Version test non complète
Analyse complète des enjeux DD & RSE	Demande le changement des statuts de l'entreprise	Analyse complète des enjeux DD & RSE	Outil OK Pilot démodé
Soutien aux bonnes pratiques		Soutien aux bonnes pratiques	Coût élevé (abonnement + audit)
Améliore l'image de l'entreprise		Améliore l'image de l'entreprise	
Coût accessible (selon CA)		Audité par un organisme indépendant	
Faire partie d'une communauté		Référence sur les marchés public (GE & VD)	
		Certification de référence en Suisse	

A la suite de cette analyse, Meubles S.A a décidé de se tourner vers la certification Eco Entreprise. Malgré un coût plus élevé, Meubles S.A, active en Suisse Romande, a considéré que la certification Eco Entreprise, la référence sur les marchés publics genevois et vaudois, lui permettra de bénéficier d'avantages concurrentiels.

5. Synthèse

Dans ce chapitre, j'ai voulu synthétiser la situation actuelle du développement durable en Suisse, mais également me focaliser concrètement sur la situation de la Responsabilité Sociétale des Entreprises à l'échelle des PME suisses. En effet, j'ai trouvé intéressant de m'immiscer dans ce domaine en allant interviewer directement des acteurs du DD et de la RSE à l'échelle suisse et principalement romande. Finalement, une synthèse des certifications découvertes dans les chapitres précédents me permettra de souligner les points qui me paraissent importants.

5.1 Développement durable et RSE en Suisse

De manière générale, la Suisse n'est pas si mauvaise en matière de développement durable au niveau des PME. Si l'on compare à d'autres pays du monde ou même d'Europe, les minimums légaux mis en place par la Confédération assurent un niveau de qualité de vie et de prestations satisfaisantes que l'on ne retrouve pas partout. Si l'on prend le domaine de la construction par exemple, de nombreuses normes telles que les normes SIA ou encore des labels comme Minergie assurent une qualité élevée. De plus, il existe une grande quantité de labels de qualité produits et management en Suisse. Ces labels et certifications sont disponibles en ligne dans le document « *B6-labels, certifications et autres distinctions* »⁷⁶.

Depuis quelques années, un mouvement de fond s'est mis en place au niveau des institutions publiques, mais également des entreprises privées. De plus en plus de personnes sont conscientes qu'un changement dans notre manière de vivre et de consommer doit être effectué. La demande grandissante de la population auprès des entreprises fait qu'elles ont dû prendre conscience que leur modèle économique n'est pas durable et qu'elles sont obligées de se réinventer et anticiper ce changement. C'est une raison pour laquelle elles décident de se lancer dans la RSE⁷⁷.

Malheureusement, de nos jours, aucune statistique relative aux entreprises qui font de la RSE ou du développement durable n'est disponible sur le site de la Confédération. De plus, malgré le fait que la Confédération ait mis en place un plan d'action « *Position et plan d'action du Conseil Fédéral concernant la Responsabilité des Entreprises à l'égard*

⁷⁶ Réf. 48

⁷⁷ Entretien avec M. Milliard, collaborateur scientifique d'Ecosys, réalisé le 22 octobre 2020

de la société et de l'environnement », les personnes interviewées n'étaient soit pas au courant de ce document, soit le décriait en expliquant qu'il n'apportait rien de concret⁷⁸.

5.2 Certifications

Ces deux certifications de Responsabilité Sociétale permettent aux entreprises d'évaluer et de se situer par rapport à leurs bonnes pratiques de développement durable. Ces deux certifications ont énormément de qualités. En effet, les outils proposés englobent l'entier des enjeux environnementaux, en soulignant les points essentiels sur lesquels l'entreprise devrait se focaliser pour mettre en place une démarche RSE.

De plus, ces certifications permettent d'aider les entreprises qui ne seraient pas familiarisées avec la Responsabilité Sociétale des Entreprises ou simplement par le développement durable en général, en leur suggérant des points d'améliorations, en leur donnant des exemples concrets et en leur proposant de l'aide. Les entreprises qui décident de se lancer dans une démarche RSE et dans l'obtention d'une certification peuvent bénéficier d'une aide venant directement des outils d'évaluation, des différentes entreprises de consulting RSE et également de la collectivité. Ces certifications permettent et proposent à leur clientèle de se rassembler, d'échanger et ainsi de faire évoluer leurs démarches de manière continue.

Le problème actuel avec ces certifications est le fait qu'il en existe beaucoup. Il est parfois difficile de s'y retrouver. Certaines entreprises ne savent pas laquelle choisir et finissent par abandonner l'idée d'une certification. De plus, une certaine incompréhension et un manque de clarté entre les certifications existe. Certaines d'entre elles sont évaluées et auditées directement par l'organisation en charge de la certification (B Corp), alors que d'autres doivent être auditées par un organisme externe (Eco Entreprise).

Par rapport à la certification B Corp, j'ai été agréablement surpris par leur méthode d'évaluation et par leur tableau de bord. En effet, je pense que de nombreuses PME auraient vraiment tout à gagner de s'auto-évaluer en utilisant leur outil d'analyse. Cependant, il faudrait que B Corp trouve un moyen de motiver ces entreprises à passer le cap de la certification. Actuellement B Corp est un peu trop attachée à leur image de label ou certification nord-américaine, ce qui dé motive les entreprises européennes et suisses.

⁷⁸ Entretien avec M. Suchet, Directeur des affaires sociales à la FER, réalisé le 16 octobre 2020

Concernant Eco Entreprise, je trouve également que leur méthode d'évaluation est pertinente et que leurs différents niveaux de certifications amènent un regain de motivation pour les entreprises qui commencent dans la RSE. En effet, les entreprises peuvent se situer et voir les améliorations nécessaires pour prétendre à la certification DD & RSE ou encore à la certification « Excellence ». Il faudrait cependant qu'Eco Park se place un peu plus dans le paysage suisse et commence à faire de la publicité.

Finalement, on voit que le nombre d'entreprises certifiées en Suisse est encore très faible. Au total, entre la certification B Corp et Eco Entreprise, moins de 200 entreprises sont officiellement certifiées. De plus, malgré le fait que plus de 3'000 entreprises suisses aient effectué l'auto-évaluation B Corp, seulement une cinquantaine sont certifiées. Cela montre qu'il y a un attrait pour la RSE, mais cela nous indique également que les coûts de la certification sont soit trop élevés ou soit que les avantages obtenus à ce faire certifier ne sont pas assez intéressants pour les entreprises.

6. Recommandations

Premièrement, je pense qu'il serait important que l'État se penche un peu plus sur ces certifications et qu'il n'hésite pas à collaborer davantage avec ces dernières. Il pourrait encourager et motiver les PME à se tourner vers ces certifications en leur accordant une subvention. En effet, les entreprises qui décideraient de se lancer dans une démarche RSE pourraient remplir une demande de subvention RSE auprès de leur Commune ou de leur Canton. Dans le cas où certains objectifs seraient atteints, l'entreprise bénéficierait d'une subvention. Cet argent pourrait leur permettre de profiter de conseil RSE via des agences de consulting, ou de souscrire à un abonnement comme celui proposée par Eco Entreprise. De plus, il pourrait également être directement injecté dans les moyens mis à disposition pour parfaire les bonnes pratiques RSE au quotidien. Je pense notamment à la mise à disposition d'abonnements de transport public pour les employés, et à la mise en place de moyen d'optimisation pour réduire l'empreinte écologique (suppression des factures papiers, achat d'ampoule à base consommation, recyclage des fournitures de bureau). Cette subvention permettrait de motiver les directeurs d'entreprise et les amènerait potentiellement à se tourner vers la RSE. Il faudrait cependant faire attention que cela ne devienne pas une fraude et que les entreprises fassent du greenwashing seulement pour bénéficier de cette subvention. Des contrôles réguliers, à l'image des audits externes, pourraient être réalisés. Je suis conscient que cela reste difficile à mettre en place, mais c'est peut-être la seule solution pour répandre le développement durable et la RSE en Suisse.

Deuxièmement, je pense qu'il serait intéressant que la Confédération, les Cantons et les Communes intègrent davantage le développement durable dans les marchés publics afin que les prestataires et les prestations (produits ou services) respectent le développement durable et les enjeux environnementaux. En effet, l'État doit montrer l'exemple. S'il n'assume pas sa politique de développement durable, pourquoi est-ce que les entreprises privées devraient-elles le faire à sa place ? La certification Eco Entreprise permet aux entreprises de se placer positivement dans les marchés publics, mais très peu de publicité par rapport à cela est faite. Par exemple, l'État pourrait lancer uniquement des appels d'offre via la procédure sélective (prestataires choisis en fonction de certains critères). Le critère principal serait l'aptitude d'une entreprise à être certifiée RSE ou à s'engager à mettre en place une telle démarche. De plus, l'État pourrait clairement indiquer qu'elle travaille prioritairement avec des entreprises certifiées ou bien classées en matière de RSE. Cela pourrait inciter les entreprises à se tourner vers la RSE, afin de gagner un avantage concurrentiel.

Concernant B Corp, leur programme permet aux entreprises de se situer par rapport à leurs bonnes pratiques. Cependant, je trouve que certaines questions sont trop ciblées au marché nord-américain et ne sont pas assez adaptées aux entreprises localisées en Europe. Une quantité de questions peuvent paraître inintéressantes et n'apportent rien pour l'obtention des points nécessaires à la certification pour une entreprise travaillant en Suisse. Je pense notamment à des questions sur les programmes de retraites, sur le droit du travail ou encore sur les assurances sociales. En effet, ces questions n'ont pas lieu d'être pour une entreprise, dont le siège social est situé en Suisse. La législation d'un pays peut être complètement différente d'un autre. Pour remédier à cela et ainsi rendre le B Impact assessment plus personnalisé, B Corp suisse pourrait modifier, supprimer et ajouter des questions qui paraissent plus pertinentes à notre pays et à notre économie.

De plus, je pense que la certification en demande un peu trop à ses certifiés. En, effet, B Corp oblige l'entreprise à changer ses statuts principaux dans une période d'une à deux années. C'est certainement pour cette raison que les entreprises ne veulent pas aller jusqu'à la certification. Je pense qu'il serait judicieux de laisser un peu plus de liberté aux entreprises ou leur laisser un peu plus de temps pour faire ces changements.

Finalement, concernant Eco Entreprise, je trouve que l'outil OK Pilot commence à dater et qu'il serait judicieux de le modifier. En effet, depuis la création du programme Eco Entreprise, l'outil OK Pilot est utilisé et n'a que très peu changé de forme. Je pense qu'il serait intéressant de le changer afin d'attirer des jeunes start-ups ou PME. Eco Entreprise pourrait décider de créer son propre outil d'analyse. Pour ce faire, elle pourrait engager un informaticien ou un programmeur capable d'améliorer la forme, la structure et renouveler le programme Eco Entreprise. En effet, le développement durable est un enjeu important pour de plus en plus d'acteurs, mais on voit clairement que les personnes les plus influencées sont les jeunes adultes et les générations futures (prochains collaborateurs sur le marché du travail). Je suis persuadé que si Eco Entreprise commençait à faire plus de publicité (marketing ciblé, mise en place de stand dans les foires des métiers, collaborations avec les associations faitières) et à rajeunir son outil d'analyse, les jeunes entreprises seraient influencées et elles se sentiraient encore plus concernées, jusqu'à rejoindre l'association Eco Park et prétendre à une certification.

7. Conclusion

Les problèmes environnementaux actuels nous font réfléchir à notre avenir proche et surtout à celui des générations futures. En recherchant des informations sur le sujet, on se rend compte que la situation est grave et qu'il sera bientôt difficile de sauver notre planète si rien n'est fait rapidement. L'émission de gaz à effet de serre est un des problèmes principaux de notre planète et chaque individu en produit en grande quantité quotidiennement. Il est important de prendre conscience que les changements de mentalité et de conception de notre économie doivent se faire maintenant.

La RSE apparaît comme étant une réponse légitime à ces problèmes environnementaux, que ce soit au niveau gouvernemental, mais également au niveau des entreprises de toute taille. En effet, la RSE permet à une organisation de se rendre compte de son impact global environnemental, social et économique. Elle permet de mettre en place une démarche réfléchie qui met l'accent sur les relations avec les parties prenantes, qui prend soin de l'environnement, tout en restant économiquement viable.

L'objectif principal de ce travail était de me focaliser concrètement sur les méthodes de certifications de Responsabilité Sociétale des Entreprises disponibles en Suisse et d'analyser leur outil d'évaluation. Pour ce faire, nous avons étudié comment les PME suisses peuvent mettre en place ces certifications pour avoir un impact positif sur leur environnement et leurs parties prenantes.

Ce travail m'a permis d'analyser les outils concrets proposés aux entreprises. Ces outils peuvent être utilisés quotidiennement et permettent vraiment de guider les entreprises sur une méthode d'analyse environnementale complète. J'ai pu réaliser cette analyse en me mettant dans la peau d'une PME voulant se renseigner sur les certifications disponibles et sur les avantages dont elle pourrait bénéficier.

Je trouve que les certifications analysées sont globalement de très bonnes qualités mais présentent certains défauts. Selon moi, les outils d'évaluation proposés permettent certainement de mettre en valeur les aspects environnementaux de tous les domaines de l'entreprise. Cependant, il est encore très compliqué pour une entreprise de se faire une idée sur quelle certification choisir. De ce fait, je suis persuadé que la Confédération suisse a un rôle à jouer dans cette optique.

Les PME ont tout à gagner de valoriser leur démarche RSE et leurs bonnes pratiques. Je suis certain que dans les années à venir, de plus en plus de PME suisses vont suivre ce domaine et voudront naturellement se diriger vers ces certifications RSE.

8. Bibliographie

ACHAT RESPONSABLE, [2015]. B6-Labels, certifications et autres distinctions [2015]. *B06-Labels_certifications_et_autres_distinctions_version_appfondie.pdf* [en ligne]. [Consulté le 25 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : https://achats-responsables.ch/pdf/leguide_2015/version_appfondie/B/B06-Labels_certifications_et_autres_distinctions_version_appfondie.pdf.

ACTUENVIRONNEMENT, 2020. Définition de Global Reporting Initiative (GRI). In : *Actu-Environnement* [en ligne]. 2020. [Consulté le 20 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.actu-environnement.com/ae/dictionnaire_environnement/definition/global_reporting_initiative_gri.php4.

AFNOR, OK PILOT, [2020]. Accueil. In : *OKpilot* [en ligne]. [Consulté le 2 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.okpilot.com/>.

AGENDA 2030 EN FRANCE, [2020]. Présentation : origines et principes | Agenda 2030 - Site des ODD. [en ligne]. [Consulté le 15 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.agenda-2030.fr/agenda2030/presentation-principes-specificites-origines-18#scrollNav-2-1>.

ASSOCIATION SUISSE DE NORMALISATION, [2020]. Que règlent les normes ? - SNV. In : [en ligne]. [Consulté le 10 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.snv.ch/fr/a-propos-des-normes/que-reglent-les-normes.html>.

ASSOCIATION SUISSE DE NORMALISATION, [2020]. Qu'est-ce qu'une norme ? - SNV. In : [en ligne]. [Consulté le 11 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.snv.ch/fr/a-propos-des-normes/quest-ce-quune-norme.html>.

ARE, Office fédéral du développement territorial, [sans date]. Stratégie pour le développement durable. In : [en ligne]. [Consulté le 2 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.are.admin.ch/are/fr/home/nachhaltige-entwicklung/politik-und-strategie/strategie-nachhaltige-entwicklung-2016-2019.html>.

B CORPORATION [2019]. The complete guide to B Corp certification for small to medium-sized entreprises.pdf [en ligne]. [Consulté le 5 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : https://www.ecolopharm.com/wp-content/uploads/2019/08/B_Corp_Certification.pdf.

B CORPORATION, *Large Company B Corp Certification.pdf* B CORPORATION, [2019]. Certification | Certified B Corporation. In : [en ligne]. [Consulté le 22 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://bcorporation.net/certification>.

B CORPORATION, [2020]. Certification | Certified B Corporation. In : [en ligne]. [Consulté le 21 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://bcorporation.net/certification>.

B CORPORATION, [2020]. Certified B Corporation. In : [en ligne]. [Consulté le 22 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://bcorporation.net/>.

B CORPORATION, B Impact Assessment, [2021]. Meubles S.A - Évaluation B Impact Assessment. In : [en ligne]. [Consulté le 4 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://app.bimpactassessment.net/company/234962/assessment/251315/q?view=dash-board>.

B CORPORATION, Suisse, [2020]. Home. In : *B Lab Switzerland* [en ligne]. [Consulté le 10 octobre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://fr.blab-switzerland.ch>.

BOLLETER, Edouard, [2020]. B Corp : Le label qui séduit aussi les PME romandes. In : 01.03.2020. PME magazine.

BRUN, Emilie, 2011. *Comprendre ISO 26000* [en ligne]. S.I. : AFNOR. [Consulté le 12 décembre 2020]. ISBN 978-2-12-465333-1. Disponible à l'adresse : <https://hesge.scholarvox.com/catalog/book/docid/88823518?searchterm=comprendre%20ISO>.

BUHLER, Tiphaine, [2019]. Transition énergétique : nos 10 conseils | PME Magazine. In : [en ligne]. [Consulté le 3 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.pme.ch/horsserie/2019/05/13/transition-energetique-nos-10-conseils>.

CAPRON, Michel et QUAIREL-LANOIZELÉE, Françoise, 2010. I. La genèse et le développement de la RSE. In : *La responsabilité sociale d'entreprise* [en ligne]. Paris : La Découverte. Repères. pp. 5-19. ISBN 978-2-7071-6500-8. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/la-responsabilite-sociale-d-entreprise--9782707165008-p-5.htm>. Cairn.info

CH.CH, [sans date]. Lois - www.ch.ch. In : [en ligne]. [Consulté le 2 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.ch.ch/fr/lois/>.

CONFÉDÉRATION SUISSE, [2020]. *La responsabilité sociétale des entreprises : position et plan d'action du Conseil fédéral concernant la responsabilité des entreprises à l'égard de la société et de l'environnement*. 1 avril 2015.pdf (en ligne) [Consulté le 10 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Gesellschaftliche_Verantwortung_der_Unternehmen/CSR.html

CONFEDRATION SUISSE [2018]. Mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable par la Suisse : Rapport national 2018 de la Suisse. *laenderbericht-der-schweiz-2018_FR.pdf* [en ligne]. [Consulté le 10 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.eda.admin.ch/dam/agenda2030/fr/documents/laenderbericht-der-schweiz-2018_FR.pdf.

CONFEDERATION SUISSE, [2020]. *Stratégie pour le développement durable 2030. Projet de consultation.pdf* [en ligne]. [Consulté le 20 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/63587.pdf>.

CONFEDERATION SUISSE, [2020]. Changements climatiques en Suisse : rapport sur les causes, conséquences et mesures. In : [en ligne]. [Consulté le 5 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-81144.html>.

CONFEDERATION SUISSE, [2020]. Changement climatique Suisse - MétéoSuisse. In : [en ligne]. [Consulté le 26 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.meteosuisse.admin.ch/home/climat/changement-climatique-suisse.html>.

CONFEDERATION SUISSE, [2020]. Le Conseil fédéral vise la neutralité climatique en Suisse d'ici à 2050. In : [en ligne]. [Consulté le 11 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-76206.html>.

CONFEDERATION SUISSE, [2020]. Rapport national à l'attention de l'ONU. In : [en ligne]. [Consulté le 12 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.eda.admin.ch/agenda2030/fr/home/strategie/nationale-berichterstattung.html>.

CONFEDERATION SUISSE, [2020]. RS 101 Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999. In : [en ligne]. [Consulté le 17 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html>.

CONFEDERATION SUISSE, [2020]. RS 220 Loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations). In : [en ligne]. [Consulté le 19 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19110009/index.html#sidebarAnchor>.

CONFEDERATION SUISSE, [2020]. RS 220 Loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations). In : [en ligne]. [Consulté le 1 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19110009/index.html>.

CONFEDERATION SUISSE, [2020]. Stratégie pour le développement durable. In : [en ligne]. [Consulté le 24 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.eda.admin.ch/agenda2030/fr/home/strategie/strategie-nachhaltige-entwicklung.html>.

CONFEDERATION SUISSE, [2020]. Stratégie pour le développement durable. In : [en ligne]. [Consulté le 24 décembre 2020 b]. Disponible à l'adresse : <https://www.eda.admin.ch/agenda2030/fr/home/strategie/strategie-nachhaltige-entwicklung.html>.

CONFEDERATION SUISSE, [2020]. Véhicules routiers – parc, taux de motorisation. In : [en ligne]. [Consulté le 24 décembre 2020 c]. Disponible à l'adresse : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiken/mobilitaet-verkehr/verkehrsinfrastruktur-fahrzeuge/fahrzeuge/strassenfahrzeuge-bestand-motorisierungsgrad.html>.

CONFEDERATION SUISSE, Office fédéral de l'environnement, *Changement climatiques en suisse : indicateurs des causes, des effets et des mesures*. 2020.pdf [en ligne]. [Consulté le 25 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-81144.html#links>

CONFEDERATION SUISSE, [2020]. *Gaz à effet de serre anthropiques 2015*.pdf. [en ligne]. [Consulté le 19 novembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/climat/donnees-indicateurs-cartes/donnees.html>

CONFEDERATION SUISSE,[2020]. Petites et moyennes entreprises. In : [en ligne]. [Consulté le 10 octobre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiken/industrie-dienstleistungen/unternehmen-beschaeftigte/wirtschaftsstruktur-unternehmen/kmu.html>.

CONFEDERATION SUISSE, Office fédéral du développement territorial, [2020]. Définition du développement durable en Suisse. In : [en ligne]. [Consulté le 5 octobre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.are.admin.ch/are/fr/home/nachhaltige-entwicklung/politik-und-strategie/nachhaltigkeitsverstaendnis-in-der-schweiz.html>.

CONNAISSANCEDESENERGIES, [2015]. Protocole de Kyoto : objectifs, enjeux, signataires et bilan. In : [en ligne]. [Consulté le 9 octobre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/protocole-de-kyoto>.

CULTUREMAP HOUSTON, [s2020]. B Corps take hold in Houston: Companies like New Living make doing good a rule. In : *CultureMap Houston* [en ligne]. [Consulté le 4 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://houston.culturemap.com/news/city-life/09-01-10-b-corps-take-hold-in-houston-companies-like-new-living-make-doing-good-a-rule/>.

DEPARTEMENT DE L'INFORMATION, Organisation des Nations Unies, [1993]. DÉCLARATION DE RIO SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT
PRINCIPES DE GESTION DES FORÊTS. In : [en ligne] [Consulté le 5 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/french/events/rio92/rio-fp.htm>.

DIAWARA, Karounga et LAVALLÉE, Sophie,[2014]. La responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) dans l'espace Ohada : pour une ouverture aux considérations non économiques. In : *Revue internationale de droit économique*. 2014. Vol. t. XXVIII, n° 4, pp. 431-451.

ECO ENTREPRISE, [2021]. EcoEntreprise - EcoEntreprise. In : [en ligne]. [Consulté le 4 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://ecoentreprise.ch/>.

ECO ENTREPRISE, [2020]. EcoEntreprise - Organismes certifiés. In : [en ligne]. [Consulté le 28 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://ecoentreprise.ch/certificats/organismes-certifies/>.

GEO, [2017]. Le Sommet de la Terre, qu'est-ce que c'est ? In : *Geo.fr* [en ligne]. 30 [Consulté le 31 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.geo.fr/environnement/le-sommet-de-la-terre-qu-est-ce-que-c-est-169827>.

INFOQUALITE, [2013]. ISO 26000 - Questions centrales et domaines d'action. In : *Infoqualité* [en ligne]. 16 avril 2013. [Consulté le 29 octobre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.infoqualite.fr/iso-26000-questions-centrales-et-domaines-daction/>.

ISO [2020]. *iso26000_sr.pdf* [en ligne]. [Consulté le 21 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/archive/pdf/fr/iso26000_sr.pdf.

ISO, [2020]. ISO - À propos de l'ISO. In : *ISO* [en ligne]. [Consulté le 7 janvier 2021 a]. Disponible à l'adresse : <https://www.iso.org/fr/about-us.html>.

ISO, [2020]. ISO - Elaboration des normes. In : *ISO* [en ligne]. [Consulté le 7 janvier 2021 b]. Disponible à l'adresse : <https://www.iso.org/fr/developing-standards.html>.

ISO, [2020]. ISO - ISO 26000 — Responsabilité sociétale. In : *ISO* [en ligne]. [Consulté le 7 janvier 2021 c]. Disponible à l'adresse : <https://www.iso.org/fr/iso-26000-social-responsibility.html>.

JACQUEMOND, Louis-Pascal, [2017]. Gro Harlem Brundtland ou l'invention du « développement durable ». In : *Dynamiques environnementales. Journal international de géosciences et de l'environnement*. n° 39-40, pp. 254-265. [Consulté le 1 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : [10.4000/dynenviron.541](https://doi.org/10.4000/dynenviron.541).

KLORANE BOTANICAL FOUNDATION, [2017]. Les trois piliers du développement durable. In : *Klorane Botanical Foundation* [en ligne].[Consulté le 3 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://www.kloranebotanical.foundation/fr/les-trois-piliers-du-developpement-durable>.

LA REDACTION, [2017]. Agenda 21, un programme responsable et écologique pour le XXIème siècle - Geo.fr. In : [en ligne]. [Consulté le 6 janvier 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.geo.fr/environnement/agenda-21-un-programme-responsable-et-ecologique-pour-le-xxieme-siecle-169829>.

LAROUSSE, Éditions, [2021]. Définitions : législation - Dictionnaire de français Larousse. In : [en ligne]. [Consulté le 6 janvier 2021b]. Disponible à l'adresse : <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/l%C3%A9gislation/46584>.

LEPINEUX, François, ROSE, Jean-Jacques et BONANNI, Carole, [2016] . *La RSE - La responsabilité sociale des entreprises : Théories et pratiques Ed. 2* [en ligne]. S.l. : Dunod. [Consulté le 12 novembre 2020]. ISBN 978-2-10-074957-7. Disponible à l'adresse : <https://hesge.scholarvox.com/catalog/book/docid/88833828?searchterm=LA%20RSE%20%E2%80%93%20la%20responsabilit%C3%A9%20sociale%20des%20entreprises%20%E2%80%93%20Th%C3%A9ories%20et%20pratiques%20%C3%A9d.%202>.

LIGER-TESSIER, Sophie, [2006]. *Entreprises & développement durable : suivez le guide !*.pdf mai 2006. S.l. : s.n. [en ligne]. [Consulté le 22 novembre 2020].

MINIESTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, [2020]. 3-0.fr. In : [en ligne]. [Consulté le 31 septembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.3-0.fr/doc-dd/qu-est-ce-que-le-dd/les-3-piliers-du-developpement-durable>.

OOREKA ENTREPRISE, [2021]. Certification : tout savoir sur la certification. In : [en ligne]. [Consulté le 2 janvier 2021]. Disponible à l'adresse : <https://qualite.ooreka.fr/comprendre/certification>.

REPONSE CONSO, [2020]. Que signifient les 17 ODD de l'ONU ? In : *Reponse Conso* [en ligne]. [Consulté le 31 décembre 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.reponse-conso.fr/que-signifient-les-17-odd-de-lonu/>.

RICHARD, Caroline, [2015]. DEMO EN LIGNE PAS A PAS. In : . 2015. pp. 25. (En ligne). [Consulté le 5 janvier 2021] Disponible à l'adresse : <https://groupe.afnor.org/produits-editions/OKPilot/MANUEL-OKPILOT.PDF>

Annexe n°1 : Le siège social de la compagnie



9

Le siège social de la compagnie

Commençons par quelques détails de base

Nom de l'entreprise _____
Meubles S.A

Pays / Région / Territoire _____
Switzerland

Sélectionnez cette option en fonction de l'emplacement de la majorité de vos employés.

Région _____
Vaud

Date de fin du dernier exercice _____
2020-11-30


La date de fin d'exercice de votre entreprise est utilisée pour établir le calendrier des questions auxquelles vous répondrez dans la plateforme. Si votre entreprise compte moins de 12 mois d'opérations, veuillez saisir la date de fin d'année civile la plus récente.

CONTINUER

Support

Annexe n°2 : Industrie de la société

Industrie de l'entreprise

 Si votre entreprise exerce ses activités dans plusieurs secteurs, sélectionnez les options qui représentent la plus grande activité d'exploitation de l'entreprise en termes de chiffre d'affaires global.

- Sélectionner**
- ✓ Agriculture / Cultivateurs
 - Fabrication / Manufacture
 - Service avec empreinte environnementale mineure
 - Service avec empreinte environnementale significative
 - Vente en gros / au détail

Catégorie industrielle

- ✓ **Sélectionner**
- Hébergement et restauration
 - Services administratifs et de soutien
 - Arts, spectacles et loisirs
 - Éducation
 - Énergie
 - Activités financières et d'assurance
 - Santé humaine et travail social
 - Information, communication et technologie
 - Autres services
 - Services professionnels et techniques
 - Publication - Impression
 - Immobilier, design et construction
 - Location et réparation
 - Transport et stockage

Industrie

- ✓ **Sélectionner**
- Conception et planification d'architecture
 - Génie civil
 - Contrats et construction
 - Conception et construction
 - Autre installation et construction
 - Immobilier - bien loué
 - Développement immobilier
 - Contrats / honoraires immobiliers

Annexe n°3 : Questions supplémentaires sur l'entreprise

Informations sur l'entreprise

Adresse du siège social de l'entreprise



Nom de l'entreprise

Meubles S.A

Site web

www.meublessa.ch

Adresse principale d'exploitation

Chemin Riamoz 12

Ville

Coppet

Pays / région / territoire

Switzerland

État/Région

Vaud

Code postal

1296

ENREGISTRER

Structure d'entreprise du siège social



Date opérationnelle

2019-01-01

Pays d'incorporation

Switzerland

Structure d'entreprise

SA

Type de propriétaire

Propriété indépendante

Défini comme la date initiale d'au moins une personne qui consacrait plus de 35 heures par semaine à l'entreprise. [En savoir plus]
(<https://kb.bimpactassessment.net/a/solutions/articles/43000548285>)

ENREGISTRER

Image de marque et opérations



Votre entreprise a-t-elle le même nom ou vend-elle des produits / services sous la même marque qu'une autre entreprise non certifiante?



Oui



Non

Votre entreprise partage-t-elle une équipe ou des opérations avec une autre entreprise non certifiante?




Oui



Non


ENREGISTRER

Filiales


+ Ajouter une filiale

☒ Nous n'avons pas de filiales.

Section complète.

Installations


Veuillez énumérer chacune de vos installations individuellement et fournir des détails sur chaque installation.

Pays / région / territoire
Switzerland

État/Région


Ville
^

Nombre de collaborateurs-trices

ANNULER AJOUTER UNE INSTALLATION

☒ Nous n'avons aucune installation.

Section incomplète.

Descriptions des produits et services


Produits

Veuillez énumérer chaque produit individuellement et indiquer les revenus du dernier exercice.

Nom du produit
Meubles en bois

Revenu

Description
Catalogue de meubles en bois de qualité supérieur
Liste non exhaustives : bureau, tables, chaises, lit, étagères, etc....

Ce produit a-t-il des certifications?

☐ Oui
☒ Non

Ce produit est-il vendu, fabriqué ou cultivé par votre entreprise? (Par opposition à être contracté par un tiers).

☐ Oui
☒ Non

Certains des bénéficiaires finaux de ce service sont-ils considérés comme mal desservis?

☐ Oui
☒ Non

ANNULER AJOUTER UN PRODUIT

Services

Veillez énumérer chaque service individuellement et indiquer les revenus pour le dernier exercice financier.

Nom du service

Réparation des meubles

Revenu

Description

Nous réparons les meubles directement chez le particulier ou au magasin.

Ce service comporte-t-il une accréditation, une certification ou un permis d'exercice professionnel?



Oui



Non

Liste des accréditations, certifications ou permis d'exercice applicables

Certains de vos clients sont-ils considérés comme des « entreprises axées sur des objectifs »? Par exemple, les entreprises sociales, les coopératives, les organismes sans but lucratif, les agences gouvernementales, etc.



Oui



Non

Énumérer les entreprises applicables axées sur des objectifs

Certains des bénéficiaires finaux de ce produit sont-ils considérés comme mal desservis?



Oui



Non

Décrivez la façon dont ils sont mal desservis

ANNULER

AJOUTER UN SERVICE

Annexe n°4 : Fixez un objectif

Fixez votre objectif

Réponse non fournie

Objectif

A l'avenir, quelle(s) réponse(s) voudriez-vous apporter ? Vous pouvez sélectionner les réponses existantes, décrire votre objectif ci-dessous, ou faire les deux.

- ☐ Gouverné par un propriétaire ou un dirigeant (incluant le conseil d'administration composé uniquement de propriétaires et de dirigeants)
- ☐ Gestion, comité exécutif ou gouvernance démocratique
- ☐ Conseil consultatif sans responsabilité légale
- ☐ Conseil d'administration (avec au moins un membre qui ne soit pas un dirigeant ou un propriétaire de l'entreprise)

Ici, décrivez votre objectif ou ajoutez des notes

Date d'échéance

- ☐ 1 mois
- ☐ 3 mois
- ☐ 6 mois
- ☐ 1 an

Date d'échéance

Annexe n°5 : Commentaires et feedback

Structures de gouvernance



APPRENDRE COMMENTAIRES



Avez-vous des recommandations concernant cette question ?

Cette question n'est pas claire

Si vous avez des modifications à recommander, partagez avec nous ce que vous voulez changer à propos de la question et pourquoi. Vous pouvez également partager des exemples de meilleures pratiques ou des liens vers des ressources pertinentes vis-à-vis de la question.

Comment pouvons-nous améliorer cette question ?

SOUMETTRE

Annexe n°6 : Liste des questions « B Impact assessment »

Évaluation B Impact

Gouvernance

Mission et implication

OPÉRATIONS

0.3

Accent mis sur le niveau d'impact

Décrire l'approche de votre entreprise dans la mise en oeuvre d'impacts positifs.

Il s'agit d'une question non pondérée qui n'aura pas d'incidence sur votre score et qui est posée uniquement à des fins de recherche / d'analyse comparative.

- ☐ La création d'un impact social ou environnemental positif n'est pas un objectif clé pour notre entreprise
- ☐ Nous ne considérons qu'occasionnellement l'impact social et environnemental dans certains aspects de notre activité.
- ☐ L'impact social et environnemental est souvent pris en compte, mais il n'est pas prioritaire dans nos prises de décision.
- ☒ Nous intégrons systématiquement l'impact social et environnemental à la prise de décision, car nous estimons qu'il est important pour le succès et la rentabilité de notre entreprise.
- ☐ Nous considérons l'impact social et environnemental comme une mesure principale du succès de notre entreprise et la rendons prioritaire même quand elle n'améliore pas la rentabilité.

Points disponibles: 0.00

Caractéristiques de la mission d'entreprise

L'énoncé de mission officiel et écrit de votre entreprise comprend-il l'un ou l'autre des éléments suivants ?

Un énoncé de mission d'entreprise écrit officiel est celui qui est présenté publiquement ou officiellement communiqué aux collaborateurs-trices de l'entreprise. Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

- ☐ Pas d'engagement social ou environnemental
- ☒ Un engagement général en faveur de la responsabilité sociale ou environnementale (par exemple pour la préservation de l'environnement)
- ☒ Un engagement à un impact sociétal positif spécifique (ex. : réduction de la pauvreté, développement économique durable)
- ☒ Un engagement en faveur d'un impact positif spécifique sur l'environnement (par exemple, réduction des déchets envoyés en décharge par le biais de produits recyclés).
- ☒ Un engagement à servir un groupe ciblé de bénéficiaire dans le besoin (p. ex. clients à faible revenu, petits exploitants agricoles)
- ☐ Nous n'avons pas d'énoncé de mission écrit

Points obtenus: 0.33 sur 0.33

Énoncé de mission

Veuillez saisir votre énoncé de mission ici.

Veuillez saisir votre énoncé de mission ici.

Points disponibles: 0.00

Support

Prise de décision sociale et environnementale

Comment votre entreprise intègre-t-elle la performance sociale et environnementale dans la prise de décision ?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ La formation des employés inclut des réflexions concernant les enjeux sociaux/environnementaux importants pour notre entreprise ou sa mission
- ☐ Les descriptions de poste des managers intègrent explicitement la performance sociale et environnementale
- ☐ Les évaluations de performance intègrent formellement les questions sociales et environnementales
- ☐ La description de poste des membres de l'équipe de direction inclut la performance sociale et environnementale et entraîne des avantages financiers
- ☐ Le conseil d'administration examine la performance sociale et environnementale
- ☐ Nous mesurons nos externalités en termes monétaires et les intégrons à nos bilans financiers
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.67

Implication des parties prenantes

Votre entreprise a-t-elle pris l'une ou l'autre des mesures suivantes pour mobiliser les parties prenantes au sujet de votre performance sociale et environnementale ?

- ☐ Nous avons un conseil consultatif qui comprend des représentants des parties prenantes.
- ☐ Nous avons un plan ou une politique officielle d'engagement des parties prenantes qui comprend l'identification des divers groupes concernés.
- ☐ Nous avons créé des mécanismes pour identifier et faire participer les parties prenantes ou groupes démographiques traditionnellement sous-représentés
- ☐ Nous avons mis en place des processus formels et réguliers pour recueillir des informations auprès des parties prenantes (groupes de discussion, sondages, réunions, etc)
- ☐ Nous avons des procédures officielles pour traiter les résultats de l'engagement des parties prenantes, avec une personne ou une équipe désignée responsable des suivis appropriés.
- ☐ Nous rendons compte des résultats de l'engagement des parties prenantes sur la performance sociale et environnementale au plus haut niveau de surveillance de l'entreprise, tel qu'au conseil d'administration
- ☐ Nous publions un rapport sur les mécanismes de participation des parties prenantes et leurs résultats
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucune implication formelle des parties prenantes

Points disponibles: 0.33

Gestion des problématiques sociales et environnementales importantes

Comment votre entreprise identifie-t-elle, mesure-t-elle et gère-t-elle les problèmes sociaux et environnementaux les plus importants liés à vos opérations et à votre modèle d'affaires?

- ☐ Nous suivons des mesures d'impact que nous avons choisies en fonction de la mission de l'entreprise ou suite à une décision prise par la direction
- ☐ Nous avons réalisé une évaluation des impacts significatifs de notre entreprise en utilisant des mécanismes d'engagement des parties prenantes ou de la recherche
- ☐ Nous avons identifié et mesuré des paramètres en fonction des résultats de l'évaluation d'impacts significatifs que nous avons effectuée pour l'entreprise
- ☐ Nous avons fixé des objectifs de performance pour toutes les problématiques importantes et mesures identifiées
- ☐ Nous mesurons les résultats sociaux et environnementaux significatifs produits par notre performance à l'égard de nos indicateurs clés de performance (KPIs) au fil du temps
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.67

Identification des enjeux importants

Sur la base des processus que vous avez mis en évidence, quels sont les enjeux importants qui ont été identifiés ?

Sur la base des processus que vous avez mis en évidence, quels sont les enjeux importants qui ont été identifiés ?

Points disponibles: 0.00

Éthique et Transparence

OPÉRATIONS

0.0

Structures de gouvernance

Quel est le plus haut niveau de surveillance de l'entreprise?

- ☐ Gouverné par un propriétaire ou un dirigeant (incluant le conseil d'administration composé uniquement de propriétaires et de dirigeants)
- ☐ Gestion, comité exécutif ou gouvernance démocratique
- ☐ Conseil consultatif sans responsabilité légale
- ☐ Conseil d'administration (avec au moins un membre qui ne soit pas un dirigeant ou un propriétaire de l'entreprise)

Points disponibles: 0.57

Bonne gouvernance interne

Comment votre entreprise appuie-t-elle la gestion interne et la bonne gouvernance ?

- ☐ Nous disposons d'un organigramme officiel permettant d'identifier clairement la structure hiérarchique de l'entreprise
- ☐ Les descriptions de poste écrites informent les collaborateurs de leurs responsabilités et de leurs pouvoir décisionnel
- ☐ Nous organisons des réunions au sein de l'équipe de direction pour planifier la stratégie ou prendre des décisions opérationnelles
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.57

Politiques et pratiques en matière d'éthique

Quelles pratiques votre entreprise a-t-elle mis en place pour promouvoir l'éthique dans la prise de décisions et prévenir la corruption ?

- ☐ Un code d'éthique formel
- ☐ Une politique écrite concernant les lanceurs d'alertes
- ☐ Nous avons créé des contrôles financiers internes
- ☐ Au cours des deux dernières années, nous avons effectué une évaluation des risques axée sur l'éthique
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.57

Formation sur le Code de déontologie/ éthique

Comment votre entreprise informe-t-elle ses employés au sujet du code d'éthique sur les comportements à avoir, les pots-de-vin et la corruption ?

Veuillez sélectionner tout ce qui est applicable.

- ☐ Nous formons le conseil d'administration sur le Code au moins une fois par année
- ☐ Nous informons tous les nouveaux collaborateurs du contenu du Code
- ☐ Nous formons de manière continue nos responsables sur le Code
- ☐ Nous formons de manière continue nos collaborateurs non-cadres sur le Code
- ☐ Nous communiquons les modifications au Code chaque fois qu'il est mis à jour
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucun Code d'éthique ou équivalent, ou aucune formation sur le Code d'éthique

Points disponibles: 0.57

États financiers examinés / audités

L'entreprise produit-elle des données financières vérifiées chaque année par une source indépendante dans le cadre d'un audit ou d'un examen?

- ☐ Non
- ☐ Oui, à travers une révision

☐ Oui, à travers un audit

Points disponibles: 0.57

Contrôle financier

Votre entreprise applique-t-elle l'un des contrôles financiers suivants ?

Veillez sélectionner tout ce qui est applicable.

- ☐ Séparation des tâches liées aux comptes débiteurs et comptes créditeurs
- ☐ Séparation de fonction pour la validation et l'émission de paiement
- ☐ L'accès aux logiciels de comptabilité est limité au personnel approprié.
- ☐ L'accès aux cartes de crédit ou de retrait est limité au personnel approprié.
- ☐ Gestion habituelle ou examens par une tierce partie du système de gestion des stocks.
- ☐ Les systèmes informatiques ont des systèmes de protection par mot de passe qui sont modifiés périodiquement avec différents niveaux d'accès selon le rôle des collaborateurs accédant aux données
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.57

Transparence de l'entreprise

Quelles informations l'entreprise met-elle à disposition du public de manière transparente ?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Usufruits de l'entreprise
- ☐ La performance financière (au minimum transparente pour les collaborateurs)
- ☐ La performance sociale et environnementale (p. ex. rapports d'impact)
- ☐ La liste des membres du conseil d'administration
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.57

Indicateurs de gouvernance

OPÉRATIONS

0.0

Cette section demande à votre entreprise de fournir des informations financières importantes qui seront utilisées plus tard dans l'évaluation.

Dernière année fiscale

À quelle date s'est terminé votre dernière année fiscale?

Si votre entreprise n'a pas encore terminé son premier exercice, veuillez indiquer la date de fin prévue de votre exercice.

À quelle date s'est terminé votre dernière année fiscale?

Points disponibles: 0.00

Monnaie de référence

Sélectionnez votre devise de reporting

- ☐ Dollar américain - USD
- ☐ Euro - EUR
- ☐ Dollar australien - AUD
- ☐ Dollar canadien - CAD
- ☐ Couronne Danoise - DKK
- ☐ Dollar de Hong Kong - HKD
- ☐ Couronne islandaise - ISK
- ☐ Nouveau sheqel israélien - ILS
- ☐ Dollar néo-zélandais - NZD
- ☐ Couronne norvégienne - NOK
- ☐ Livre britannique - GBP
- ☐ Dollar de Singapour - SGD
- ☐ Couronne suédoise - SEK
- ☐ Franc suisse - CHF
- ☐ Yen - JPY
- ☐ Zloty - PLN
- ☐ Afghani - AFN
- ☐ Dinar Algérien - DZD
- ☐ Peso Argentin - ARS
- ☐ Dram arménien - AMD
- ☐ Florin arubais - AWG
- ☐ Manat azerbaïdjanais - AZN
- ☐ Dollar des Bahamas - BSD
- ☐ Dinar bahreïni - BHD
- ☐ Baht - THB
- ☐ Balboa - PAB
- ☐ Dollar Barbadien - BBD
- ☐ Rouble Biélorusse - BYR
- ☐ Dollar bélizien - BZD
- ☐ Dollar bermudien - BMD
- ☐ Bolivar vénézuélien - VEF
- ☐ Boliviano - BOB
- ☐ Real brésilien - BRL
- ☐ Dollar de Brunei - BND
- ☐ Lev bulgare - BGN
- ☐ Franc burundais - BIF
- ☐ Escudo du Cap Vert - CVE
- ☐ Dollar des Îles Caïman - KYD
- ☐ Cedi - GHS
- ☐ Franc CFA BCEAO - XOF
- ☐ Franc CFA BEAC - XAF
- ☐ Franc CFP - XPF
- ☐ Peso Chilien - CLP
- ☐ Peso colombien - COP
- ☐ Comoro Franc - KMF
- ☐ Franc Congolais - CDF
- ☐ Marks convertibles - BAM
- ☐ Cordoba nicaraguayen - NIO
- ☐ Colon costaricien - CRC

- ☐ Kuna Croate - HRK
- ☐ Peso Cubain - CUP
- ☐ Couronne tchèque - CZK
- ☐ Dalasi - GMD
- ☐ Denar macédonien - MKD
- ☐ Franc Djibouti - DJF
- ☐ Dobra - MST
- ☐ Peso Dominicain - DOP
- ☐ Dollar des Caraïbes orientales - XCD
- ☐ Livre égyptienne - EGP
- ☐ El Salvador Colon - SVC
- ☐ Birr éthiopien - ETB
- ☐ Livre des îles Falkland - FKP
- ☐ Dollar fidjien - FJD
- ☐ Forint - HUF
- ☐ Livre de Gibraltar - GIP
- ☐ Gourde - HTG
- ☐ Guarani - PYG
- ☐ Franc guinéen - GNF
- ☐ Dollar guyanais - GYD
- ☐ Hryvnia - UAH
- ☐ Roupie Indienne - INR
- ☐ Rial iranien - IRR
- ☐ Dinar irakien - IQD
- ☐ Dollar jamaïcain - JMD
- ☐ Dinar jordanien - JOD
- ☐ Shilling kényan - KES
- ☐ Kina - PGK
- ☐ Kip laotien - LAK
- ☐ Couronne estonienne - EEK
- ☐ Dinar koweïtien - KWD
- ☐ Kwacha - MWK
- ☐ Kwanza - AOA
- ☐ Kyat - MMK
- ☐ Lari - GEL
- ☐ Lat letton - LVL
- ☐ Livre libanaise - LBP
- ☐ Lek - ALL
- ☐ Lempira - HNL
- ☐ Leone - SLL
- ☐ Dollar libérien - LRD
- ☐ Dinar libyen - LYD
- ☐ Lilangeni - SZL
- ☐ Litas lituaniens - LTL
- ☐ Loti - LSL
- ☐ Ariary Malgache - MGA
- ☐ Ringgit de Malaisie - MYR
- ☐ Manat - TMT
- ☐ Roupie mauricienne - MUR
- ☐ Metical - MZN
- ☐ Peso Mexicain - MXN

○ Leu moldave - MDL

○ Dirham Marocain - MAD

○ Mvdol - BOV

○ Naira - NGN

○ Nakfa - ERN

○ Dollar namibien - NAD

○ Roupie Népalaise - NPR

○ Florin des Antilles néerlandaises - ANG

○ Nouveau Leu - RON

○ Nouveau dollar taiwanais - TWD

○ Ngultrum - BTN

○ Won nord-coréen - KPW

○ Nuevo Sol péruvien - PEN

○ Ouguiya - MRO

○ Pa'anga - TOP

○ Roupie Pakistanaise - PKR

○ Pataca - MOP

○ Peso Uruguayo - UYU

○ Peso philippin - PHP

○ Pula - BWP

○ Rial Qatari - QAR

○ Quetzal - GTQ

○ Rufiyaa - MVR

○ Roupie indonésienne - IDR

○ Rouble russe - RUB

○ Franc rwandais - RWF

○ Livre de Sainte-Hélène - SHP

○ Riyal Saoudien - SAR

○ Dinar serbe - RSD

○ Roupie seychelloise - SCR

○ Dollar des Îles Salomon - SBD

○ Som - KGS

○ Shilling de Somalie - SOS

○ Somoni - TJS

○ Roupie de Sri Lanka - LKR

○ Livre soudanaise - SDG

○ Dollar Surinam - SRD

○ Livre syrienne - SYP

○ Taka - BDT

○ Tala - WST

○ Shilling tanzanien - TZS

○ Tenge - KZT

○ Dollar de Trinité-et-Tobago - TTD

○ Tugrik - MNT

○ Dinar Tunisien - TND

○ Livre turque - TRY

○ Dirham des Emirats Arabes Unis - AED

○ Shilling ougandais - UGX

○ Ouzbékistan Sum - UZS

○ Vatu - VUV

○ Viet Nam Dong - VND

○ Yuan Renminbi - CNY

○ Rand - ZAR

○ Rial Omanais - OMR

○ Riel - KHR

○ Yiali Rial - YER

○ Won sud-coréen - KRW

○ Kwacha zambien - ZMW

○ Dollar du Zimbabwe - ZWL

Points disponibles: 0.00

Revenus de l'année précédant la dernière année écoulée

Montant total des revenus

De l'avant dernière année fiscale

Si votre entreprise n'a pas encore terminé son premier exercice, veuillez indiquer 0 \$.

De l'avant dernière année fiscale

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Revenus de l'année dernière

Montant total des revenus

De la dernière année fiscale

Cette question sera utilisée pour les questions de calcul notées plus tard dans l'évaluation. Veuillez compléter pour une notation précise.

De la dernière année fiscale

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Bénéfice net de l'année dernière

Résultat net

De la dernière année fiscale

Si votre entreprise n'a pas encore terminé son premier exercice, veuillez indiquer 0 \$.

De la dernière année fiscale

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Bénéfice net réalisé l'année précédant la dernière année écoulée

Résultat net

De l'avant dernière année fiscale

De l'avant dernière année fiscale

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

MODÈLES D'AFFAIRES À IMPACT

Mission protégée- Modèle d'affaires à impact

Reconnait les formes d'entreprise et les modifications qui préservent la mission et/ou tiennent compte des parties prenantes indépendamment de la propriété de l'entreprise

0.0

Protection de la mission

En plus de votre énoncé de mission d'entreprise, avez-vous mis en place une des mesures juridiques suivantes afin de garantir le maintien de la mission sociale/environnementale de votre entreprise, quel que soit l'actionnariat de l'entreprise ?

- ☐ Un contrat ou une résolution du conseil d'administration a été signé pour s'engager à adopter une forme juridique qui exige la prise en compte de toutes les parties prenantes (par exemple, clauses statutaires B Corp)
- ☐ Une entité juridique spécifique ou une structure de gouvernance qui préserve la mission au fil du temps a été établie, mais n'exige pas la prise en compte de toutes les parties prenantes dans la prise de décision (par exemple, coopérative)
- ☐ En tant que filiale d'une autre entreprise qui ne l'a pas encore fait, les documents de gouvernance d'entreprise ont été modifiés, ou une entité juridique ou structure de gouvernance qui nécessite la prise en compte de toutes les parties prenantes dans la prise de décision a été établie (par exemple, benefit corporation)
- ☐ En tant qu'entreprise indépendante ou publique, les documents de gouvernance d'entreprise ont été modifiés, ou une entité juridique ou une structure de gouvernance qui nécessite la prise en compte de toutes les parties prenantes dans son processus décisionnel a été établie (benefit corporation par exemple)
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 10.00

Collaborateurs-trices

OPÉRATIONS

Effectif du personnel

0.0

Cette section vous donne l'occasion de préciser les qualifications requises pour être considéré comme un collaborateur dans l'entreprise avant de répondre aux questions afférentes.

Majorité de collaborateurs-trices à taux horaire vs. salariés

La majorité de vos collaborateurs-trices (plus de 50%) sont-ils/elles rémunéré-e-s avec un salaire fixe ou un salaire horaire/journalier ?

Il s'agit d'une question OBLIGATOIRE qui détermine l'ensemble des questions supplémentaires auxquelles votre entreprise répondra concernant l'impact de vos collaborateurs-trices.

- ☐ Salaire fixe
- ☐ Salaire journalier / horaire

Points disponibles: 0.00

Utilisation de main-d'œuvre sous-traitée

Une partie de la main-d'œuvre de votre entreprise est-elle effectuée par des organisations ou des particuliers sous-traités, tels que des services de recrutement externalisés ou des contracteurs indépendants ?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Oui, une partie de notre main-d'œuvre est confiée à des sous-traitants tiers qui gèrent le personnel en notre nom
- ☐ Oui, nous engageons des prestataires indépendants qui travaillent pour plus de 20 heures par semaine pour l'entreprise, pour une durée indéterminée ou supérieure à une période de six mois
- ☐ Bien que nous fassions appel à des contracteurs indépendants, ils ne travaillent pas pour nous plus de 20 heures par semaine pendant plus de 6 mois
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.00

Introduction sur le modèle d'affaire à impact axé sur les employé-e-s

Votre entreprise est-elle structurée de manière à en faire profiter ses employé-e-s de l'une des façons suivantes ?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Des structures d'actionnariat qui procurent un capital significatif (>40%) et favorisent l'autonomisation de tous les employé-e-s (par exemple, les sociétés détenues par les employés, les coopératives)
- ☐ Nous offrons des emplois de haute qualité ou une capacité de développement professionnel aux personnes victimes d'obstacles chroniques à l'emploi (programmes de développement des effectifs)
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.00

Nombre d'employés à temps plein

Nombre total de collaborateurs-trices à temps plein

Nombre actuel d'employés à temps plein

Nombre actuel d'employés à temps plein

- ☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Nombre d'employés à temps plein l'an dernier

Nombre total de collaborateurs-trices à temps plein

Nombre total d'employés à temps plein il y a 12 mois

Nombre total d'employés à temps plein il y a 12 mois

- ☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Nombre d'employés à temps partiel

Nombre total d'employés à temps partiel

Nombre actuel de collaborateurs-trices à temps partiel

Nombre actuel de collaborateurs-trices à temps partiel

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Nombre d'employés à temps partiel l'année dernière

Nombre total d'employés à temps partiel

Nombre total d'employés à temps partiel il y a 12 mois

Nombre total d'employés à temps partiel il y a 12 mois

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Nombre d'employés temporaires

Nombre total de collaborateurs-trices temporaires (CDD)

Nombre actuel d'employés temporaires

Nombre actuel d'employés temporaires

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Nombre d'employés temporaires l'an dernier

Nombre total de collaborateurs-trices temporaires (CDD)

Nombre total d'employés temporaires il y a 12 mois

Nombre total d'employés temporaires il y a 12 mois

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Sécurité financière

OPÉRATIONS

0.0

Le plus bas salaire payé

Quel est le salaire le plus bas de l'entreprise, calculé sur une base horaire ?

Veuillez exclure les étudiants et les stagiaires dans ce calcul.

Quel est le salaire le plus bas de l'entreprise, calculé sur une base horaire ?

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Pourcentage de collaborateurs-trices payé-e-s au salaire de subsistance

Quelle est la proportion de collaborateurs-trices en équivalent temps plein qui reçoivent un salaire au moins équivalent au salaire minimum vital?

Veuillez exclure les étudiants et les stagiaires dans ce calcul.

- ☐ <75%
- ☐ 75-89%
- ☐ 90-99%
- ☐ 100%
- ☐ N/A

Points disponibles: 2.52

Proportion d'employés rémunérés au moins au revenu de subsistance familial

Quelle est la proportion de collaborateurs-trices en équivalent temps plein qui reçoivent un salaire au moins équivalent au salaire minimum vital pour une famille?

Veuillez exclure les étudiants et les stagiaires dans ce calcul.

- ☐ <75%
- ☐ 75-89%
- ☐ 90-99%
- ☐ 100%
- ☐ N / A

Points disponibles: 2.52

% en dessus du salaire minimum

Par rapport au salaire minimum légal, de combien est majoré le salaire de votre collaborateur-trice le-la moins bien rémunéré-e (en pourcentage)?

- ☐ 0% - Le salaire le plus bas équivaut au salaire minimum
- ☐ 1-9%
- ☐ 10-29%
- ☐ 30-49%
- ☐ 50-75%
- ☐ 75+%
- ☐ N/A - Nous n'employons pas de personnes payées à l'heure

Points disponibles: 1.26

Initiatives pour augmenter les salaires et les avantages

S'il n'est pas possible de vérifier le salaire minimum vital dans votre pays, votre entreprise a-t-elle participé à des initiatives/accords de leadership visant à augmenter les salaires ou les avantages sociaux des collaborateurs-trices fournis dans votre pays ou votre industrie ?

Par exemple: commander une expertise pour déterminer le salaire de subsistance. Sélectionnez N/A si un salaire de subsistance existe déjà.

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ N / A - Le salaire minimum vital existe déjà

Points disponibles: 1.26

Politiques et pratiques en matière d'indemnités salariales

Votre entreprise offre-t-elle les avantages financiers complémentaires suivants aux travailleurs non-cadres ?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Ajustements au coût de la vie qui correspondent aux taux d'inflation du pays
- ☐ Primes ou partages des bénéfices
- ☐ Opportunités d'actionnariat des collaborateurs-trices
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 1.26

% de participation à l'actionnariat salarié

Quel pourcentage de tous/toutes les collaborateurs-trices à temps plein se sont vu-e-s octroyer des actions, des options d'achat d'actions ou des équivalents d'actions (y compris la participation à un ROSAE (régime d'options sur actions à l'intention des employés) ou à d'autres régimes d'actionnariat admissibles) dans l'entreprise?

Sélectionnez N/A si votre entreprise est une coopérative de services aux consommateurs/partagés, une coopérative de producteurs ou un organisme à but non lucratif.

- ☐ 0 %
- ☐ 1-24%
- ☐ 25-49%
- ☐ 50-74%
- ☐ 75-99%
- ☐ 100%
- ☐ N / A

Points disponibles: 1.26

Programmes de retraite

Quels programmes d'épargne pour la retraite ont été mis en place pour les collaborateurs-trices ?

- ☐ Régimes de retraite publics
- ☐ Fonds de retraite et de prévoyance privés
- ☐ Plan qui inclut spécifiquement l'option d'investissement socialement responsable
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 1.26

Services financiers pour les employés

Quels produits, programmes ou services financiers votre entreprise offre-t-elle à ses collaborateurs-trices payé-e-s à l'heure pour répondre à leurs besoins en matière de stabilité financière ?

Cochez tout ce qui s'applique.

- ☐ Virement automatique
- ☐ Accès à des services bancaires gratuits ou abordables ou à des cartes de paiement (p. ex. carte de débit gratuite aux guichets bancaires automatiques)
- ☐ Outils de gestion financière ou coaching
- ☐ Programmes d'épargne d'urgence ou à court terme
- ☐ Prêts à faible taux d'intérêt ou sans intérêt
- ☐ Contributions à la gestion des dettes, aux refinancements ou aux prêts
- ☐ Contribution de l'employeur pour dépôts dans les comptes d'épargne
- ☐ Salaire émis hors calendrier selon les besoins
- ☐ Services de préparation de déclaration d'impôts
- ☐ Autre - veuillez préciser
- ☐ Aucune de ces réponses
- ☐ N/A - Nous n'employons pas de collaborateurs-trices payées à l'heure

Points disponibles: 0.63

Santé, Bien-être et Sécurité

OPÉRATIONS

0.0

Système de santé publique

De quelle façon les assurances santé sont-elles fournies dans le pays où réside la majorité des employé-e-s ?

- ☐ Fourniture universelle de services de santé de base (Royaume-Uni, par exemple)
- ☐ Programmes d'assurance maladie mandatés ou fournis par le gouvernement
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.00

Plan en matière de couverture médicale

Quelle proportion des collaborateurs-trices peuvent bénéficier d'une couverture médicale ? (fournie par l'entreprise ou par un service public)

- ☐ <75%
- ☐ 75-84%
- ☐ 85-94%
- ☐ 95% +

Points disponibles: 2.00

Prestations supplémentaires

Quels avantages votre entreprise offre-t-elle à tous les collaborateurs-trices permanent-e-s à temps plein pour compléter les programmes gouvernementaux ?

- ☐ Une assurance invalidité ou une couverture en cas d'accident
- ☐ Assurance vie
- ☐ Assurance soins dentaires privée
- ☐ Assurance-maladie complémentaire privée
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 2.00

Admissibilité aux prestations de santé supplémentaires pour les employé-e-s à temps partiel

A quel moment les employé-e-s à temps partiel peuvent-ils bénéficier des prestations supplémentaires offerts par votre entreprise ?

Si cela est applicable, veuillez sélectionner une réponse indiquant les exigences de tenure (réponses 1 et 2) et une réponse indiquant les exigences en matière d'heures hebdomadaires (réponses 3 et 4).

- ☐ Les collaborateurs-trices à temps partiel ne sont pas admissibles au moment de l'embauche, mais deviennent admissibles au cours des six premiers mois de leur emploi
- ☐ Au moment de l'embauche
- ☐ Les collaborateurs-trices à temps partiel ne sont admissibles que s'ils travaillent plus de 20 heures par semaine
- ☐ Les collaborateurs-trices à temps partiel sont admissibles même s'ils travaillent moins de 20 heures par semaine
- ☐ Nous n'offrons pas de prestations de santé supplémentaires aux collaborateurs-trices à temps partiel
- ☐ N/A - Nous n'avons pas d'employés à temps partiel

Points disponibles: 2.00

Initiatives pour la santé et le bien-être

Est-ce que votre politique d'entreprise fournit une des initiatives suivantes pour la santé et le bien-être, en supplément des assurances obligatoires ?

Sélectionnez tout ce qui est applicable.

- ☐ L'entreprise parraine et encourage ses employé-e-s à participer à des activités de santé et de bien-être au cours de la semaine de travail (par exemple des programmes de marche à pied)
- ☐ L'entreprise propose des mesures incitatives à ses employé-e-s pour qu'ils effectuent des évaluations de risques à la santé humaine ou participent à des activités de santé et de bien-être (par exemple : fonds pour l'équipement d'exercice, subvention de l'abonnement à un club de gym)
- ☐ Les employé-e-s ont accès à un service de conseil médicaux, des ressources en ligne ou des programmes d'assistance sur les comportements liés à la santé
- ☐ Les époux-ses, partenaires ou enfants d'employé-e-s ont accès aux services de conseils en santé comportementale, aux ressources web ou aux programmes d'assistance aux employé-e-s
- ☐ L'entreprise dispose de programmes établis afin de prévenir les blessures de nature ergonomiques ou posturales sur le lieu de travail
- ☐ Plus de 25% des employé-e-s ont remplis une évaluation des risques de santé dans les derniers 12 mois
- ☐ La direction reçoit des rapports sur la participation des employé-e-s aux programmes de bien-être
- ☐ Autre - précisez
- ☐ L'entreprise n'offre aucune initiative officielle en matière de santé et de bien-être

Points disponibles: 2.00

Pratiques de sécurité vis-à-vis les employés

Quelles sont les règles de votre entreprise en matière de santé et de sécurité au travail ?

- ☐ Nous avons des politiques et des pratiques écrites pour minimiser les accidents et les blessures sur le lieu de travail
- ☐ Les données sur les blessures, les accidents, les jours perdus ou les jours d'absence sont enregistrées et rendues transparentes pour tous/toutes les collaborateurs-trices
- ☐ Un comité de santé et de sécurité des collaborateurs-trices aide à surveiller et à donner des conseils sur les programmes de santé et de sécurité
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 2.00

OPÉRATIONS

Développement de carrière

0.0

Politiques et pratiques de formation professionnelle

Votre entreprise offre-t-elle les possibilités de formation professionnelle suivantes à ses employé-e-s ?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Nous avons un processus formel d'intégration pour les nouveaux employés
- ☐ Au cours de la dernière année, nous avons offert aux employé-e-s une formation continue sur les principales responsabilités professionnelles
- ☐ Nous avons une politique de promotions internes et d'embauche pour les postes avancés (p. ex. afficher d'abord les postes vacants à l'interne)
- ☐ Nous offrons une formation pluridisciplinaire pour la progression ou la transition de carrière (p. ex. formation en gestion pour les non-cadres)
- ☐ Nous offrons des formations non spécifiques à une carrière mais au développement personnel (p. ex. éducation financière, anglais seconde langue)
- ☐ Nous aidons ou avons un budget alloué pour les opportunités de développement professionnel externe (p. ex. participation à des conférences, formations en ligne)
- ☐ Nous offrons des remboursements ou des programmes de formation continue intensive (p. ex. diplômes universitaires, licences professionnelles)
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.58

Évaluation des collaborateurs-trices

Parmi les éléments suivants, lesquels sont inclus ou s'appliquent au processus officiel définissant la manière de transmettre un avis sur la performance de ses collaborateurs-trices ?

Cochez tout ce qui s'applique.

- ☐ Le processus a un calendrier régulier et est effectué au moins une fois par an
- ☐ Participation des pairs et des subordonné-e-s
- ☐ Orientation par écrit pour le développement de sa carrière
- ☐ Objectifs sociaux et environnementaux
- ☐ Objectifs clairement identifiés et réalisables
- ☐ Un processus de feedback à 360°
- ☐ Tous-toutes les collaborateurs-trices permanent-e-s reçoivent du feedback
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 1.17

Promotions internes

Quel pourcentage de collaborateurs-trices a reçu une promotion à l'interne, au cours des 12 derniers mois ?

Exclure les propriétaires significatifs de votre calcul.

- ☐ 0%
- ☐ 1-5%
- ☐ 6-15%
- ☐ 15% +

Points disponibles: 0.58

Pratiques liées à l'embauche de stagiaires

Comment votre entreprise gère-t-elle l'embauche et le traitement des stagiaires ?

Cochez toutes les cases. Si aucun salaire minimum vital tiers n'est calculé pour votre pays d'exploitation, veuillez ne pas sélectionner "Paiement d'un salaire minimum vital"

- ☐ Nous avons une politique ou un programme formalisé décrivant les objectifs de stage ou des programmes de stage pour les participants
- ☐ Nous travaillons en partenariat avec des établissements d'enseignement pour offrir des possibilités de stage ou des programmes en alternance
- ☐ Nous rémunérons les stagiaires au moins au niveau du salaire de subsistance
- ☐ Nos stagiaires reçoivent des évaluations de performance formelles
- ☐ Nos stagiaires ont une opportunité formelle de fournir des commentaires sur leur expérience
- ☐ Nous avons embauché des stagiaires en tant que collaborateurs-trices permanents à temps plein, au cours des deux dernières années
- ☐ La durée du stage est limitée à un an si les stagiaires ne sont pas actuellement inscrits à l'école
- ☐ Aucune de ces réponses
- ☐ N / A - Notre entreprise n'emploie pas de stagiaires

Points disponibles: 0.58

OPÉRATIONS

Engagement et Satisfaction

0.0

Manuel de l'employé

Que comprend le manuel de l'employé-e, écrit et accessible, de votre entreprise?

- ☐ Une déclaration de non-discrimination
- ☐ Une politique anti-harcèlement avec des mécanismes de reporting, des processus et des procédures disciplinaires
- ☐ Une déclaration sur les heures de travail
- ☐ Politiques en matière de rémunération et de rendement
- ☐ Politiques sur les avantages, la formation et les congés
- ☐ Processus de règlement des différends
- ☐ Procédures disciplinaires et sanctions possibles
- ☐ Une déclaration de neutralité concernant le droit des travailleurs de négocier collectivement et à la liberté d'association
- ☐ Interdiction du travail des enfants et du travail forcé ou obligatoire
- ☐ Nous n'avons pas de manuel de l'employé-e écrit

Points disponibles: 0.33

Congé rémunéré lié aux naissances pour le deuxième parent

Quelles sont les politiques de congé parental pour le deuxième parent offertes à vos collaborateurs-trices, que ce soit par le biais de votre entreprise ou d'un programme gouvernemental ?

Sélectionnez tout ce qui s'applique, mais ne sélectionnez qu'une réponse indiquant la quantité totale d'équivalent en heures payées (réponses 2 à 4). Pour de plus amples instructions, cliquez sur « En savoir plus ».

- ☐ Les collaborateurs-trices bénéficient d'un congé non rémunéré pour le deuxième parent
- ☐ Les collaborateurs-trices reçoivent jusqu'à 2 semaines (ou l'équivalent du salaire complet) de congés payés
- ☐ Les collaborateurs-trices reçoivent entre 2 à 5 semaines (ou l'équivalent du salaire complet) de congés payés
- ☐ Les collaborateurs-trices reçoivent plus de 5 semaines (ou l'équivalent du salaire complet) de congés payés
- ☐ La directive ne fait pas de distinction entre le premier et le deuxième parent, ou prévoit un temps et une rémunération équivalents pour les deux
- ☐ Aucun congé pour le deuxième parent n'est offert aux collaborateurs-trices

Points disponibles: 0.67

Prestations supplémentaires

Quelles prestations supplémentaires sont offertes à la majorité des collaborateurs-trices non cadres (c.-à-d. hors direction) ?

En incluant les collaborateurs-trices à temps plein et à temps partiel, veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

- ☐ Garde d'enfants sur place
- ☐ Services de garde d'enfants subventionnés à l'extérieur du site
- ☐ Repas gratuits ou subventionnés
- ☐ Politique de soutien aux mères allaitantes
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 1.33

Responsabilisation des employé-e-s

Comment votre entreprise mobilise-t-elle ses collaborateurs-trices et leur donne-t-elle les moyens d'agir ?

- ☐ Nous avons formalisé les mécanismes de feedback et de plaintes au-delà des lignes hiérarchiques directes pour répondre aux préoccupations et améliorer les pratiques de l'entreprise.
- ☐ Nous avons mis en place des processus pour intégrer les commentaires des employé-e-s avant de procéder à des changements opérationnels et/ou stratégiques aux politiques ou aux pratiques
- ☐ Les mécanismes de plainte et de participation des employé-e-s sont examinés au moins tous les deux ans, avec la participation des employé-e-s eux-mêmes au processus
- ☐ L'entreprise fait le suivi de l'utilisation des mécanismes de participation, de feedback et de plainte ainsi que des taux de résolution et de mise en œuvre
- ☐ Nous avons adopté des principes de gestion à livre ouvert ou d'autogestion sur le lieu de travail
- ☐ Les employé-e-s ont la possibilité d'élire un ou plusieurs membres au conseil d'administration
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucune de ces réponses

Collectivité

Points disponibles: 1.67

Introduction de la section Collectivité

0.0

Cette section de l'évaluation identifie des moyens spécifiques par lesquels le modèle d'affaires d'une entreprise

Sondage et analyse comparative de l'engagement et du taux de départ

Votre entreprise surveille-t-elle et évalue-t-elle la satisfaction et l'engagement de vos employés de l'une des manières suivantes ?

Le modèle d'affaires de votre entreprise crée-t-il un avantage positif spécifique pour les parties

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

prénantes telles que les partenaires caritatifs, les fournisseurs-euses (dans le besoin), les

☐ Nous calculons le taux de départ des collaborateurs-trices

☐ Nous comparons le taux de départ des collaborateurs-trices aux indices de référence pertinents

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

☒ Nous menons régulièrement (au moins une fois par an) des sondages sur la satisfaction ou l'engagement des collaborateurs-

☐ Nous évaluons la satisfaction des employés par rapport à des repères pertinents adaptés à notre industrie

☐ Nous décomposons les calculs en fonction des différents groupes démographiques afin d'identifier les tendances

Points disponibles: 0.00 indices de référence de l'industrie en ce qui concerne le taux de départ

☐ Nous surpassons les indices de référence de l'industrie en ce qui concerne la satisfaction

☐ Aucune de ces réponses

Business model soutenant les communautés

Votre entreprise est-elle structurée pour favoriser les intervenants de la communauté de l'une des manières suivantes ?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

☐ Coopérative de producteurs dans laquelle la gouvernance et les bénéfices sont partagés (ex : coopérative d'agriculteurs, coopérative artisanale)

☐ Commerce équitable/direct afin d'améliorer la subsistance des groupes mal desservis dans votre chaîne d'approvisionnement.

☐ Un modèle de micro-distribution ou de micro-franchise avantageant les populations considérées comme vulnérables (précarité, ruralité ...)

☒ Un engagement officiel à donner une part significative des ventes/profits/propriétés à des causes caritatives (>2% des ventes, >20% du profit/dividende)

☒ Un modèle économique orienté vers la collectivité, qui supporte et construit la vitalité économique des collectivités locales

☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.00

Modèle d'engagement formel en matière de dons de bienfaisance

Avez-vous une politique écrite officielle et permanente sur les dons à des causes caritatives chaque année ?

Choisissez oui en l'absence d'une politique formelle, si il est soit possible de démontrer 3 ans de dons de bienfaisance

correspondants en valeur aux seuils indiqués dans Expliquer ceci, soit si l'entreprise est la propriété d'un organisme de bienfaisance

☐ Oui

☐ Non

Points disponibles: 0.00

Modèle d'affaires fondé sur la communauté locale

Est-ce que les activités de votre entreprise sont basées sur le service à la communauté et le tissu économique local?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Diversité, équité et inclusion

OPÉRATIONS

0.0

Propriété et direction diversifiées de l'entreprise

Votre entreprise appartient-elle majoritairement ou est-elle dirigée par des personnes appartenant à l'un des groupes sous-représentés suivants ?

Veuillez sélectionner tout ce qui est applicable.

- ☐ Dirigée par une femme
☐ Dirigée par une personne appartenant à une minorité raciale ou ethnique sous-représentée
☐ Dirigée par une personne appartenant à un autre groupe sous-représenté (LGBTIQ+, handicapés, etc.)
☐ Détenue majoritairement par des femmes
☐ Détenue majoritairement par des personnes appartenant à des minorités raciales ou ethniques sous-représentées
☐ Détenue majoritairement par des personnes appartenant à d'autres groupes sous-représentés (LGBTIQ+, handicapés, etc.)
☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.69

Créer et gérer des environnements de travail inclusifs

Laquelle des pratiques suivantes votre entreprise a-t-elle mise en place en matière de diversité, d'équité et d'inclusion ?

- ☐ Toutes nos offres d'emploi intègrent un énoncé présentant notre engagement envers la diversité, l'équité et l'inclusion
☐ Nous effectuons des examens anonymes ou "à l'aveugle" des candidatures et des CV sans y joindre de noms ou de caractéristiques identifiables
☐ Nous analysons la forme et les exigences de nos descriptions de poste afin de nous assurer qu'elles soient inclusives et équitables
☐ Nous offrons des formations à tous nos collaborateurs sur des sujets liés à la diversité, à l'équité et à l'inclusion
☐ Nous avons défini des objectifs spécifiques et mesurables d'améliorations liées à la diversité
☐ Nous avons effectué une analyse sur l'équité salariale selon le sexe, l'origine ethnique et d'autres facteurs démographiques et nous avons mis en œuvre des mesures pour atteindre l'équité salariale lorsque cela s'est révélé nécessaire
☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.69

Mesurer la diversité

Quelles caractéristiques, liées à la diversité de votre effectif, sont prises en compte par votre entreprise, par le biais d'enquêtes anonymes ou d'autres méthodes ? Note : la collecte de ces données peut être réglementée par la loi. Consulter les règlements locaux pour déterminer si la collecte est possible et identifier une méthode légale et pertinente.

Si la collecte de ce type de données démographiques n'est pas légale dans votre pays, sélectionnez Aucune de ces réponses.

- ☐ Statut socio-économique (déterminé par un lieu de vie dans une zone à faible revenu, le niveau d'éducation, etc.)
- ☐ Origine ou appartenance ethnique
- ☐ Le sexe
- ☐ Âge
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.69

Multiple entre la rémunération la plus élevée et la plus basse

Quel est l'écart entre la rémunération la plus élevée et la plus basse, primes comprises, pour les collaborateurs-trices à temps plein?

- ☐ >20x
- ☐ 16-20x
- ☐ 11-15x
- ☐ 6-10x
- ☐ 1-5x

Points disponibles: 0.69

Femmes à des postes de management

Combien de responsables (managers) de votre entreprise s'identifient comme étant des femmes ?

- ☐ 0 %
- ☐ 1-9%
- ☐ 10-24%
- ☐ 25-39%
- ☐ 40-49%
- ☐ 50+%
- ☐ Je ne sais pas
- ☐ N / A

Points disponibles: 0.69

Responsables issus de populations sous-représentées

Combien de responsables de votre entreprise s'identifient comme appartenant à un autre groupe social sous-représenté ?

Si la collecte de ce type de données démographiques n'est pas légale dans votre pays, sélectionnez Je ne sais pas.

- ☐ 0 %
- ☐ 1-9%
- ☐ 10-19%
- ☐ 20-29%
- ☐ 30%+
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 0.69

Politiques ou programmes sur la diversité des fournisseurs

Votre entreprise a-t-elle mis en place l'une des politiques ou programmes suivants pour promouvoir la diversité au sein de votre chaîne d'approvisionnement ?

- ☐ Nous cherchons une diversité de propriétaires parmi nos fournisseurs
- ☐ Nous avons pour politique de privilégier des fournisseurs appartenant à des populations sous-représentées
- ☐ Nous avons des objectifs formels d'effectuer un pourcentage spécifique d'achats auprès de fournisseurs dont la propriété est diversifiée
- ☐ Nous avons un programme officiel d'achat et de soutien aux fournisseurs dont la propriété est diversifiée
- ☐ Aucune de ces réponses
- ☐ N/A - La collecte de données sur les fournisseurs ou l'application de politiques de traitement préférentiel est illégale dans mon pays d'opérations

Points disponibles: 0.34

Diversité de l'actionnariat chez les fournisseurs

Quel pourcentage de vos achats provenait d'entreprises appartenant majoritairement à des femmes ou à des personnes issues de populations sous-représentées ?

- ☐ 0 %
- ☐ 1-9%
- ☐ 10-19%
- ☐ 20-29%
- ☐ 30%+
- ☐ 50%+
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 0.69

Impact économique

OPÉRATIONS

0.0

Structure géographique et champ d'activité

Nous nous rendons compte que pour les entreprises ayant plus d'un bureau, la définition de l'implication locale est plus complexe à répondre. Parlez-nous un peu de la structure géographique de votre entreprise.

Nous nous rendons compte que pour les entreprises ayant plus d'un bureau, la définition de l'implication locale est plus complexe à répondre. Parlez-nous un peu de la structure géographique de votre entreprise.

Points disponibles: 0.00

Nouveaux emplois créés l'année dernière

Nombre de postes de travail à temps plein et à temps partiel qui ont été ajoutés à la masse salariale de votre entreprise. Saisissez 0 si il n'y en pas eu ou si votre entreprise n'a pas de collaborateurs-trices.

Les douze derniers mois :

Les douze derniers mois :

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Taux de croissance de l'emploi

Quel pourcentage des emplois à temps plein et temps partiel de votre entreprise furent créés dans les douze derniers mois et sont rémunérés au salaire minimum vital ?

S'il n'y a pas de données sur le salaire minimum vital pour votre pays d'opération, incluez les nouveaux emplois dont le salaire est supérieur de 10% ou plus du salaire minimum.

- ☐ 0% (Pas de croissance)
- ☐ 1-14%
- ☐ 15-24%
- ☐ 25%+

Points disponibles: 2.35

Capital social détenu par un investisseur non-accrédité

Quel pourcentage de l'entreprise appartient à des personnes considérées comme des investisseurs non-qualifiés ?

- ☐ 0 %
- ☐ 1-9%
- ☐ 10-24%
- ☐ 25-49%
- ☐ 50+%
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 1.18

Actionnariat local

Est-ce que la majorité (plus de 50%) du capital de l'entreprise est détenu localement pour au moins deux tiers des employés de l'entreprise?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 1.18

Approvisionnement auprès d'entreprises nationales

Quel pourcentage du coût des marchandises vendues (y compris les activités à valeur ajoutée) a été dépensé dans le pays d'exploitation (par des entreprises enregistrées dans le pays ou par des citoyens nationaux) ?

- ☐ 0 %
- ☐ 1-19%
- ☐ 20-39%
- ☐ 40-59%
- ☐ 60-79%
- ☐ 80%+

Points disponibles: 1.18

Politique d'achat et d'embauche locaux

Quelles politiques écrites d'achat ou de recrutement locaux votre entreprise a-t-elle mises en place?

- ☐ Préférence écrite dans chaque bureau/site pour l'approvisionnement auprès des fournisseurs locaux
- ☐ Cibles ou objectifs formels pour la quantité d'achats locaux
- ☐ Listes prêtes à l'emploi de fournisseurs locaux privilégiés pour des installations spécifiques
- ☐ Préférence écrite pour l'embauche et le recrutement de responsables locaux
- ☐ Incitations afin d'encourager le personnel à habiter dans un rayon de 32 km autour du lieu de travail
- ☐ Autre (merci de préciser)
- ☐ Aucune politique écrite d'achat local ou d'embauche locale n'est en place

Points disponibles: 0.59

Dépenses auprès de fournisseurs locaux

Quel pourcentage des dépenses de votre entreprise (hors main-d'œuvre) a-t-il été dépensé auprès de fournisseurs indépendants situés localement au siège de l'entreprise ou dans des installations concernées au cours du dernier exercice financier?

- ☐ <20%
- ☐ 20-39%
- ☐ 40-59%
- ☐ 60% +

☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 1.18

Services bancaires à fort impact

Quelles caractéristiques s'appliquent à l'institution financière qui fournit la majorité des services bancaires à votre entreprise ?

- ☐ Certifiée CDFI ou d'un organisme national équivalent d'investissement social
- ☐ Une entreprise certifiée B Corporation
- ☐ Membre de Global Alliance for Banking on Values
- ☐ Une banque coopérative ou une coopérative de crédit
- ☐ Une banque locale engagée au service de la collectivité
- ☐ Une banque indépendante privée
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 1.18

Engagement civique et Donation

OPÉRATIONS

0.1

Programme d'entreprise pour l'engagement citoyen

Comment votre entreprise s'engage-t-elle civiquement?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Dons financiers ou en nature (à l'exclusion des causes politiques)
- ☐ Investissements destinés à la collectivité
- ☐ Service destiné à la collectivité ou pro bono
- ☐ Plaidoyer pour l'adoption de politiques ou de performances sociales ou environnementales améliorées
- ☐ Partenariats avec des organismes de bienfaisance ou adhésion à des organisations communautaires
- ☐ Produits ou services à prix réduit destinés à des groupes défavorisés
- ☒ Utilisation gratuite des installations de l'entreprise pour organiser des événements communautaires
- ☐ Capital ou propriété de l'entreprise accordé(e) à un organisme sans but lucratif
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucune de ces réponses

Points obtenus: 0.11 sur 0.55

Politiques et pratiques en matière de dons aux associations caritatives et d'investissements destinés à la collectivité

Quelles sont les pratiques de votre entreprise en matière de dons ou investissements destinés à la collectivité ?

- ☐ Nous avons une déclaration formelle sur l'impact social/environnemental liée à la philanthropie de notre entreprise
- ☐ Nous avons un engagement formel de dons (ex. 1% pour la planète)
- ☐ Nous égalons le montant des dons de charité de chacun de nos collaborateurs-trices
- ☐ Nous permettons à nos collaborateurs-trices ou à nos client-e-s de choisir les organismes de bienfaisance qui recevront les dons de notre entreprise
- ☐ Nous filtrons les organismes recevant nos contributions caritatives ou avons des mécanismes de mesure d'impact concernant nos investissements destinés à la collectivité
- ☐ . . .

☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.55

Faire progresser la performance sociale et environnementale

De quelle façon votre entreprise a-t-elle travaillé avec ses parties prenantes (y compris les concurrents) pour améliorer le comportement ou la performance sur les questions sociales ou environnementales au cours des deux dernières années ?

- ☐ Nous avons coopéré avec d'autres acteurs de notre industrie pour améliorer les normes sociales et environnementales liées à notre secteur
- ☐ Nous avons fourni des données ou contribué à la recherche académique sur des thématiques sociales ou environnementales
- ☐ Nous participons à des conférences ou autres forums publics sur des sujets sociaux ou environnementaux
- ☐ Nous fournissons des ressources publiques à d'autres entreprises ou parties prenantes pour l'amélioration de la performance sociale ou environnementale
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.28

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

OPÉRATIONS

0.0

Descriptions des fournisseurs significatifs

Merci de sélectionner les types d'entreprises représentatifs de vos fournisseurs principaux:

Toutes les entreprises ont des fournisseurs importants, qui sont définis comme les principaux fournisseurs de l'entreprise, et représentent un total d'environ 80 % des coûts hors salaires. Sélectionnez tous ceux qui correspondent.

- ☐ Fabricants de produits
- ☐ Entreprises de services professionnels (conseil, juridique, comptabilité)
- ☐ Contracteurs indépendants
- ☐ Marketing et publicité
- ☐ Fournitures de bureau
- ☐ Fournisseur d'avantages sociaux
- ☐ La technologie
- ☐ Matières premières
- ☐ Fermes
- ☐ Autre - précisez

Points disponibles: 0.00

Evaluation sociale ou environnementale des fournisseurs

Votre entreprise passe-t-elle en revue et/ou évalue-t-elle les principaux fournisseurs sur leur impact social et environnemental?

Cette question détermine l'ensemble des questions axées sur le fournisseur auxquelles votre entreprise répondra.

- ☐ Oui
- ☐ Non

Points disponibles: 0.00

Services de dotation en personnel externalisés

Votre entreprise externalise-t-elle des services de soutien (dotation en personnel) essentiels à la prestation de ses services à d'autres personnes ou organisations ?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Sujet de filtrage de la dotation en personnel qui sont externalisés

Votre entreprise révisé-t-elle ou établit-elle des exigences concernant les pratiques de travail de ses fournisseurs de services externalisés qui comprennent les sujets suivants ?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Conformité avec toutes les lois et réglementations locales
☐ Conformité avec les normes internationales des droits humains et du travail (pour les collaborateurs-trices et les sous-traitants)
☐ Paiement égal ou supérieur aux points de référence de l'industrie
☐ Paiement d'un salaire minimum vital (pour les employés et les sous-traitants)
☐ Avantages sociaux aux employés fournis
☐ Opportunités de développement professionnel
☐ Autre
☐ Aucune de ces réponses
☐ N / A

Points disponibles: 0.52

% des services externalisés soumis à un code de conduite

Quel pourcentage de vos services de recrutement externalisés (sur une base monétaire) est soumis au code de conduite formalisé ou aux exigences décrites dans la question précédente ?

- ☐ 0 %
☐ 1-20%
☐ 21-49%
☐ 50-74%
☐ 75-99%
☐ 100%
☐ N / A

Points disponibles: 2.09

Contrôle des services sous-traités

Parmi les méthodes suivantes, lesquelles utilisez-vous pour évaluer l'impact social ou environnemental des services de dotation en personnel externalisés ?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ L'entreprise partage des politiques ou des règlements avec ses sous-traitants, mais n'a pas de processus de vérification en place
- ☐ L'entreprise exige la réalisation d'une évaluation conçue par l'entreprise elle-même
- ☐ L'entreprise utilise des outils d'évaluation de risques ou une évaluation d'impacts (Sedex, BIA)
- ☐ L'entreprise effectue des audits/vérifications de routine des sous-traitants au moins une fois tous les deux ans
- ☐ L'entreprise demande à des tiers de réaliser des audits / examens de routine des sous-traitants au moins tous les deux ans
- ☐ Autre
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.52

Fournisseurs dans les communautés à faible revenu

Quel % de vos fournisseurs importants sont situés dans des zones occupées par des populations à faibles revenus ou créent des possibilités d'emploi pour d'autres groupes victimes de sous-emploi chronique ?

- ☐ <10%
- ☐ 10-19%
- ☐ 20-30%
- ☐ 30%+
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 0.52

Code de conduite des fournisseurs

Existe-t-il une politique formelle écrite de code de conduite des fournisseurs qui responsabilise les fournisseurs de votre entreprise en matière de performance sociale et environnementale?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Oui
- ☐ Non

Points disponibles: 1.04

% des services du personnel externalisés sélectionnés / surveillés

Quel pourcentage de vos services de recrutement externalisés (sur la base des devises) sont évalués sur la base des méthodes sélectionnées à la question précédente?

- ☐ 0 %
- ☐ 1-20%
- ☐ 21-49%
- ☐ 50-74%
- ☐ 75-99%
- ☐ 100%
- ☐ N / A

Points disponibles: 2.09

Durée des relations avec les fournisseurs

Quelle est la durée moyenne des relations de votre entreprise avec ses fournisseurs?

Sélectionnez toutes celles qui correspondent.

- ☐ La durée moyenne des relations avec les fournisseurs est inférieure à 12 mois.
- ☐ La durée moyenne des relations avec les fournisseurs est supérieure à 12 mois.
- ☐ La durée moyenne des relations avec les fournisseurs est supérieure à 36 mois.
- ☐ La durée moyenne des relations avec les fournisseurs est supérieure à 60 mois.
- ☐ Notre société a eu une relation avec la majorité de nos fournisseurs (en devises) depuis notre première année d'exploitation.
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 1.04

Achats sociaux ou environnementaux

Quel est le pourcentage de matériaux ou de produits achetés qui sont certifiés ou approuvés par des tiers sur le plan social et/ou environnemental, ou qui proviennent de fournisseurs importants qui ont une certification, une mission précise ou qui sont certifiés ou approuvés par une entreprise tierce ?

- ☐ 0
- ☐ 1-24%
- ☐ 25-49%
- ☐ 50-74%
- ☐ 75%+
- ☐ Je ne sais pas

Environnement

Introduction de la section Environnement

OPÉRATIONS

0.0

Cette section permet à votre entreprise de fournir des données sur sa consommation d'énergie, son empreinte carbone et la gestion de ses déchets.

Types d'infrastructures

Dans quels types d'infrastructures votre entreprise opère-t-elle principalement ?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☒ Bureaux appartenant à l'entreprise
- ☐ Location de bureaux
- ☐ Espace de coworking
- ☐ Bureaux virtuels ou à la maison

Points disponibles: 0.00

Modèle d'affaires environnemental

Les produits ou processus de votre entreprise sont-ils structurés pour restaurer ou préserver l'environnement de l'une des manières suivantes ?

Répondre par l'affirmative vous permettra d'accéder à des sections supplémentaires de l'évaluation B Impact, proposant des questions plus spécifiques sur ce modèle d'impact.

- ☐ A travers un processus de production, vente en gros ou agriculture conçus pour réduire sensiblement l'impact environnemental par rapport aux pratiques habituelles des entreprises
- ☐ A travers un produit ou service qui préserve, conserve ou rétablit les conditions de l'environnement ou des ressources
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.00

Gestion environnementale

OPÉRATIONS

0.0

Normes de construction écologique

Quel pourcentage des installations de l'entreprise (par surface, appartenant à l'entreprise ou louées) est certifié pour répondre aux exigences d'un programme de bâtiment vert accrédité ?

- ☐ <20%
- ☐ 20-49%
- ☐ 50-79%
- ☐ 80%+
- ☐ N/A

Points disponibles: 1.25

Amélioration des installations/sites/bureaux loués avec les propriétaires

Si vous louez vos installations, avez-vous travaillé avec le propriétaire des bâtiments dans le but de mettre en place ou de maintenir l'un des éléments suivants ?

- ☐ Amélioration de l'efficacité énergétique
- ☐ Amélioration de l'efficacité de l'eau
- ☐ Programmes de réduction des déchets (recyclage inclus)
- ☐ Aucune de ces réponses

☐ N/A - L'entreprise ne loue pas la majorité des installations

Points disponibles: 1.25

Gestion des bureaux virtuels

Quelles pratiques sont mises en place par votre entreprise pour encourager ses employés à adopter des écogestes sur leurs lieux de travail itinérants (ex. télétravail à la maison) ?

- ☐ Il y a une politique écrite encourageant les produits et les pratiques écologiques dans les bureaux virtuels des employés (recyclage, etc.)
- ☐ L'entreprise partage des ressources concernant la gestion écologique du télétravail avec ses collaborateurs-trices (p.ex. à propos de l'efficacité énergétique, du recyclage, etc.)
- ☐ Politique en place pour le traitement sécurisé des déchets électroniques et des autres matières dangereuses achetées pour les bureaux à domicile des employés.
- ☐ Nous fournissons aux employés une liste de fournisseurs respectueux de l'environnement pour leurs achats de fournitures de bureau.
- ☐ Aucune de ces réponses
- ☐ N / A

Points disponibles: 2.50

Système de management environnemental (SME)

Votre entreprise dispose-t-elle d'un système de management environnemental (SME) couvrant la production de déchets, la consommation d'énergie, la consommation d'eau et les émissions carbone, qui comprend l'un des éléments suivants ?

Veuillez sélectionner tout ce qui est applicable.

- ☐ Politique formelle comprenant l'engagement environnemental de notre entreprise
- ☐ Évaluation de l'impact environnemental des activités commerciales de notre entreprise
- ☐ Objectifs énoncés et cibles quantifiables pour les aspects environnementaux des activités de notre entreprise
- ☐ La programmation conçue et les ressources affectées pour atteindre ces objectifs
- ☐ Un audit et un examen périodique, pour évaluer les programmes / initiatives menés dans l'entreprise
- ☐ Audit par un tiers et certification de notre SGE
- ☐ Nous n'avons pas de système de management environnemental (SME)

Points disponibles: 2.50

Certification environnementale des produits

Au cours de la dernière année fiscale, quel pourcentage de vos produits vendus avait une certification évaluant l'impact environnemental du produit ou de son processus de production ?

Sélectionnez N/A seulement si aucun produit physique n'a été vendu.

- ☐ 0%
- ☐ 1-24%
- ☐ 25-49%
- ☐ 50-74%
- ☐ 75%+
- ☐ N/A

Points disponibles: 1.25

Etude d'impact environnemental et conception de produit

Au cours des 24 derniers mois, votre entreprise a-t-elle intégré des considérations environnementales dans la conception de la majorité des produits que vous fabriquez ou vendez, en effectuant l'une des opérations suivantes?

La majorité des produits représente au moins 50 % des revenus.

- ☐ Analyses du cycle de vie
- ☐ Certification Cradle-to-Cradle
- ☐ Exercice de réduction de la source
- ☐ Exercice de réduction de la toxicité
- ☐ Examen des matériaux, de la conception, de la réutilisation ou du recyclage du produit
- ☐ Programmes de récupération de produits ou de pièces usagés
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucune de ces réponses
- ☐ N / A - Nos revenus sont générés par un service

Points disponibles: 1.25

OPÉRATIONS

Air et Climat

0.0

Suivi de la consommation d'énergie

Votre entreprise surveille-t-elle, enregistre-t-elle et/ou produit un rapport/suivi de sa consommation d'énergie?

Inclure l'électricité et les autres consommations d'énergie dues au chauffage, à l'eau chaude, etc. Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Nous ne suivons ni ne produisons de rapport de notre consommation
- ☐ Nous assurons un suivi de notre utilisation d'énergie mais nous n'avons pas défini d'objectifs de réduction
- ☐ L'entreprise surveille l'utilisation et établit des objectifs d'efficacité (p. ex. en fonction du chiffre d'affaire, du volume produit, etc.) qui font l'objet d'un suivi
- ☐ Nous faisons le suivi de notre utilisation d'énergie et nous avons défini des objectifs de réduction absolu indépendamment de la croissance de l'entreprise
- ☐ Nous surveillons notre consommation et nous avons atteint nos objectifs de réduction durant la période concernée

Points disponibles: 0.61

Utilisation totale d'énergie

Consommation totale d'énergie (gigajoules) au cours des 12 derniers mois

Consommation totale d'énergie (gigajoules) au cours des 12 derniers mois

- ☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Utilisation de l'énergie renouvelable

Quel pourcentage de la consommation énergétique provient de sources renouvelables?

Inclure l'électricité et tout autre consommation d'énergie comme le chauffage ou l'eau chaude, etc.

- ☐ 0 %
- ☐ 1-24%
- ☐ 25-49%
- ☐ 50-74%
- ☐ 75-99%
- ☐ 100%
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 0.31

Consommation totale d'énergie renouvelable

Consommation totale d'énergie provenant des ressources renouvelables (gigajoules) au cours des 12 derniers mois

Consommation totale d'énergie provenant des ressources renouvelables (gigajoules) au cours des 12 derniers mois

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Utilisation d'énergie renouvelable à faible impact

Quel pourcentage de votre consommation d'énergie provient de sources renouvelables?

Inclure l'électricité et toute autre consommation d'énergie comme le chauffage, l'eau chaude, etc.. Merci d'inclure les énergies achetées ainsi que celles générées par vos propres installations d'énergie renouvelable sur place.

- ☐ 0%
- ☐ 1-24%
- ☐ 25-49%
- ☐ 50-74%
- ☐ 75-99%
- ☐ 100%
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 1.22

Efficiencia energética de los sitios/instalaciones

¿Durante el último año, para qué sistemas su empresa ha utilizado medidas de ahorro de energía o de eficiencia energética para la mayoría de sus instalaciones de empresa (en metros cuadrados)?

- ☐ Equipamiento: aparatos Energy Star, modos de espera automática, temporizadores después de las horas, etc.
- ☐ Iluminación: luz natural, bombillas CFL, detectores de presencia, gradadores de luz del día, iluminación de trabajo, etc.
- ☐ CVC: termostato programable, temporizadores, detectores de presencia, paredes expuestas al sol, ventanas de doble acristalamiento, etc.
- ☐ Otro - especifique
- ☐ Ninguna de estas respuestas
- ☐ N/A - Tenemos oficinas virtuales

Puntos disponibles: 0.61

Reducción de los consumos de energía

¿Las medidas de mejoras en materia de conservación y de eficiencia energética han permitido a sus instalaciones realizar ahorros de energía? Si sí, ¿cuánto?

Por favor, efectúe el cálculo sobre la base de los cambios de la año anterior o anualizado sobre un año de base, refiriéndose al uso de electricidad y a otra consumo energético para la calefacción, el agua caliente, etc.

- ☐ 0 %
- ☐ 1-4%
- ☐ 5-9%
- ☐ 10-14%
- ☐ 15-20%
- ☐ >20%
- ☐ No sé

Puntos disponibles: 1.22

Vigilancia de las emisiones de gases de efecto invernadero (GES)

¿Cómo su empresa gestiona sus emisiones de gases de efecto invernadero para, al menos, los campos de aplicación 1 y 2?

Sus respuestas determinarán las próximas preguntas de la evaluación que se adaptarán a su empresa.

- ☐ No seguimos y no registramos actualmente las emisiones
- ☐ Seguimos y registramos regularmente las emisiones, pero no hemos fijado objetivos de reducción
- ☐ Seguimos y registramos regularmente las emisiones y hemos fijado objetivos de reducción específicos en relación con los rendimientos anteriores (por ejemplo, una reducción del 5% de los GES a partir del año de referencia)
- ☐ Seguimos y registramos regularmente nuestras emisiones y hemos definido objetivos específicos basados en datos científicos para alcanzar los objetivos mundiales de lucha contra el cambio climático
- ☐ Hemos alcanzado los objetivos de reducción específicos fijados durante este período de declaración
- ☐ Hemos alcanzado la neutralidad carbónica

Puntos disponibles: 0.61

Total de GES du champ d'application 3

Émissions totales de GES (tonnes métriques d'équivalents CO2) dans :

Champ d'application 3:

Champ d'application 3:

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Total des GES du champ d'application 1

Émissions totales de GES (tonnes métriques d'équivalents CO2) dans :

Champ d'application 1:

Champ d'application 1:

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Total de GES du champ d'application 2

Émissions totales de GES (tonnes métriques d'équivalents CO2) dans :

Champs d'application 2:

Champs d'application 2:

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Intensité des émissions de carbone

Quelle est votre intensité carbone actuelle pour les champs d'application 1 et 2, mesurés en tonnes métriques de CO2/\$million de revenu, excluant l'utilisation de crédits ou compensations carbone?

Veuillez utiliser le USD pour permettre des comparaisons standardisées.

- ☐ >100
- ☐ 81-100
- ☐ 61-80
- ☐ 41-60
- ☐ 21-40
- ☐ 1-20
- ☐ 0
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 0.61

Intensité des émissions de carbone

Quelle est votre intensité en carbone actuelle pour les champs d'application 1 et 2 (mesurés en tonnes de CO₂/million de revenu - devise courante) incluant l'utilisation de crédits ou compensations carbone ?

Veuillez utiliser USD pour évaluer avec précision l'option de réponse.

- ☐ >100
- ☐ 81-100
- ☐ 61-80
- ☐ 41-60
- ☐ 21-40
- ☐ 1-20
- ☐ 0
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 1.22

Réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)

Les mesures d'amélioration en matière de conservation et d'efficacité énergétique au sein de votre entreprise lui ont-elles permis de réduire ses émissions de GES des champs d'application 1 et 2? Si oui, quel pourcentage?

- ☐ 0%
- ☐ 1-4%
- ☐ 5-9%
- ☐ 10-14%
- ☐ 15-20%
- ☐ + de 20%
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 1.22

Réduction des tonnes kilométriques

Avez-vous réduit les tonnes miles (par rapport au chiffre d'affaires) de votre chaîne d'approvisionnement et de distribution, et si oui, de combien ?

Calculez en comparant des tonnes-kilométriques de l'année précédente ou des données annualisées d'une année de référence.

- ☐ 0%
- ☐ 1-9%
- ☐ 10% à 20%
- ☐ 21-50%
- ☐ >50%
- ☐ Pas suivi / inconnu

Points disponibles: 0.61

Réductions des émissions GES dans la chaîne d'approvisionnement

Quelles pratiques votre entreprise a-t-elle mises en œuvre pour une majorité de vos fournisseurs (sur la base des coûts) afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre produites par votre chaîne d'approvisionnement ?

- ☐ Nous collaborons avec ou demandons aux fournisseurs de collecter des données et de rendre compte de leur émissions de gaz à effet de serre
- ☐ Nous sélectionnons les fournisseurs en tenant en compte de leurs pratiques en matière de réduction de gaz à effet de serre. (p. ex. performance des fournisseurs, sélection des matériaux, emplacements des sources)
- ☐ Nous fournissons un soutien ou des ressources pour la chaîne d'approvisionnement dans l'adoption de pratiques de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (p. ex. des outils en ligne, l'application de questionnaires et d'enquêtes, la collaboration dans des enquêtes à l'échelle de l'industrie)
- ☐ Nous auditions et accompagnons nos fournisseurs pour mener à bien des actions correctives
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.61

Gestion des GES de la chaîne d'approvisionnement

Votre entreprise a-t-elle pris des mesures pour suivre et gérer les émissions de gaz à effet de serre produites par votre chaîne d'approvisionnement ? (réduction absolue)

- ☐ Nous ne suivons pas ni évaluons les émissions de gaz à effet de serre provenant de notre chaîne d'approvisionnement
- ☐ Nous avons effectué une analyse de notre chaîne de valeur, incluant les fournisseurs, les services et les matériaux, afin d'identifier les domaines majeurs d'émissions de gaz à effet de serre
- ☐ Nous avons acheté des crédits de carbone certifiés pour compenser une partie ou la totalité des émissions de gaz à effet de serre de notre chaîne d'approvisionnement
- ☐ Nous fixons des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre issu de notre chaîne d'approvisionnement
- ☐ Nous avons constaté une réduction des émissions de gaz à effet de serre dans notre chaîne d'approvisionnement au cours des douze derniers mois
- ☐ Nous avons atteint une chaîne d'approvisionnement neutre en carbone

Points disponibles: 0.61

Proportion des achats réalisés auprès de fournisseurs locaux

Quel % des éléments suivants ont été dépensés auprès de vos fournisseurs qui sont situés à moins de 322 km de là où le produit final sera utilisé/consommé, ceci au cours du dernier exercice fiscal ?

Approvisionnement local des marchandises (là où se trouvent les clients)

- ☐ 0%
- ☐ 1-9%
- ☐ 10-19%
- ☐ 20-29%
- ☐ 30%+
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 1.22

Proportion des achats de matières premières réalisés auprès de fournisseurs locaux

Quel % des éléments suivants ont été dépensés auprès de vos fournisseurs qui sont situés à moins de 322 km de là où le produit final sera utilisé/consommé, ceci au cours du dernier exercice fiscal ?

Matières premières cultivées ou récoltées (en termes monétaires)

Par société ou par fournisseurs indépendants locaux.

- ☐ 0%
- ☐ 1-9%
- ☐ 10-19%
- ☐ 20-29%
- ☐ 30%+
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 1.22

Réduire l'impact des déplacements et des trajets domicile-travail

Votre entreprise a-t-elle un programme, ou un plan spécifique pour réduire l'empreinte environnementale causée par les voyages et les trajets domicile-travail, effectués par vos collaborateurs-trices ?

- ☐ Les collaborateurs-trices sont subventionné-e-s et/ou incité-e-s à utiliser les transports en commun, faire du covoiturage ou se rendre au travail à vélo
- ☐ Les installations sont conçues afin de faciliter l'utilisation des transports en commun, des véhicules à faibles consommation de carburant ou des déplacements à vélo
- ☐ Les collaborateurs-trices sont encouragé-e-s à se réunir de façon virtuelle
- ☐ L'entreprise a une politique écrite qui limite les voyages d'affaires
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.61

Gestion de l'impact du transport

Votre entreprise a-t-elle adopté l'une des techniques suivantes pour minimiser l'impact environnemental lié au transport dans sa chaîne de distribution et d'approvisionnement ?

Veuillez sélectionner tout ce qui est applicable.

- ☐ Utilisation de véhicules propres ou peu polluants (y compris les hybrides, GPL et électrique) pour transporter et distribuer les produits
- ☐ Utilisation d'un logiciel de planification stratégique afin de minimiser la consommation de carburant et les émissions liées au transport
- ☐ Former les chauffeurs et les manutentionnaires à des techniques économes en carburant.
- ☐ Utiliser des méthodes de fret et d'expédition ayant un impact environnemental moindre (par exemple, en évitant l'avion).
- ☐ Autre (merci de préciser)
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.61

% des émissions de GES compensées

Si votre entreprise a acheté des crédits carbone certifiés durant la période considérée, quel % des émissions de GES ont été compensés?

- ☐ 0%
- ☐ 1-24%
- ☐ 25-49%
- ☐ 50-74%
- ☐ 75-99%
- ☐ 100%
- ☐ Je ne sais pas
- ☐ N / A - Aucune compensation carbone achetée

Points disponibles: 0.61

Eau

OPÉRATIONS

1.3

Suivi et gestion de l'utilisation de l'eau

Votre entreprise surveille-t-elle et gère-t-elle sa consommation d'eau?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Nous ne suivons pas ni ne produisons de rapport de notre consommation d'eau
- ☐ Nous faisons un suivi et enregistrons régulièrement notre consommation d'eau, mais nous n'avons pas fixé d'objectifs de réduction
- ☐ Nous faisons un suivi et enregistrons régulièrement notre consommation d'eau et nous avons fixé des objectifs de réduction spécifiques par rapport à nos performances antérieures (p. ex. une réduction de 5% de la consommation d'eau par rapport à l'année de référence)
- ☒ Nous faisons le suivi et enregistrons régulièrement notre consommation d'eau et avons établi des objectifs basés sur des données scientifiques nécessaires pour atteindre une utilisation durable liée à notre bassin hydrographique local
- ☐ Nous avons atteint les objectifs de réduction que nous nous sommes fixés pour la période examinée

Points obtenus: 1.31 sur 1.75

Consommation totale d'eau

Consommation totale d'eau (litres) au cours des 12 derniers mois

Consommation totale d'eau (litres) au cours des 12 derniers mois

- ☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Pratiques permettant de limiter l'usage de l'eau

Quelles méthodes de conservation de l'eau ont été mises en œuvre dans la majorité de vos bureaux ou installations de votre entreprise?

Veuillez sélectionner tout ce qui est applicable.

- ☐ Robinets, toilettes, urinoirs ou pommeaux de douche à faible débit
- ☐ Eaux usées utilisées pour l'irrigation
- ☐ Faible volume d'irrigation
- ☐ Récupération des eaux de pluie
- ☐ Autre - précisez
- ☐ Aucune de ces réponses
- ☐ N/A - Notre entreprise a un bureau virtuel (télétravail)

Points disponibles: 1.75

Gestion de l'eau dans la chaîne d'approvisionnement

Comment votre entreprise suit-elle et gère-t-elle l'empreinte eau de votre chaîne d'approvisionnement ?

- ☐ Nous ne faisons pas de suivi de l'empreinte eau de notre chaîne d'approvisionnement
- ☐ Nous avons effectué une analyse de notre chaîne de valeur, incluant les fournisseurs, les services et les matériaux, afin d'identifier les domaines majeurs d'utilisation d'eau
- ☐ Nous fixons des objectifs de réduction de l'empreinte eau de notre chaîne d'approvisionnement
- ☐ Nous avons constaté une réduction de l'empreinte eau de notre chaîne d'approvisionnement au cours des douze derniers mois
- ☐ Nous avons vérifié que toute l'utilisation de l'eau dans notre chaîne d'approvisionnement est durable et basée sur une méthodologie scientifique

Points disponibles: 1.75

Amélioration de la gestion de l'eau dans la chaîne d'approvisionnement

Quelles pratiques votre entreprise a-t-elle mises en place pour une majorité de vos fournisseurs (sur une base de coûts) afin de réduire l'empreinte eau de votre chaîne d'approvisionnement ?

- ☐ Nous collaborons avec ou demandons aux fournisseurs de collecter des données et de rendre compte de leur utilisation d'eau
- ☐ Nous sélectionnons nos fournisseurs en tenant en compte leurs pratiques en matière de gestion de l'eau (p. ex. pratiques individuelles de fournisseurs, matériaux et ingrédients, emplacements dans un contexte de pénurie d'eau)
- ☐ Nous fournissons un soutien ou des ressources à notre chaîne d'approvisionnement dans l'adoption de pratiques de gestion de l'eau (par exemple, des outils en ligne, l'application de questionnaires et d'enquêtes, la collaboration dans des enquêtes à l'échelle de l'industrie)
- ☐ Nous auditions et accompagnons nos fournisseurs pour mener à bien des actions correctives
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 1.75

Terre et Vie

OPÉRATIONS

0.0

Surveillance et reporting des déchets non dangereux

Comment votre entreprise surveille-t-elle et gère-t-elle votre production de déchets?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☐ Nous ne surveillons et n'enregistrons actuellement pas notre production de déchets
- ☐ Nous surveillons et enregistrons régulièrement notre production de déchets, mais nous n'avons pas fixé d'objectifs de réduction
- ☐ Nous surveillons et enregistrons régulièrement notre production de déchets et nous avons fixé des objectifs de réduction spécifiques par rapport aux performances antérieures (par exemple, une réduction de 5% des déchets envoyés en décharge par rapport à l'année de référence)
- ☐ Nous surveillons et enregistrons régulièrement notre production de déchets et nous avons fixé un objectif zéro déchet
- ☐ Nous avons réalisé les objectifs de réduction spécifiques fixés au cours de cette période de déclaration
- ☐ Nous produisons aucun déchets expédiés vers une décharge / déversés dans l'océan

Points disponibles: 0.72

Déchets non dangereux générés

Déchets produits: Déchets non dangereux (tonnes métriques) au cours des 12 derniers mois

Déchets produits: Déchets non dangereux (tonnes métriques) au cours des 12 derniers mois

- ☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Total des déchets éliminés

Déchets éliminés (tonnes métriques) au cours des 12 derniers mois

Déchets éliminés (tonnes métriques) au cours des 12 derniers mois

- ☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Total des déchets recyclés

Déchets éliminés: réutilisés /recyclés (tonnes métriques) au cours des 12 derniers mois

Déchets éliminés: réutilisés /recyclés (tonnes métriques) au cours des 12 derniers mois

- ☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Programmes de recyclage

Est-ce que l'entreprise dispose d'un programme généralisé de récupération et recyclage qui comprend les éléments suivants? Merci de cocher toutes les cases qui s'appliquent

Veuillez sélectionner tout ce qui est applicable.

- ☐ Papier
- ☐ Papier carton
- ☐ Plastique
- ☐ Verre & métal
- ☐ Compostage
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.72

Programmes de réduction des déchets

Votre entreprise a-t-elle un programme officiel pour évaluer comment réduire sa génération de déchets dangereux, universels et / ou non dangereux?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Déjà maximisé - nous avons atteint Zéro déchets

Points disponibles: 0.72

Gestion des déchets dans la chaîne d'approvisionnement

Comment votre entreprise suit-elle et gère-t-elle les déchets dans votre chaîne d'approvisionnement?

- ☐ Nous ne faisons pas le suivi des impacts des déchets solides de notre chaîne d'approvisionnement
- ☐ Nous avons effectué une analyse de notre chaîne de valeur, incluant les fournisseurs, les services et les matériaux, afin d'identifier les domaines majeurs de production de déchets
- ☐ Nous avons fixé des objectifs pour réduire la quantité de déchets solides issus de notre chaîne d'approvisionnement
- ☐ Nous avons constaté une réduction des déchets produits dans notre chaîne de valeur au cours des douze derniers mois
- ☐ Nous avons atteint l'objectif zéro déchet ou une chaîne d'approvisionnement en boucle fermée

Points disponibles: 0.72

Amélioration de la gestion des déchets dans la chaîne d'approvisionnement

Quelles pratiques votre entreprise a-t-elle mises en place pour une majorité de vos fournisseurs (sur une base de coûts) afin de réduire les déchets dans votre chaîne d'approvisionnement ?

- ☐ Nous collaborons avec ou demandons aux fournisseurs de collecter des données et de rendre compte de leur production de déchets
- ☐ Nous vérifions ou exigeons que les fournisseurs respectent les normes relatives à la production de déchets
- ☐ Nous avons mis en œuvre des initiatives au sein de notre chaîne d'approvisionnement visant à réduire la production de déchets et à limiter la quantité de déchets amenés en décharges ou incinérés
- ☐ Nous auditions et accompagnons nos fournisseurs pour mener à bien des actions correctives
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.72

Réduction à la Source

Est-ce que vos produits et emballages ont été réduits à la source ces 5 dernières années fiscales?

Cela inclut la réduction du volume de matériau nécessaire pour un produit dans les étapes de la sélection de matériau, du processus de production, de la conception du produit etc.

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ N/A Mes revenus sont générés par un service il est donc impossible d'effectuer une réduction à la source

Points disponibles: 0.72

Réhabilitation/Récupération du produit en fin de vie

Est-ce que votre entreprise a mis en place un programme actif de récupération des produits/composants en fin de vie permettant d'accroître la durée de vie des pièces et composants?

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ N / A

Points disponibles: 0.72

Impact environnemental des emballages

Comment votre entreprise minimise-t-elle l'impact environnemental de l'emballage de vos produits?

- ☐ Nous avons effectué une évaluation officielle du design et des matériaux de nos emballages afin d'identifier les possibilités de minimiser l'impact sur l'environnement
- ☐ Nous avons effectué une réduction à la source de nos emballages au cours des deux dernières années
- ☐ Nos matériaux d'emballage sont certifiés pour répondre à des normes indépendantes en matière d'impact environnemental
- ☐ Notre emballage est recyclable et fournit des instructions sur la façon de le recycler correctement
- ☐ Notre emballage est non toxique
- ☐ Nos matériaux d'emballage sont conçus pour avoir moins d'impact sur l'environnement que les alternatives courantes
- ☐ Aucune de ces réponses
- ☐ Nos produits n'ont pas de matériaux d'emballage

Points disponibles: 0.72

Pourcentage de matériaux réutilisables/recyclables

Quel pourcentage de produit (en volume) est fait de matériaux biodégradables ou recyclables (étiquetés comme tels dans les régions où ils sont commercialisés, produit + emballage)?

- ☐ <20%
- ☐ 20-49%
- ☐ 50-74%
- ☐ 75-99%
- ☐ 100%
- ☐ Je ne sais pas
- ☐ N/A

Points disponibles: 0.72

Pourcentage de matières premières recommandées d'un point de vue environnemental

Quel pourcentage des matériaux (en volume) provient de matériaux recyclés, de composants réutilisés et / ou de matériaux certifiés durables?

- ☐ <20%
- ☐ 20-49%
- ☐ 50-74%
- ☐ 75-99%
- ☐ 100%
- ☐ Je ne sais pas
- ☐ N / A - Nous ne vendons pas de produit physique

Points disponibles: 1.44

Réduction de déchets

Critères non pondérés optionnels : Approximativement de quel % votre entreprise a-t-elle réduit sa production de déchets dangereux (normalisé en fonction des changements de revenus) sur les périodes suivantes?

Les deux dernières années

Les deux dernières années:

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Élimination des déchets dangereux

Votre entreprise peut-elle vérifier que les déchets dangereux qu'elle produit sont toujours éliminés de manière responsable?

Cela inclut des batteries, la peinture, les équipements électroniques, etc.

☐ Oui

☐ Non

☐ N/A - Nous avons éliminé tout déchet dangereux

Points disponibles: 0.72

Traçabilité des composants chimiques dans la chaîne d'approvisionnement

Votre entreprise effectue-t-elle l'un des éléments suivants pour la gestion des produits chimiques dans la chaîne d'approvisionnement de la majorité des matériaux?

Veuillez sélectionner tout ce qui est applicable.

☐ Aucun suivi des produits chimiques dans la chaîne d'approvisionnement

☐ Exiger des fournisseurs qu'ils soient transparents sur l'utilisation de certains produits chimiques.

☐ Demandez aux fournisseurs s'ils connaissent tous les ingrédients chimiques ajoutés intentionnellement à leur produit et tous les résidus extrêmement préoccupants présents dans le produit (demandez-leur seulement s'ils les connaissent, ne leur demandez pas de vous fournir les données)

☐ Les fournisseurs doivent fournir des informations sur l'utilisation de produits chimiques provenant d'un tiers

☐ Divulguer publiquement tous les sous-produits contaminants ou traces de matériaux

Points disponibles: 0.72

Méthodes de réduction chimique

Parmi les produits écologiques suivants, lesquels ont été achetés pour la majorité de vos installations ?

- ☐ Produits d'entretien ménager non-toxiques
- ☐ Papiers non blanchis ou blanchis sans chlore
- ☐ Encres à base de soja ou autres encres à faible teneur en COV (composés organiques volatils)
- ☐ Fournitures de bureau recyclées / écologiques (papier, stylos, carnets, etc.)
- ☐ Autre - veuillez préciser
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.72

Gestion des produits chimiques dans la chaîne d'approvisionnement

Comment votre entreprise suit-elle et gère-t-elle les toxines ou les déchets dangereux issus de votre chaîne d'approvisionnement?

- ☐ Nous ne faisons pas le suivi des toxines ou des déchets dangereux dans notre chaîne d'approvisionnement
- ☐ Nous avons effectué une analyse de notre chaîne de valeur, incluant les fournisseurs, les services et les matériaux, afin d'identifier les risques majeurs issus de la production de toxines ou de déchets dangereux
- ☐ Nous avons fixé des objectifs pour réduire la production de toxines et de déchets dangereux dans notre chaîne d'approvisionnement
- ☐ Nous avons vérifié qu'il n'y ait pas de toxines nocives ou de déchets dangereux dans notre chaîne d'approvisionnement

Points disponibles: 0.72

Amélioration de la gestion des produits chimiques dans la chaîne d'approvisionnement

Quelles pratiques votre entreprise a-t-elle mises en place pour une majorité de vos fournisseurs (sur une base de coûts) afin de réduire les toxines ou les déchets dangereux dans votre chaîne d'approvisionnement ?

- ☐ Nous collaborons avec ou demandons aux fournisseurs de collecter des données et de rendre compte de leur utilisation de produits chimiques
- ☐ Nous vérifions ou exigeons que les fournisseurs respectent les normes relatives aux toxines ou aux déchets dangereux
- ☐ Nous fournissons un soutien ou des ressources à notre chaîne d'approvisionnement dans le but de réduire leur émissions de toxines (p. ex. outils en ligne, questionnaires et enquêtes, collaboration dans des enquêtes sectorielles)
- ☐ Nous auditions et accompagnons nos fournisseurs pour mener à bien des actions correctives
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.72

Gestion de la biodiversité dans la chaîne d'approvisionnement

Comment votre entreprise suit-elle et gère-t-elle l'impact de votre chaîne d'approvisionnement sur la biodiversité?

- ☐ Nous n'évaluons pas l'impact de notre chaîne d'approvisionnement sur la biodiversité
- ☐ Nous avons effectué une analyse de notre chaîne de valeur, incluant les fournisseurs, les services et les matériaux, afin d'identifier les risques majeurs pour la biodiversité
- ☐ Nous fixons des objectifs pour réduire l'impact sur la biodiversité de notre chaîne d'approvisionnement
- ☐ Nous avons vérifié que notre chaîne d'approvisionnement ne génère aucun impact (ou génère un impact positif) sur la biodiversité

Points disponibles: 0.72

Amélioration de la gestion de la biodiversité dans la chaîne d'approvisionnement

Quelles pratiques votre entreprise a-t-elle mises en place pour une majorité de vos fournisseurs (sur une base de coûts) afin de réduire l'impact de votre chaîne d'approvisionnement sur la biodiversité ?

- ☐ Nous collaborons avec ou demandons aux fournisseurs de collecter des données et de rendre compte de leur impact sur la biodiversité

Clients Sélectionnons les fournisseurs en tenant compte de leurs pratiques en matière de biodiversité

- ☐ Nous fournissons un soutien ou des ressources à notre chaîne d'approvisionnement dans la mise en place d'opérations respectueuses de la biodiversité (p. ex. outils en ligne, questionnaires et enquêtes, collaboration dans des enquêtes opérationnelles)
- ☐ Nous avons mis en place des programmes de formation pour nos fournisseurs afin de bien des actions correctives
- ☐ Aucune de ces réponses

Introduction de la section Clients

0.0

Cette section de l'évaluation identifie des moyens spécifiques par lesquels un produit peut être conçu pour avoir un impact économique, important et positif pour ses clients au-delà de la valeur normalement fournie par l'objet ou le service.

Impact du Business Model : Services et Produits au Client

Est-ce que vos produits/services permettent de résoudre/faciliter un problème économique ou social pour ou par vos clients?

Vos réponses détermineront les prochaines questions de l'évaluation qui seront adaptées à votre entreprise.

- ☒ Oui
- ☐ Non

Points disponibles: 0.00

Orientation-client du produit ou du service

L'effet généré au niveau social ou économique, cible t-il vos clients et / ou leurs bénéficiaires?

Si vous répondez «Non» ici, veuillez à revoir les sections Environnement et / ou Communauté pour vous assurer que l'impact de votre modèle d'entreprise est correctement pris en compte.

- ☒ Oui
- ☐ Non, les clients soutiennent notre capacité à produire l'impact que nous avons décrit, mais les principaux bénéficiaires sont d'autres parties prenantes (c'est-à-dire que nous faisons des dons à des organisations caritatives en fonction des ventes réalisées)

auprès des clients ou que nous utilisons ces ventes pour acheter des ingrédients du commerce équitable.

Points disponibles: 0.00

Impact positif du produit/service

Comment décririez-vous les résultats positifs générés par votre produit/service aux clients ?

Comment décririez-vous les résultats positifs générés par votre produit/service aux clients ?

Points disponibles: 0.00

Améliorer l'accès aux marchés

Parmi les propositions suivantes, quelle est celle qui correspond le plus au résultat et/ou au problème résolu pour vos clients, ainsi que cela est défini ci-dessous ?

Sélectionnez UNIQUEMENT l'option plus pertinente pour chaque ligne de produits. Cela vous guidera vers une série de questions spécifiques au type d'impact que vous indiquez créer.

- ☐ Accès aux services/produits essentiels pour les personnes n'y ayant pas accès de base (ex : électricité ou eau potable pour les communautés rurales pauvres, projets de logements à des prix abordables, élimination des déchets et systèmes d'assainissement)
- ☐ Une santé physique et morale améliorée ou préservée (par exemple, des équipements et des services médicaux, des médicaments, des services ou des produits de santé préventive, des produits pour une vie saine, des articles de sport et d'exercice physique, des lunettes de correction)
- ☐ Une éducation améliorée ou développement de compétences (par exemple, des écoles, des livres, des services de tutorat, une formation de leadership professionnel, des outils, des jeux et des logiciels éducatifs)
- ☐ Possibilités économiques accrues pour les groupes mal desservis (p. ex. services financiers ou d'assurance ou conseils en avantages sociaux pour les personnes mal desservies, nouveaux mécanismes afin de connecter les produits au marché)
- ☐ Augmentation du succès opérationnel ou capital pour des entreprises soutenant une cause ou des personnes défavorisées (par exemple investissement d'impact ou plates-formes de levée de fonds, services comptables à but non lucratif)
- ☐ Impact social et/ou environnemental pour les commerces ou autres organisations (par exemple le conseil durable) augmenté
- ☒ Accès plus élevé aux arts, média et culture (par exemple médias indépendants, métiers artisanaux, photographie et services d'information)
- ☐ Amélioration de l'accès au marché par l'intermédiaire d'une infrastructure physique ou technologique (par exemple, les télécommunications mobiles, les technologies ou logiciels commerciaux, les routes, les ponts, les chemins de fer, les ports, les matériaux de construction non disponibles auparavant)
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.00

Aperçu Arts, Media & Culture

Veuillez nous en dire plus sur la manière dont votre produit ou service soutient les arts, les sciences ou les médias.

Veuillez nous en dire plus sur la manière dont votre produit ou service soutient les arts, les sciences ou les médias.

Points disponibles: 0.00

Impact sur les Populations Vulnérables

Votre produit ou service profite-t-il aux populations défavorisées, soit directement, soit en appuyant les organismes qui les soutiennent directement ?

Répondre par l'affirmative vous permettra d'accéder à des sections supplémentaires de l'évaluation B Impact, proposant des questions plus spécifiques sur ce modèle d'impact.

- ☐ Nos produits ou services soutiennent directement les populations défavorisées
- ☐ Nos produits ou services appuient les organismes qui soutiennent directement les populations défavorisées
- ☐ Je ne sais pas
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.00

Total des organisations clientes

Nombre total de clients

Organisations:

Organisations:

- ☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Nombre total de clients physiques

Nombre total de clients

Personne physique:

Personne physique:

- ☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Gestion de la clientèle

OPÉRATIONS

0.0

Gérer la gestion de la clientèle

Votre entreprise prend-elle l'une des mesures suivantes pour gérer l'impact et la valeur créée pour vos clients ou vos consommateurs?

- ☐ Nous offrons des garanties de produits / services ou des politiques de protection
- ☐ Nous avons des certifications de qualité ou des accréditations de tiers
- ☐ Nous avons des mécanismes formels de contrôle de la qualité
- ☐ Nous avons des mécanismes de service clientèle permettant de déposer des commentaires ou des plaintes
- ☐ Nous surveillons la satisfaction du client ou du consommateur
- ☐ Nous évaluons les effets produits pour nos clients à travers l'utilisation de notre produit ou service
- ☐ Nous avons des politiques écrites en place pour le marketing éthique, la publicité ou l'engagement des clients
- ☐ Nous gérons la confidentialité et la sécurité des données client

☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.63

Gestion des impacts du produit

L'entreprise entreprend-elle l'une des actions suivantes pour gérer l'impact potentiel de ses produits sur les clients / bénéficiaires?

- ☐ L'entreprise surveille régulièrement les résultats pour ses clients et leur bien-être
- ☐ L'entreprise a un programme officiel pour intégrer les tests et commentaires des clients dans la conception du produit
- ☐ L'entreprise a des programmes officiels pour améliorer continuellement les résultats produits pour les clients (notamment en réduisant les effets négatifs ou en augmentant les effets positifs)
- ☐ Autres
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.63

Arts, Médias et Culture - Modèle d'affaires à impact

MODÈLES D'AFFAIRES À IMPACT

0.0

Reconnait les produits/services qui favorisent ou préservent l'engagement artistique, culturel ou civique

Description des produits/services Arts, Media & Culture

Parmi les descriptions de produits ou de services suivantes, lesquelles correspondent le mieux à votre entreprise?

Votre réponse à cette question (de valeur nulle) est combinée à d'autres réponses pour calculer automatiquement votre score dans cette section de l'évaluation.

- ☐ Le produit ou le service soutient ou préserve la culture (p. ex. création d'artisanat, soutien d'événements culturels, préservation des méthodes de production historiques)
- ☐ Notre produit/services offre, crée ou permet la création d'œuvres d'art originales
- ☐ Le produit ou le service a pour objectif principal le journalisme indépendant
- ☐ Le produit ou le service a pour objectif principal l'engagement civique ou les médias axés sur la société civile
- ☐ Ces descriptions ne s'appliquent pas aux produits/services de notre société

Points disponibles: 0.00

Revenus générés par les Arts, les Media & la Culture

Quel a été le montant total des revenus générés par les produits ou services précédents, au cours du dernier exercice ?

Votre réponse à cette question (de valeur nulle) est combinée à d'autres réponses pour calculer automatiquement votre score dans cette section de l'évaluation.

Quel a été le montant total des revenus générés par les produits ou services précédents, au cours du dernier exercice ?

☐ Nous ne faisons pas de suivi de ceci

Points disponibles: 0.00

Suivi des bénéficiaires

Votre entreprise fait-elle un suivi par catégories de bénéficiaires suivantes ?

- ☐ Individus
- ☐ Ménages
- ☐ Communautés
- ☐ Entreprises ou organisations à but non lucratif
- ☐ Gouvernements
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 0.00

Méthodes de suivi des clients

Merci de fournir une brève description de la manière dont vous effectuez le suivi des données clients/consommateurs/bénéficiaires.

Merci de fournir une brève description de la manière dont vous effectuez le suivi des données clients/consommateurs/bénéficiaires.

Points disponibles: 0.00

Gestion des arts, des médias et de la culture

Comment votre entreprise mesure-t-elle et gère-t-elle les résultats, les conséquences, les effets ou l'impact de votre produit ou service?

Sélectionnez toutes celles qui correspondent.

- ☐ Nous avons défini formellement les effets recherchés par notre produit ou service et avons développé une théorie du changement pour eux
- ☐ Nous avons fondé notre modèle d'affaires à impact sur des recherches secondaires avérées qui démontrent un impact potentiel
- ☐ Nous avons directement et formellement engagé les parties prenantes dans la compréhension de leurs désirs et de leurs besoins lors du développement, du perfectionnement et de la fourniture de nos produits ou services
- ☐ Nous sommes vérifiés par des tiers pour répondre à leurs normes d'impact (p. ex. nous avons des certifications de produits liées à l'impact)
- ☐ Nous mesurons les résultats à court terme du produit ou du service pour déterminer s'il répond aux besoins et aux attentes de nos bénéficiaires
- ☐ Nous mesurons les effets à long terme afin d'évaluer si les résultats de notre produit ont un impact positif durable sur nos bénéficiaires
- ☐ Nous avons identifié, mesuré et géré les impacts négatifs non intentionnels ou potentiels du produit ou du service en plus des effets positifs recherchés
- ☐ Nous avons identifié et géré les sources potentielles qui pourraient mener à l'incapacité d'obtenir un effet positif, qui rendraient moins efficace cet effet positif ou qui produiraient d'autres effets négatifs
- ☐ Aucune de ces réponses

Points disponibles: 1.07

Produit innovant des arts, des médias et de la culture

Y a-t-il quelque chose de différent ou d'innovant dans les arts, les médias ou les produits / services axés sur le savoir qui a changé l'industrie? Est-ce quelque chose qui est reproductible, unique au moment de sa création et qui a été imité par d'autres organisations?

Y a-t-il quelque chose de différent ou d'innovant dans les arts, les médias ou les produits / services axés sur le savoir qui a changé l'industrie? Est-ce quelque chose qui est reproductible, unique au moment de sa création et qui a été imité par d'autres organisations?

Points disponibles: 0.00

Formulaire lié aux exigences de transparences

Divulgaration d'informations : industries

Questions de divulgation sur une production et un commerce spécifiques.

Distribution d'alcool

Veuillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Alcool

Veuillez également sélectionner « Oui » si votre entreprise sert des clients dans ce secteur

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Information lié au tabac

Veuillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Tabac

Veuillez également sélectionner « Oui » si votre entreprise sert des clients dans ce secteur

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Information lié aux armes à feu

Veuillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Armes à feu, armes ou munitions

Veuillez également sélectionner « Oui » si votre entreprise sert des clients dans ce secteur

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Pornographie

Veuillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Pornographie

Veuillez également sélectionner « Oui » si votre entreprise sert des clients dans ce secteur

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Combustibles fossiles

Veuillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Extraction, distribution et/ou vente de pétrole, de gaz naturel ou de charbon

Veuillez également sélectionner « Oui » si votre entreprise sert des clients dans ce secteur

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Déclaration d'activités minières

Veuillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Exploitation minière

Veuillez également sélectionner « Oui » si votre entreprise sert des clients dans ce secteur

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Énergie nucléaire ou matières dangereuses

Veillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Énergie nucléaire, matières radioactives ou déchets dangereux

Veillez également sélectionner « Oui » si votre entreprise sert des clients dans ce secteur

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Divulgaration relative aux prisons

Veillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Prisons

Veillez également sélectionner « Oui » si votre entreprise sert des clients dans ce secteur

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Divulgaration relative à l'eau en bouteille

Veillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Eau en bouteille

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Produits ou services pour animaux

Veillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Produits ou services d'origine animale

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Organismes génétiquement modifiés

Veillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Organismes génétiquement modifiés

Veillez également sélectionner « Oui » si votre entreprise sert des clients dans ce secteur

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Impacts sur la biodiversité

Veillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Industries ayant un impact potentiel important sur la biodiversité (y compris l'exploitation forestière ou l'équipement d'exploitation forestière, l'agriculture, etc.)

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Secteurs d'activité à forte intensité énergétique et d'émissions

Veillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Industries énergivores aux émissions importantes

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Industries utilisant de grandes quantités d'eau

Veillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Industries utilisant de grandes quantités d'eau

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Produits illégaux ou faisant l'objet d'un retrait progressif

Veillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Produits ou activités qui sont illégaux en vertu des lois ou règlements du pays où ils sont exploités, ou interdits en vertu de conventions ou d'accords internationaux, ou assujettis à un retrait progressif ou à un contrôle international

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Secteurs d'activités présentant un risque élevé de violation des droits humains

Veillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Les secteurs d'activité dépendant de l'extraction de matériaux présentant un risque élevé de violation des droits humains (p.ex. extraction minière dans des zones de guerre)

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Autre

Veillez indiquer si votre entreprise est impliquée dans la production ou la commercialisation d'un des éléments suivants. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Autres secteurs d'activité qui pourraient causer des dommages sociétaux ou environnementaux ou qui font l'objet de critiques ou de préoccupations de la part des parties prenantes

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Explication de l'entreprise sur la divulgation des articles signalés

Si vous avez choisi « oui », veuillez fournir une explication détaillée de l'implication de l'entreprise ici.

Si ça ne s'applique pas à vous, veuillez saisir « Ne s'applique pas » dans la boîte de texte ci-dessous.

Si vous avez choisi « oui », veuillez fournir une explication détaillée de l'implication de l'entreprise ici.

Points disponibles: 0.00

Déclaration des pratiques

Questions de divulgation sur les pratiques sensibles

Pas d'enregistrement officiel en vertu de la réglementation nationale

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

L'entreprise n'est pas officiellement enregistrée, conformément à la totalité de la réglementation et des exigences pertinentes

Si votre entreprise est officiellement enregistrée, sélectionnez « Non. »

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Réduction des impôts par le biais de sociétés écrans

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

L'entreprise utilise des sociétés écrans ou d'autres moyens structurels pour minimiser les paiements d'impôts

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Conduite d'affaire en zone de conflit.

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

L'entreprise opère dans des zones de conflit

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Vente de données

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

L'entreprise vend ou donne accès aux données des consommateurs ou des utilisateurs

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Les infrastructures ne sont pas proche d'écosystèmes sensibles

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

Les infrastructures de l'entreprise sont situés à proximité d'un écosystème sensible

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Tests sur des animaux

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

Des tests sur animaux sont effectués

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Commercialisation de substituts du lait maternel

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

Commercialisation de substituts du lait maternel

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

L'entreprise permet la liberté d'association/ de négociation collective

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

L'entreprise n'accorde pas le droit à ses employés de s'associer librement ni de négocier collectivement

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Collaborateur-trice contraint-e légalement à une entreprise (worker under bond)

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

L'entreprise embauche des employés qui ont des obligations légales, des dettes ou d'autres formes d'obligations envers l'entreprise ou une agence d'intérimaire ("employment under bond")

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Confirmation du droit à travailler

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

L'entreprise ne confirme pas que les collaborateurs-trices ont le droit légal de travailler dans la zone d'exploitation, ou l'entreprise ne conserve pas les dossiers du personnel qui incluent une preuve de la date de naissance pour chacun-e d'entre eux-elles

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Emplois individuels sous contrat à la demande

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

L'entreprise emploie des personnes avec des contrats à la demande

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Les travailleurs de l'entreprise/des fournisseurs ne sont pas prisonniers

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

Des prisonniers travaillent pour l'entreprise.

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Les fournisseurs de l'entreprise n'emploient pas des enfants en dessous de l'âge de 15 ans (ou autre âge minimum selon Oit)

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

L'entreprise emploie des travailleurs de moins de 15 ans (ou autre âge minimal couvert par la Convention de l'Organisation internationale du Travail N°138) et/ou entreprise ne gardant pas de registre du personnel indiquant les dates de naissance

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Les heures supplémentaires pour les employés sont obligatoires

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

Les heures supplémentaires sont obligatoires et dépassent 48 heures par semaine

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Autres

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies à propos de l'engagement de votre entreprise dans les pratiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent. Si l'énoncé est vrai, sélectionnez 'Oui'. S'il est faux, sélectionnez 'Non'

Autres pratiques qui pourraient causer des dommages sociétaux ou environnementaux, ou qui préoccupent vos parties prenantes

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Explication de l'entreprise sur la divulgation des articles signalés

Si vous avez choisi « vrai », veuillez fournir une explication détaillée de l'engagement de l'entreprise en ce qui concerne ces pratiques ici.

Si ça ne s'applique pas à vous, veuillez saisir « Ne s'applique pas » dans la boîte de texte ci-dessous.

Si vous avez choisi « vrai », veuillez fournir une explication détaillée de l'engagement de l'entreprise en ce qui concerne ces pratiques ici.

Points disponibles: 0.00

Communication des résultats & Pénalités

Questions de déclaration concernant les litiges, la délocalisation des communautés, les accidents et les décès au travail.

Fatalité sur site

Veuillez indiquer si les énoncés suivants sont vrais par rapport à l'expérience des 5 dernières années de l'entreprise. Sélectionnez les réponses qui s'appliquent. Si l'affirmation est vraie, sélectionnez 'Oui'. Si elle est fausse, sélectionnez 'Non'.

Il y a déjà eu un décès sur le lieu de travail dans l'entreprise

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Litige ou arbitrage juridique

Veuillez indiquer si les énoncés suivants sont vrais par rapport à l'expérience des 5 dernières années de l'entreprise. Sélectionnez les réponses qui s'appliquent. Si l'affirmation est vraie, sélectionnez 'Oui'. Si elle est fausse, sélectionnez 'Non'.

Litige ou arbitrage à l'encontre de l'entreprise, qu'il s'agisse d'un litige en cours, réglé ou d'une décision rendue contre l'entreprise

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

L'entreprise est déclarée en faillite

Veuillez indiquer si les énoncés suivants sont vrais par rapport à l'expérience des 5 dernières années de l'entreprise. Sélectionnez les réponses qui s'appliquent. Si l'affirmation est vraie, sélectionnez 'Oui'. Si elle est fausse, sélectionnez 'Non'.

L'entreprise est déclarée en faillite

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Pots de vin, fraude ou corruption

Veuillez indiquer si l'entreprise a reçu des plaintes formelles de la part d'un organisme réglementaire ou a été amendée / sanctionnée durant les cinq dernières années pour l'une des pratiques ou politiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Pots de vin, fraude ou corruption

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Comportement anticoncurrentiel

Veuillez indiquer si l'entreprise a reçu des plaintes formelles de la part d'un organisme réglementaire ou a été amendée / sanctionnée durant les cinq dernières années pour l'une des pratiques ou politiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Sanctions ou allégations dues à un comportement anticoncurrentiel

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Rapports financiers, impôts, investissements ou prêts

Veuillez indiquer si l'entreprise a reçu des plaintes formelles de la part d'un organisme réglementaire ou a été amendée / sanctionnée durant les cinq dernières années pour l'une des pratiques ou politiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Pénalités en matière de rapports financiers, de paiements d'impôts, d'investissements ou de prêts

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Contributions politiques ou affaires internationales

Veuillez indiquer si l'entreprise a reçu des plaintes formelles de la part d'un organisme réglementaire ou a été amendée / sanctionnée durant les cinq dernières années pour l'une des pratiques ou politiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Sanctions concernant les contributions politiques ou les affaires internationales

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Problèmes relatifs au travail

Veuillez indiquer si l'entreprise a reçu des plaintes formelles de la part d'un organisme réglementaire ou a été amendée / sanctionnée durant les cinq dernières années pour l'une des pratiques ou politiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Sanctions en matière de travail, y compris sécurité et discrimination

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Rappels de produits

Veuillez indiquer si les énoncés suivants sont vrais par rapport à l'expérience des 5 dernières années de l'entreprise. Sélectionnez les réponses qui s'appliquent. Si l'affirmation est vraie, sélectionnez 'Oui'. Si elle est fausse, sélectionnez 'Non'.

Rappels dus à des problèmes lors des contrôles de qualité

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Brèches/perte de renseignements confidentiels

Veuillez indiquer si les énoncés suivants sont vrais par rapport à l'expérience des 5 dernières années de l'entreprise. Sélectionnez les réponses qui s'appliquent. Si l'affirmation est vraie, sélectionnez 'Oui'. Si elle est fausse, sélectionnez 'Non'.

Atteinte à la vie privée et/ou perte de données personnelles confidentielles

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Protection des consommateurs

Veuillez indiquer si l'entreprise a reçu des plaintes formelles de la part d'un organisme réglementaire ou a été amendée / sanctionnée durant les cinq dernières années pour l'une des pratiques ou politiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Sanctions relatives à la protection des consommateurs, y compris la sécurité des produits et les plaintes relatives à la promotion

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Nombreux licenciements

Veuillez indiquer si les énoncés suivants sont vrais par rapport à l'expérience des 5 dernières années de l'entreprise. Sélectionnez les réponses qui s'appliquent. Si l'affirmation est vraie, sélectionnez 'Oui'. Si elle est fausse, sélectionnez 'Non'.

L'entreprise a licencié plus de 20 % de ses employés

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Pas de rejet dangereux dans l'air/la terre/l'eau (ces 5 dernières années)

Veuillez indiquer si les énoncés suivants sont vrais par rapport à l'expérience des 5 dernières années de l'entreprise. Sélectionnez les réponses qui s'appliquent. Si l'affirmation est vraie, sélectionnez 'Oui'. Si elle est fausse, sélectionnez 'Non'.

Les usines ou chantiers de l'entreprise ont provoqué des rejets accidentels de substances dangereuses dans l'air, le sol ou l'eau

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Conversion, acquisition ou relocalisation de terres à grande échelle

Veuillez indiquer si les énoncés suivants sont vrais par rapport à l'expérience des 5 dernières années de l'entreprise. Sélectionnez les réponses qui s'appliquent. Si l'affirmation est vraie, sélectionnez 'Oui'. Si elle est fausse, sélectionnez 'Non'.

La construction ou le fonctionnement de l'entreprise impliquait l'acquisition à grande échelle, la convergence ou la dégradation (y compris la construction ou la rénovation de barrages) de terrains, ou a entraîné la réinstallation ou le déplacement économique de 5 000 personnes ou plus

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Pénalités imposées pour des questions environnementales

Veuillez indiquer si l'entreprise a reçu des plaintes formelles de la part d'un organisme réglementaire ou a été amendée / sanctionnée durant les cinq dernières années pour l'une des pratiques ou politiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Sanctions en matière de gestion environnementale, y compris le bien-être animal

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Atteintes aux Droits des Peuples Autochtones

Veuillez indiquer si l'entreprise a reçu des plaintes formelles de la part d'un organisme réglementaire ou a été amendée / sanctionnée durant les cinq dernières années pour l'une des pratiques ou politiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

L'entreprise a reçu des allégations ou des sanctions pour atteinte aux Droits des Peuples Autochtones. Par exemple, en utilisant des terres appartenant à des peuples autochtones ou utilisées par eux sans un consentement complet et documenté

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Autre

Veillez indiquer si l'entreprise a reçu des plaintes formelles de la part d'un organisme réglementaire ou a été amendée / sanctionnée durant les cinq dernières années pour l'une des pratiques ou politiques suivantes. Cochez toutes les cases qui s'appliquent.

Autres pénalités, plaintes ou griefs déposés ou prélevés contre l'entreprise pour des impacts négatifs sur les communautés locales, les droits humains ou d'autres problèmes avec les parties prenantes

- ☐ Oui
☐ Non

Points disponibles: 0.00

Explication de l'entreprise sur la divulgation des articles signalés

Si vous avez sélectionné "Oui" précédemment, veuillez fournir une explication détaillée de l'expérience de la société en rapport avec la déclaration précédente ici.

Si ça ne s'applique pas à vous, veuillez saisir « Ne s'applique pas » dans la boîte de texte ci-dessous.

Si vous avez sélectionné "Oui" précédemment, veuillez fournir une explication détaillée de l'expérience de la société en rapport avec la déclaration précédente ici.

Points disponibles: 0.00

Divulgence d'informations : chaîne d'approvisionnement

Questions de divulgation concernant les fournisseurs importants de l'entreprise

Travail des enfants ou travail forcé

Veillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies concernant les fournisseurs importants de votre entreprise.

Employer des travailleurs âgés de moins de 15 ans, utiliser des travailleurs qui sont actuellement détenus ou pratiquer d'autres formes de travail forcé

- ☐ Oui
☐ Non
☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 0.00

Affaires dans les zones de conflit

Veillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies concernant les fournisseurs importants de votre entreprise.

Opérations dans les zones de conflit

- ☐ Oui
☐ Non
☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 0.00

Impact social négatif

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies concernant les fournisseurs importants de votre entreprise.

Pratiques ou effets qui ont eu des répercussions négatives importantes sur les droits humains, les conditions de travail, ou les collectivités locales

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 0.00

Impact négatif sur l'environnement

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies concernant les fournisseurs importants de votre entreprise.

Pratiques ou effets qui ont eu un impact négatif important sur l'environnement

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas

Points disponibles: 0.00

Programme EcoEntreprise : niveaux de certification & valorisation

Ce tableau met à disposition une synthèse de points importants. Le règlement EcoEntreprise fait foi.



Démarches non certifiées (autoévaluation)				CERTIFICATION (avec audit indépendant)		
NIVEAUX	Communication de résultats selon EcoEntreprise	EcoEntreprise en cours	EcoEntreprise auto-déclaré	Certificat EcoEntreprise DD	Certificat EcoEntreprise DD & RSE	Certificat EcoEntreprise EXCELLENCE
Dénomination	Développement durable	Développement durable	Développement durable	Développement durable	Développement durable & Responsabilité sociale	Développement durable & Responsabilité sociale
Portée - Domaine(s) concerné(s)	Aucun	Aucun	Aucun			
Logo à utiliser	Aucun	Aucun	Aucun			
Possibilité d'utiliser le logo indiquant "Basé sur ISO 26000" (reconnaissance internationale)	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui
Durée de validité - utilisation	-	2 ans max. avant certification EcoEntreprise	Renouvelable annuellement (si exigences respectées) Pas de limite de temps	Certificat renouvelable tous les 3 ans. Pas de limite de temps		
Limitations à l'utilisation du logo indiqué	Utilisation du logo EcoEntreprise non autorisée	Indiquer clairement que la démarche est "en cours". Ne pas laisser entendre qu'une certification a été obtenue	Ne pas laisser entendre qu'une certification a été obtenue	Aucune. Peut aussi être utilisé sur un produit en précisant que c'est l'organisme qui a obtenu la certification. EcoEntreprise n'est pas un label de qualité produit.		
VALORISATION						
Dans les marchés publics & privés	Oui, selon contexte	Oui	Oui +	Oui +++	Oui ++++	Oui ++++
Communication	Oui, selon contexte	Oui	Oui +	Oui +++	Oui ++++	Oui ++++
Conditions	Le fait qu'il s'agit d'une autoévaluation doit être mentionné (y compris la date)	Déclaration d'engagement * remplie et signée annuellement (avec annexes exigées)		Audit de certification indépendant via un organisme de certification reconnu		
EXIGENCES						
Audits indépendants (par un organisme de certification reconnu)	Non			Oui		
Check-list EcoEntreprise à utiliser (sur outil O'Kipat online) et conditions liées	Check-list EcoEntreprise simplifiée (EcoEntreprise basic 2019) ou Check-list EcoEntreprise complète (EcoEntreprise 2013)	Check-list EcoEntreprise simplifiée (EcoEntreprise basic 2019) ou Check-list EcoEntreprise complète (EcoEntreprise 2013)	Check-list EcoEntreprise simplifiée (EcoEntreprise basic 2019) avec Analyse des aspects de durabilité / responsabilité significatifs. Pour les organismes de plus de 250 EPT (certification): validation indispensable par l'auditeur de l'utilisation de la Check-list simplifiée. Pour la Certification EcoEntreprise EXCELLENCE: uniquement avec la Check-list EcoEntreprise complète (EcoEntreprise 2013). L'utilisation de la Check-list EcoEntreprise simplifiée (EcoEntreprise basic 2019) est autorisée uniquement en recertification pour les organismes de service ayant déjà obtenu la Certification EcoEntreprise EXCELLENCE auparavant avec la Check-list EcoEntreprise complète (EcoEntreprise 2013)			
Utilisation du référentiel EcoEntreprise 2013 (sur outil O'Kipat online)	Selon besoins	Tous les chapitres applicables (sauf évt. Responsabilité sociale)	Tous les chapitres applicables (sauf évt. Responsabilité sociale)	Tous les chapitres applicables y compris Responsabilité sociale		
Performance (% de conformité aux critères) selon Règlement* et Standards EcoEntreprise *	Pas de minimum	Evaluation en cours	60% minimum	60% minimum	80% minimum	80% minimum
Exigences générales selon Règlement* et Standards EcoEntreprise *	Evaluation requise	Organisation DD en place, amélioration planifiée	Organisation DD et bonnes pratiques en place, documents nécessaires, amélioration planifiée selon besoins	Organisation DD en place, bonnes pratiques en place, documents nécessaires, amélioration planifiée		

* Documents de référence (à télécharger sur www.ecoentreprise.ch)

Standards et rapport d'audit EcoEntreprise:

Déclaration d'engagement EcoEntreprise:

Règlement EcoEntreprise:

Aspects de durabilité / responsabilité significatifs:

Positionnement préalable EcoEntreprise:

(facultatif) Document précisant les chapitres applicables selon la catégorie d'organismes dans le cadre du Programme EcoEntreprise.

Globalité Management, le 27.03.2019 (version provisoire)

Annexe n°8 : Modalité de mise en œuvre



FICHE INFO EcoEntreprise

EcoEntreprise Modalités de mise en œuvre

Le présent document présente les étapes les plus fréquentes de mise en œuvre d'une démarche EcoEntreprise. Cette démarche doit être adaptée à votre Organisation, en fonction de sa taille, de son organisation et de son niveau de performance.

Quelques caractéristiques de la certification EcoEntreprise - rappel	Quelques conseils pour travailler efficacement
<p>EcoEntreprise est une démarche</p> <ul style="list-style-type: none"> pragmatique orientée sur les résultats et les mesures mises en œuvre fortement basée sur l'autoévaluation simplifications, personnalisation : EcoEntreprise prend en compte : <ul style="list-style-type: none"> vos éventuelles autres démarches certifiées (E/SST/(Q)) la complexité de votre Organisation <p>Ressources, délais: quelques indications</p> <ul style="list-style-type: none"> Préparation à la certification : rapide et nécessite peu de ressources si les bonnes pratiques DD sont déjà en place. A titre indicatif : 2-6 mois peut être possible, attestation de démarche en cours peut être obtenue rapidement. Certification (audit): pour Organisations déjà certifiées ISO 14001/9001: supplément d'env. 10% (à vérifier avec votre organisme de certification). <p>Documents de références (voir www.ecoentreprise.ch>documents):</p> <ul style="list-style-type: none"> Règlement EcoEntreprise Standards EcoEntreprise Passerelle certifiés 14001-OHSAS 18001 	<ul style="list-style-type: none"> Votre Organisation est déjà certifiée ISO 14001, 9001, OHSAS 18001 (à l'avenir ISO 45000)? Demandez-nous les dispositions simplifiées → économie de temps interne et de votre auditeur. Travailler par étape : faites une 1^{ère} autoévaluation sommaire, p. ex. sans les textes de justification complets, puis compléter progressivement. OKpilot est un instrument online d'aide à la mise en œuvre. Seule l'autoévaluation est exigée sur OKpilot. Les constats, objectifs et plans d'action peuvent se trouver dans d'autres documents. <p>Utilisation d'OKpilot :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le bouton « Easy Start » (en haut à droite de l'écran) vous accompagne aux différentes étapes. Sur votre navigateur : <ul style="list-style-type: none"> ouvrez différents onglets et travaillez en parallèle créez des favoris ciblés Consultez les FAQ (menu d'accueil)

Pour débiter une démarche EcoEntreprise, il est proposé de suivre les premiers pas suivants :

Etapes	Remarques
1. Débuts, planification de projet	
1.1 Demander l'accès au référentiel EcoEntreprise via le site internet www.ecoentreprise.ch . Globalité Management peut vous renseigner en cas de question.	
1.2 Prendre connaissance sommairement <ul style="list-style-type: none"> de l'instrument de mise en œuvre online (OKpilot). du référentiel EcoEntreprise:2013: développement durable / responsabilité sociétale des exigences générales EcoEntreprise: 2013 Standards EcoEntreprise <p><i>Comment faire sur OKpilot : Menu principal > bouton « Changer de check-list/état » > sélectionner la check-list à activer (état de check-list). Elle apparaît dans le bandeau du haut de l'écran.</i></p>	
1.3 Renseigner le chap. 0 du référentiel EcoEntreprise (=bases : périmètres, etc.).	
1.4 Prendre connaissance des possibilités de communication du Programme EcoEntreprise : 3 niveaux de certifications (développement durable, DD + responsabilité sociétale, Excellence), « en cours », approche auto-déclarée (voir Règlement EcoEntreprise). Le choix de la variante retenue peut être réalisé ultérieurement.	
1.5 Personnalisation de votre approche : <ul style="list-style-type: none"> Si votre Organisation est déjà certifiée ISO 14001, OHSAS 18001 (à l'avenir ISO 45000), ISO 9001, demandez-nous les dispositions simplifiées. Pour le bloc environnement, définir l'option choisie: option A (simplifiée) pour les Organisations à niveau de complexité peu élevé, en principe pour entreprises de 	

Programme EcoEntreprise | c/o Globalité Management Sàrl | contact@globalite.ch
Fbg Hôpital 4 | CP 2344 | CH - 2001 Neuchâtel/Suisse | Tél. +41 (0)32 724.30.00 | Fax: +41 (0)32 725.30.13

	services. Option B pour les Organisations à niveau de complexité environnementale élevée.	
1.6	Passer les chapitres et/ou questions non-pertinentes en « pertinence 0% ». Ces chapitres/questions n'apparaissent plus. <i>Comment faire sur OKpilot : Menu principal > Evaluation en cours en cours > Sélectionner un chapitre > Sélectionner les questions non pertinentes (ou le chapitre entier) > Passer en « pertinence 0% ».</i>	
1.7	Organiser le projet: répartition des chapitres: identifier les responsables/groupes de travail, leur attribuer des chapitres. <i>Comment faire sur OKpilot :</i> <ul style="list-style-type: none"> Créer des accès pour les responsables qui devront traiter un/des chapitres / questions : Menu principal > Utilisateurs de l'entreprise. Menu principal > Evaluation en cours > Sélectionner un chapitre > Sélectionner les responsables à qui les chapitres / questions sont attribuées 	
2. Mise en œuvre de la démarche EcoEntreprise		
2.1	S'autoévaluer pour les différents chapitres d'EcoEntreprise Comment faire : s'assurer que : <ul style="list-style-type: none"> Les critères d'évaluation sont respectés Les évaluations sont justifiées dans la mesure du possible (champs commentaires, justification, ou en liant un document) Les réponses sont validées (validation>réponses OK) 	
2.2	Amélioration: mise en œuvre, planification Comment faire : <ul style="list-style-type: none"> Identifier les points faibles de votre Organisation Identifier les mesures correctives pouvant être mises en œuvre (mesures techniques, organisationnelles, procédures) Les mettre en œuvre, ou planifier leur mise en œuvre en vous fixant des objectifs / plans d'action / projets. 	
2.3	Tenir à jour l'autoévaluation, vérifier le respect des exigences Vérifier le respect des exigences : <ul style="list-style-type: none"> Exigences du référentiel EcoEntreprise:2013 : performances développement durable / responsabilité sociétale Exigences générales EcoEntreprise: Standards EcoEntreprise:2013 	
3. Organiser l'audit de certification (si une certification est visée)		
3.1	Si une certification est visée et si les exigences EcoEntreprise sont respectées ou en voie de l'être : <ul style="list-style-type: none"> Contactez un organisme de certification reconnu pour le programme EcoEntreprise (ou demandez une offre au début de la démarche). Organisez l'audit de certification avec l'organisme de certification 	
4. Communiquer selon vos besoins		
4.1	Vous pouvez communiquer : <ul style="list-style-type: none"> Votre certificat (vérifier les possibilités: règlement EcoEntreprise ainsi qu'auprès de votre organisme de certification), ou Selon les autres possibilités du programme EcoEntreprise : en cours, démarche autodéclarée : vérifier les possibilités sur le règlement EcoEntreprise 	
5. Maintien de la démarche, les années suivantes		
5.1	Maintenir l'organisation DD/RSE qui a été mise en place. Suivre : <ul style="list-style-type: none"> le maintien de vos bonnes pratiques l'avance vos objectifs, plans d'action, projets, assurez-vous de leur suivi 	
5.2	Vérifier/tenir à jour l'(auto)évaluation: annuellement. Au minimum de façon plus approfondie tous les 3 ans.	
5.3	Vérification de votre démarche EcoEntreprise : <ul style="list-style-type: none"> selon les directives de votre organisme de certification si votre Organisation est certifiée (audits de suivi), ou selon le règlement EcoEntreprise si votre Organisation n'est pas certifiée (démarche auto-déclarée: transmission chaque année du formulaire d'engagement). 	

Plus d'informations: www.ecoentreprise.ch

Annexe n°9 : Demande utilisation OK Pilot

INFORMATIONS

Protection des données
FAQ

Veuillez préciser la ville: Plusieurs villes trouvées pour "Coppet"

Demande d'utilisation d'OKpilot

* = champs requis

ENTREPRISE

Raison sociale *
Société anonyme (TEST)

Site Internet *
http://sylvain-imesch.ch

Nombre total d'employés
25
équivalent plein temps

Nombre d'utilisateurs actifs *
1
vraisemblable en phase d'exploitation de l'outil

Nombre de sites *
1

SITE PRINCIPAL

Désignation *
Siège social

Rue et No *
Chemin Riamoz, 12

Pays *
Suisse

Ville *
Coppet

Code postal *
1296

PERSONNE DE CONTACT

Prénom *
Sylvain

Nom *
Imesch

Identifiant *
simesch

Mot de passe *

Mot de passe (bis) *

E-mail *
sylvain_imesch@hotmail.ch

Téléphone *
0787082377

Fonction *
Etudiant

Langue *
Français

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Quelles fonctionnalités d'OKpilot souhaitez-vous utiliser ? *

☒ Évaluation
☒ Gestion
☒ Ressources

Vos attentes d'OKpilot *

Présentation des certifications « Responsabilité sociétale d'entreprise » pour les PME en suisse en matière de développement durable et analyse de

Vous avez connu OKpilot via *

Internet + interview M. Alain Guye réalisé le 15 octobre 2020

Remarques


CHECK-LISTS

Choisir la/les check-list(s) que vous souhaitez tester (maximum 3)

☒ ISO 26000:2010 - Responsabilité sociétale
☒ EcoEntreprise : 2013 - Développement durable / Responsabilité sociétale (rév. part. 2/19)
☐ ISO 27001:2013 - Gestion de la sécurité de l'information
☐ ISO 14001:2015 - Systèmes de management environnemental
☐ ISO 9001:2015 - Système de management de la qualité
☐ ISO 20400:2017 - Achats Responsables - Lignes Directrices
☐ ISO 45001:2018 - Systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail (S&ST)
☒ QSE - Systèmes de management intégré Qualité - Santé et sécurité au travail (S&ST) - Environnement (selon les normes ISO 9001:2015, ISO 45001:2018, ISO 14001:2015)
☐ ISO 22301:2012 / NF EN ISO 22301:2014 - Systèmes de management de la continuité d'activité
☐ ISO 21001:2018 - Système de management des organismes d'éducation / formation
☒ EcoEntreprise Basic : 2019 - Développement durable / Responsabilité sociétale

☒ J'ai lu et accepte les conditions générales. *

Annexe n°10 : État des check-lists



IMESCH Sylvain - Société anonyme [Test]
 Siège social (Coppet)
 Check-list: [DEMO] EcoEntreprise : 2013 - Développement durable / Responsab
 État: Analyse des outils d'évaluation

IMESCH Sylvain
 Easy Start
 Favoris auditeur

MENU
 Chapitres

ÉVALUATION
 États de check-lists

GESTION
 Résultats

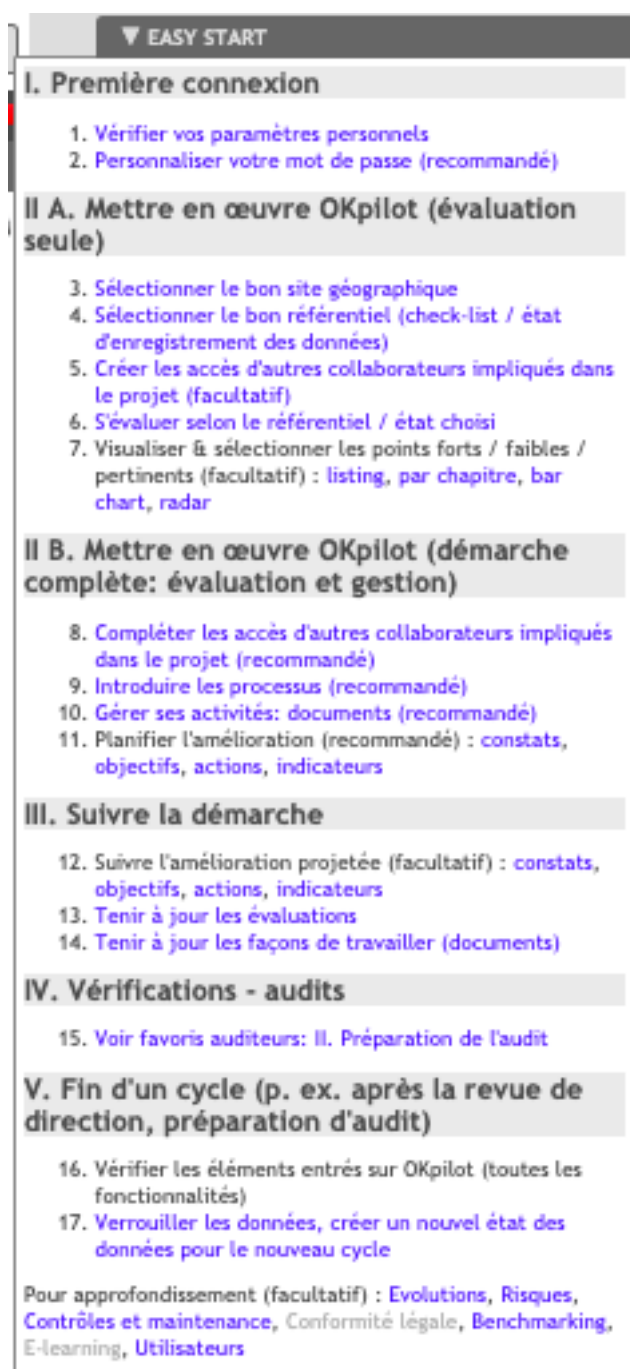
RESSOURCES
 Évolution

INFORMATIONS
 Consolidation

MON PROFIL
 Benchmarking

Se déconnecter

Annexe n°11 : Onglet easy Start
































Annexe - Liste
« Direction » (plan).

des questions

Annexe n°12 : Liste des questions complètes selon l'analyse Eco Entreprise Basic 2019

IMESCH Sylvain - Société anonyme [Test]						IMESCH Sylvain
Siège social: (Coppet)						
Check-list: EcoEntreprise Basic : 2019 - Développement durable / Responsabilité						
État: créé le 03/12/2020, modifié le 30/12/2020 (évaluation, ouvert)						
Résultats > Liste						
critère	↳ Tous	vota	↳ Tous	Chapitre	↳ Tous	
responsable	↳ Tous	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> montrer les notes auditeur	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> montrer les commentaires & justifications			
Question / justificatif						Notes auditeur
A Direction [Plan]					0%	
A.1 Engagements					0%	
A.1.1 Engagement Développement durable / Responsabilité sociétale La Direction de votre Organisation a-t-elle défini et communiqué ses engagements Développement durable / Responsabilité sociétale (DD/RSE) ?		60%	100%	0%		
A.2 Organisation					0%	
A.2.1 Organisation La Direction de votre Institution s'assure-t-elle qu'une organisation pertinente a été mise en œuvre pour s'occuper du développement durable et de la responsabilité sociétale (DD/RSE) ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE + Canton de Vaud - marchés publics (10.2017)		60%	100%	0%		
A.3 Management & Stratégie					0%	
A.3.1 Stratégie de développement La Direction s'assure-t-elle que les enjeux liés au développement durable et à la responsabilité sociétale (DD/RSE) sont pris en compte dans la stratégie de développement de votre Organisation ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE + Canton de Vaud - DD/RSE dans les marchés publics (10.2017)			100%	0%		
A.3.2 Conformité aux exigences légales et autres exigences pertinentes La Direction s'assure-t-elle que votre Organisation est en conformité avec les exigences légales et autres exigences applicables pertinentes en matière de DD/RSE ?		60%	100%	0%		
A.4 Prestations						
A.4.1 Prestations La Direction de votre Organisation s'assure-t-elle que les enjeux liés au développement durable et à la responsabilité sociétale (DD/RSE) sont bien intégrés dans ses différentes catégories de prestations ?			0%			
B Société					0%	
B.3 Gouvernance					0%	
B.3.1 Intégration des principes de Bonne gouvernance La Gouvernance de votre Organisation intègre-t-elle les principes de la responsabilité sociétale dans les processus de décision et de mise en œuvre, en conformité avec les bonnes pratiques recommandées par les Nations Unies ?		60%	100%	0%		
B.6 Dialogue avec les parties prenantes					0%	
B.6.1 Identification et gestion des parties prenantes (PP) Votre Organisation a-t-elle identifié ses parties prenantes internes et externes dans sa sphère d'influence et gère-t-elle sa relation / son dialogue avec ces parties prenantes de façon satisfaisante ?			100%	0%		
B.7 Société [Facultatif]					0%	
B.7.1 Identification et intégration des enjeux centraux de la responsabilité sociétale Votre Organisation a-t-elle identifié et intégré dans son fonctionnement les questions centrales et les principaux domaines d'action* de sa responsabilité sociétale (RSE) ? * Les enjeux à prendre en compte selon ISO 26000 (6.3-6.8) sont: - Droits de l'Homme (6.3) - Relations et conditions de travail (6.4) - voir aussi chapitres 26-29 de la présente check-list - Environnement (6.5) - voir aussi chapitres 18-25 de la présente check-list - Loyauté des pratiques (6.6) - Questions relatives aux consommateurs (6.7) - Communautés et développement local (6.8)			100%	0%		
B.8 Performances SOCIETE					0%	
B.8.1 Performances RSE* - Amélioration & passage en revue Les performances de votre Organisation en ce qui concerne la gestion des enjeux de responsabilité sociétale (RSE) sont-elles: - bonnes ? - régulièrement améliorées, et cela est possible ? - régulièrement évaluées et passées en revue ? *A prendre en compte: bonne gouvernance, parties prenantes, enjeux RSE centraux selon ISO 26000 (chap 6.3-6.8): - Droits de l'Homme (6.3) - Relations et conditions de travail (6.4) - voir aussi chapitres 26-29 de la présente check-list - Environnement (6.5) - voir aussi chapitres 18-25 de la présente check-list - Loyauté des pratiques (6.6), bonnes pratiques des affaires - Questions relatives aux consommateurs (6.7) - Communautés et développement local (6.8), engagement sociétal		60%	100%	0%		
C Processus Internes					0%	
C.9 Produits, prestations et services					0%	
C.9.1 Produits, prestations et services Les produits / prestations / services de votre Organisation intègrent-ils les enjeux liés au DD/RSE* de manière optimale ?			100%	0%		
C.10 Achats					0%	

Question / Justificatif					Notes auditeur
C.10.1  Achats Votre Organisation prend-elle en compte les enjeux du DD/RSE* de manière optimale dans ses achats? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE + Canton de Vaud - DD/RSE dans les marchés publics (10.2017)		100%	0%		
C.11 Projets			0%		
C.11.1  Projets Votre Organisation prend-elle en compte les enjeux du DD/RSE* de manière optimale dans la gestion de ses projets?		100%	0%		
C.12 Urgences			0%		
C.12.1  Situations d'urgence Votre Organisation a-t-elle mis en place des mesures de prévention et de maîtrise des situations d'urgence, en intégrant les enjeux du DD/RSE* de façon optimale ?		100%	0%		
C.12.2  Situations d'urgences - Organisation, responsabilités & suivi Les rôles et responsabilités pour la prévention et la maîtrise des situations d'urgence en lien avec les enjeux du DD/RSE* sont-ils définis et connus ?	 50%	100%	0%		
C.13 Mobilité / Transports			0%		
C.13.1  Transports de marchandises Les transports de marchandises liés à votre Organisation (internes et externes) prennent-ils en compte les enjeux de DD/RSE* de manière optimale ?		100%	0%		
C.13.2  Mobilité des personnes La mobilité des personnes (personnel, partenaires et visiteurs) de votre Organisation prend-elle en compte les enjeux de DD/RSE* de manière optimale ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE + Canton de Vaud - DD/RSE dans les marchés publics (10.2017)		100%	0%		
C.14 Activités administratives			0%		
C.14.1  Activités administratives Les activités administratives* de votre Organisation prennent-elles en compte les enjeux de DD/RSE* de manière optimale ? ** Activités à prendre en compte: Ecologie de bureau / ergonomie; Exploitation des équipements et locaux; Achat et utilisation des équipements et consommables; Gestion du chauffage, de la ventilation, de la climatisation et de l'éclairage; Exploitation du parc informatique / matériel électronique (Green IT); Formation / sensibilisation du personnel.		100%	0%		
C.15 Infrastructures			0%		
C.15.1  Infrastructures La gestion du/des bâtiment(s) et/ou des infrastructures techniques de votre Organisation prend-elle en compte les enjeux de DD/RSE* de manière optimale ?		100%	0%		
C.16 Site(s)			0%		
C.16.1  Gestion des sites La gestion du/des site(s) de votre Organisation prend-elle en compte les enjeux de DD/RSE* de manière optimale ?		100%	0%		
C.17 Performances PROCESSUS INTERNES			0%		
C.17.1  Performances DD/RSE* des processus internes Les performances DD/RSE* de votre Organisation pour la gestion de ses processus internes** sont-elles bonnes ? *Processus internes: Produits, prestations et services; Achats; Projets; Urgences, Mobilité / Transport; Activités administratives; Infrastructures; Site-s	 50%	100%	0%		
C.17.2  Performances DD/RSE* des processus internes - Amélioration Les performances DD/RSE* de votre Organisation en ce qui concerne la gestion de ses processus internes** sont-elles régulièrement améliorées, si cela est possible ? *Processus internes: Produits, prestations et services; Achats; Projets; Urgences, Mobilité / Transport; Activités administratives; Infrastructures; Site-s	 50%	100%	0%		
C.17.3  Performances DD/RSE* des processus internes - Evaluation & passage en revue Les performances DD/RSE* de votre Organisation en ce qui concerne la gestion de ses processus internes** sont-elles régulièrement évaluées et passées en revue ? *Processus internes: Produits, prestations et services; Achats; Projets; Urgences, Mobilité / Transport; Activités administratives; Infrastructures; Site-s	 50%	100%	0%		
D Environnement			0%		
D.18 Eau			0%		
D.18.1  Gestion des eaux La gestion des eaux de votre Organisation (pollution, risques de pollution, consommation) intègre-t-elle les enjeux DD/RSE* de manière optimale ?		100%	0%		
D.18.2  Gestion des eaux - Organisation, responsabilités & suivi Y a-t-il un/des responsable(s) en charge d'optimiser la gestion des eaux de votre Organisation (consommation, énergie, pollution, risques de pollution)?	 50%	100%	0%		
D.19 Air / Odeurs			0%		
D.19.1  Protection de l'air & odeurs La gestion des activités critiques pour la protection de l'air (générant l'émission de polluants atmosphériques) et les odeurs au sein de votre Organisation intègre-t-elle les enjeux DD/RSE* de manière optimale ?		100%	0%		
D.19.2  Protection de l'air & odeurs - Organisation, responsabilités & suivi Y a-t-il un/des responsable(s) des activités critiques pour la protection de l'air et les odeurs dans votre Organisation ?		100%	0%		
D.20 Energie & Climat			0%		
D.20.1  Gestion des énergies & Climat La gestion des énergies et du climat par votre Organisation intègre-t-elle les enjeux DD/RSE* (notamment efficacité énergétique et énergies renouvelables, émissions de GES,...) de manière optimale ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE + Canton de Vaud - DD/RSE dans les marchés publics (10.2017)		100%	0%		

Question / Justificatif					Notes auditeur
D.20.2 Gestion des énergies - Organisation, responsabilités & suivi Y a-t-il un/des responsable(s) de la gestion des enjeux liés à l'énergie et au Climat au sein de votre Organisation ?		60%	100%	0%	
D.21 Déchets				0%	
D.21.1 Gestion des déchets La gestion des déchets & autres ressources par votre Organisation intègre-t-elle les enjeux DD/RSE* (notamment non-production, production, recyclage, tri, réutilisation et valorisation) de manière optimale ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE + Canton de Vaud - DD/RSE dans les marchés publics (10.2017)			100%	0%	
D.21.2 Gestion des déchets - Organisation, responsabilités & suivi Y a-t-il un/des responsable(s) en charge d'optimiser la gestion des déchets & autres ressources au sein de votre Organisation ?		60%	100%	0%	
D.22 Bruit				0%	
D.22.1 Gestion du bruit La gestion du bruit par votre Organisation intègre-t-elle les enjeux DD/RSE* (notamment les émissions, nuisances sonores, limitations, protection) de manière optimale ?			100%	0%	
D.22.2 Gestion du bruit - Organisation, responsabilités & suivi Y a-t-il un/des responsable(s) des activités critiques pour la gestion du bruit de votre Organisation ?		60%	100%	0%	
D.23 Chimie / Biotechnologies / Radioactivité				0%	
D.23.1 Chimie, biotechnologies et radioactivité La gestion des activités liées à la chimie, aux biotechnologies et à la radioactivité au sein de votre Organisation intègre-t-elle les enjeux du DD/RSE* de manière optimale ?			100%	0%	
D.23.2 Chimie, biotechnologies et radioactivité - Organisation, responsabilités & suivi Au sein de votre Organisation, y a-t-il un/des responsable(s) des produits & activités en lien avec la chimie, les biotechnologies et à la radioactivité en charge d'assurer leur bonne gestion aux différentes étapes pertinentes (achat, transport, transbordement, stockage, utilisation, élimination,...) ?		60%	100%	0%	
D.24 Biodiversité / Milieux naturels / Paysage				0%	
D.24.1 Biodiversité, milieux naturels et paysage La gestion des aspects liés à la biodiversité, aux milieux naturels et au paysage au sein de votre Organisation intègre-t-elle les enjeux du DD/RSE* de manière optimale ?			100%	0%	
D.24.2 Biodiversité, milieux naturels et paysage - Organisation, responsabilités & suivi Y a-t-il un/des responsable(s) de la gestion des enjeux liés à la biodiversité, aux milieux naturels et au paysage au sein de votre Organisation ?		60%	100%	0%	
D.25 Performances ENVIRONNEMENT				0%	
D.25.1 Performances DD/RSE* des enjeux liés à l'ENVIRONNEMENT - Amélioration & passage en revue Les performances DD/RSE* de votre Organisation en ce qui concerne la gestion des enjeux environnementaux** sont-elles: - bonnes ? - régulièrement améliorées, si cela est possible ? - régulièrement évaluées et passées en revue ? ** Eau, Air / Odeurs, Energie & Climat, Déchets, Bruit, Chimie / Biotechnologies / Radioactivité, Biodiversité / Milieux naturels / Paysage		60%	100%	0%	
E Social - Santé - Sécurité				0%	
E.26 Sécurité au travail				0%	
E.26.1 Sécurité au travail du personnel La sécurité au travail du personnel de votre Organisation est-elle gérée de manière optimale ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE + Canton de Vaud - DD/RSE dans les marchés publics (10.2017)			100%	0%	
E.26.2 Sécurité au travail du personnel - Organisation, responsabilités & suivi Y a-t-il un/des responsable(s) de la sécurité des collaborateurs au sein de votre Institution (organisation appropriée, responsabilités claires) ?		60%	100%	0%	
E.27 Santé				0%	
E.27.1 Santé du personnel La protection et la promotion de la santé du personnel de votre Organisation est-elle gérée de manière optimale ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE + Canton de Vaud - DD/RSE dans les marchés publics (10.2017)			100%	0%	
E.27.2 Santé du personnel - Organisation, responsabilités & suivi Y a-t-il un/des responsable(s) de la protection et la promotion de la santé des collaborateurs (ergonomie, hygiène, psychologie) au sein de votre Institution (organisation appropriée, responsabilités claires) ?		60%	100%	0%	
E.28 Social / Qualité de vie				0%	
E.28.1 Qualité de vie du personnel & Social La protection et la promotion de la qualité de vie du personnel de votre Organisation est-elle gérée de manière optimale (le cas échéant, y.c. vos sous-traitants) ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE + Canton de Vaud - DD/RSE dans les marchés publics (10.2017)			100%	0%	
E.28.2 Qualité de vie du personnel & Social - Organisation, responsabilités & suivi Y a-t-il un/des responsable(s) de la protection et la promotion de la qualité de vie des collaborateurs (ergonomie, hygiène, psychologie) au sein de votre Institution (organisation appropriée, responsabilités claires) ?		60%	100%	0%	
E.29 Performances SOCIAL - SANTE - SECURITE				0%	
E.29.1 Performances DD/RSE* des enjeux liés au SOCIAL - SANTE Amélioration & passage en revue Les performances DD/RSE* de votre Organisation en ce qui concerne la gestion des enjeux social & santé** sont-elles: - bonnes ? - régulièrement améliorées, si cela est possible ? - régulièrement évaluées et passées en revue ? ** Sécurité au travail, Santé, Social & qualité de vie		60%	100%	0%	

Question / Justificatif	Notes auditeur
F Economie	0%
F.30 Pérennité, Innovation & Maîtrise des risques	0%
F.30.1 Economie - Pérennité, Innovation & Maîtrise des risques La gestion de l'évolution de votre Organisation assure-t-elle sa pérennité, notamment par l'innovation et la maîtrise des risques?	100% 0%
F.31 Création de valeur ajoutée intégrant le DD/RSE*	0%
F.31.1 Economie - Création de valeur ajoutée intégrant le développement durable / responsabilité sociale La valeur ajoutée créée par votre entreprise intègre-t-elle les enjeux du DD/RSE* de manière optimale?	100% 0%
F.32 Performances ECONOMIE	0%
F.32.1 Performances DD/RSE* des enjeux liés à l'ÉCONOMIE - Amélioration & passage en revue Les performances DD/RSE* de votre Organisation en ce qui concerne la gestion de ses enjeux économiques** sont-elles : - bonnes ? - régulièrement améliorées, si cela est possible ? - régulièrement évaluées et passées en revue ? ** Gestion du développement de l'Organisation - pérennité, innovation & maîtrise des risques - et création de valeur ajoutée compatible DD/RSE*	60% 100% 0%
G Direction [Check]	0%
G.33 Monitoring	0%
G.33.1 Performances - Evaluation du respect des engagements DD/RSE* Le respect des engagements pris par la Direction de votre Organisation en matière de DD/RSE* est-il régulièrement évalué ?	60% 100% 0%
G.33.2 Performances DD/RSE* - Suivi, évaluation et passage en revue Votre Organisation a-t-elle mis en place un système de suivi/monitoring, d'analyse et de passage en revue de ses performances et bonnes pratiques DD/RSE* ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE + Canton de Vaud - DD/RSE dans les marchés publics (10.2017)	60% 100% 0%
G.34 Amélioration continue	0%
G.34.1 Performances DD/RSE* - Evaluation du potentiel d'amélioration Le potentiel d'amélioration des performances DD/RSE* de votre Organisation est-il régulièrement réévalué, notamment par un passage en revue des résultats obtenus, ainsi que des bonnes pratiques et des évolutions technologiques ?	60% 100% 0%
G.34.2 Performances DD/RSE* - Amélioration & planification des performances futures Les performances DD/RSE* de votre Organisation sont-elles bonnes ? Sont-elles améliorées, si cela est possible ?	60% 100% 0%
G.35 Communication & Reporting	0%
G.35.1 Communication interne Les enjeux et résultats de vos activités en termes de DD/RSE* sont-ils régulièrement communiqués à l'interne de votre Organisation ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE + Canton de Vaud - DD/RSE dans les marchés publics (10.2017)	60% 100% 0%
G.35.2 Communication externe Les enjeux et résultats de vos activités en termes de DD/RSE* sont-ils régulièrement communiqués à l'externe de votre Organisation (p. ex. riverains, collectivité locale et régionale, ONG, partenaires commerciaux,...) ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE + Canton de Vaud - DD/RSE dans les marchés publics (10.2017)	60% 100% 0%
G.35.3 Reporting Si la taille de votre Organisation le rend pertinent, un reporting DD/RSE* est-il régulièrement effectué ?	60% 100% 0%
H Questions complémentaires (hors évaluation)	0%
H.36 Valorisation de la démarche DD/RSE	0%
H.36.1 Valorisation de la démarche Développement durable / Responsabilité sociale - Exigences dans le cadre des marchés publics <u>Question complémentaire - n'est pas prise en compte dans l'évaluation</u> Si votre Organisation souhaite valoriser sa démarche DD/RSE* dans le cadre de marchés publics, avez-vous pris connaissance d'éventuelles critères particuliers liés aux appels d'offre en matière de DD/RSE* (critères cantonaux, communaux,...) ?	100% 0%
H.36.2 Valorisation de la démarche Développement durable / Responsabilité sociale - Certifications disponibles - Programme EcoEntreprise <u>Question complémentaire - n'est pas prise en compte dans l'évaluation</u> Si votre Organisation souhaite valoriser sa démarche DD/RSE* en obtenant une certification DD/RSE* (par exemple dans le cadre des marchés publics), a-t-elle pris connaissance des différentes certifications disponibles ? En particulier, pour la Suisse: Certification EcoEntreprise (3 niveaux disponibles) ou Auto-déclaration EcoEntreprise	100% 0%

IMESCH Sylvain - Société anonyme [Test]

Siège social (Coppet)



Check-list: EcoEntreprise Basic : 2019 - Développement durable / Responsabilité sociétale



























État: créé le 03/12/2020, modifié le 30/12/2020 (évaluation, ouvert)

IMESCH Sylvain

Résultats > Liste

critère << Tous >> visa << Tous >> Chapitre << Tous >>

responsable << Tous >> ☒  montrer les notes auditeur ☒  montrer les commentaires & justifications

Question / justificatif						Notes auditeur
A Direction [Plan]	0%					
A.1 Engagements	0%					
A.1.1  Engagements Développement durable / Responsabilité sociétale La Direction de votre Organisation a-t-elle défini et communiqué ses engagements Développement durable / Responsabilité sociétale (DD/RSE) ?		60%	100%	0%		
A.2 Organisation	0%					
A.2.1  Organisation La Direction de votre Institution s'assure-t-elle qu'une organisation pertinente a été mise en oeuvre pour s'occuper du développement durable et de la responsabilité sociétale (DD/RSE) ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE • Canton de Vaud - marchés publics (10.2017)		60%		100%	0%	
A.3 Management & Stratégie	0%					
A.3.1  Stratégie de développement La Direction s'assure-t-elle que les enjeux liés au développement durable et à la responsabilité sociétale (DD/RSE)* sont pris en compte dans la stratégie de développement de votre Organisation ? Critères DD/RSE particuliers identifiés: voir AIDE • Canton de Vaud - DD/RSE dans les marchés publics (10.2017)				100%	0%	
A.3.2  Conformité aux exigences légales et autres exigences pertinentes La Direction s'assure-t-elle que votre Organisation est en conformité avec les exigences légales et autres exigences applicables pertinentes en matière de DD/RSE ?		60%		100%	0%	
A.4 Prestations						
A.4.1  Prestations La Direction de votre Organisation s'assure-t-elle que les enjeux liés au développement durable et à la responsabilité sociétale (DD/RSE)* sont bien intégrés dans ses différentes catégories de prestations ?				0%		
B Société	0%					
B.5 Gouvernance	0%					
B.5.1  Intégration des principes de Bonne gouvernance La Gouvernance de votre Organisation intègre-t-elle les principes de la responsabilité sociétale dans les processus de décision et de mise en oeuvre, en conformité avec les bonnes pratiques recommandées par les Nations Unies ?		60%		100%	0%	
B.6 Dialogue avec les parties prenantes	0%					
B.6.1  Identification et gestion des parties prenantes (PP) Votre Organisation a-t-elle identifié ses parties prenantes internes et externes dans sa sphère d'influence et gère-t-elle sa relation / son dialogue avec ces parties prenantes de façon satisfaisante ?				100%	0%	
B.7 Société [Facultatif]	0%					
B.7.1  Identification et intégration des enjeux centraux de la responsabilité sociétale Votre Organisation a-t-elle identifié et intégré dans son fonctionnement les questions centrales et les principaux domaines d'action* de sa responsabilité sociétale (RSE) ? * Les enjeux à prendre en compte selon ISO 26000 (6.3-6.8) sont: - Droits de l'Homme (6.3) - Relations et conditions de travail (6.4) - voir aussi chapitres 26-29 de la présente check-list - Environnement (6.5) - voir aussi chapitres 18-25 de la présente check-list - Loyauté des pratiques (6.6) - Questions relatives aux consommateurs (6.7) - Communautés et développement local (6.8)				100%	0%	
B.8 Performances SOCIETE	0%					
B.8.1  Performances RSE* - Amélioration & passage en revue Les performances de votre Organisation en ce qui concerne la gestion des enjeux de responsabilité sociétale (RSE*) sont-elles: - bonnes ? - régulièrement améliorées, si cela est possible ? - régulièrement évaluées et passées en revue ? *A prendre en compte: bonne gouvernance, parties prenantes, enjeux RSE centraux selon ISO 26000 (chap 6.3-6.8): - Droits de l'Homme (6.3) - Relations et conditions de travail (6.4) - voir aussi chapitres 26-29 de la présente check-list - Environnement (6.5) - voir aussi chapitres 18-25 de la présente check-list - Loyauté des pratiques (6.6), bonnes pratiques des affaires - Questions relatives aux consommateurs (6.7) - Communautés et développement local (6.8), engagement sociétal		60%		100%	0%	
C Processus internes	0%					
C.9 Produits, prestations et services	0%					
C.9.1  Produits, prestations et services Les produits / prestations / services de votre Organisation intègrent-ils les enjeux liés au DD/RSE* de manière optimale ?				100%	0%	
C.10 Achats	0%					

Annexe n°13 : Exemple concret de chacun des sous-chapitres de gestion selon l'entreprise Meubles S.A

Exemple de constat

MENU

ÉVALUATION

GESTION

RESSOURCES

INFORMATIONS

MON PROFIL

Constats

Objectifs

Actions

Risques

Indicateurs

Se déconnecter

Constats > Ajouter un constat

Type de constat

points critiques

☐ archivé

Priorité

☒ urgent

☐ prioritaire

☐ normal

Titre

Contrôler la fermeture des robinets d'eau des toilettes

Description

La tuyauterie des toilettes du bureau ne fonctionne plus correctement. Il est devenu difficile de fermer les robinets d'eau correctement. Il est donc demandé à tous les collaborateurs de vérifier que les robinets soient fermés et que l'eau ne tombe pas avant de quitter les toilettes.

Général

Constats liés

Objectifs liés

Actions liées

Risques liés

Indicateurs liés

Documents liés

Facteur déclenchant

non conformité interne

Délai/date de mise en conformité

2021-02-01

Processus

Chapitre

C.15. Infrastructures

Remarques / suivi

Appel d'un plombier début janvier pour réparer ce problème.

Responsable

IMESCH Sylvain

Visa ? - À vérifier

Notifier au responsable

1 semaine

avant échéance

☐ notifier maintenant

Date du dernier contrôle

2020-12-30

Aujourd'hui

Notifier maintenant

Annuler

Ajouter

Menu simplifié

Exemple d'objectif

MENU

ÉVALUATION

GESTION

RESSOURCES

INFORMATIONS

MON PROFIL

Constats

Objectifs

Actions

Risques

Indicateurs

Se déconnecter

Objectifs > Ajouter un objectif

Titre

Engagement d'un assistant développement durable

Description

Le responsable DD de l'entreprise a formulé la demande d'un assistant qui pourra le soutenir dans la réalisation de l'objectif 2021 (certification RSE de Meubles S.A)

Général

Constats liés

Objectifs liés

Actions liées


Risques liés

Indicateurs liés

Documents liés

Date d'échéance

2021-02-28



☐ archivé

Situation

☒ entièrement atteint / en bonne voie

☐ partiellement atteint / risque d'échec

☐ non-atteint / échec prévisible

Processus

▼

Chapitre

A.3. Management & Stratégie

▼

Responsable

IMESCH Sylvain

▼

Visa

▼

Notifier au responsable

2 semaines


▼

avant échéance

☐ notifier maintenant

Date du dernier contrôle

2020-12-30



Aujourd'hui

Notifier maintenant

Annuler

Ajouter

Menu simplifié

Exemple d'action

[Constats](#) [Objectifs](#) [Actions](#) [Risques](#) [Indicateurs](#) [Se déconnecter](#)

Actions > Ajouter une action

État de l'action: en cours ☐ archivé

Priorité: ☒ urgent ☐ prioritaire ☐ normal

Titre: Revue de la performance RSE

Description: L'objectif de 2021 est l'obtention d'une certification RSE. Pour cela, il est nécessaire de revoir tout les aspects liés au DD.

Général | Constats liés | Objectifs liés | Actions liées | Risques liés | Indicateurs liés | Documents liés

Délai/date de réalisation: 2021-12-31

Facteur déclenchant: revue de direction

Action parente:

Ressources (humaines, financières): Tous les collaborateurs de l'entreprise, budget alloué au responsable DD

Processus:

Chapitre: A.1. Engagements

Suivi de l'action: Agender 1 séance par mois avec les responsables de chaque département, la direction, les responsables RH et le responsable DD.

Responsable: IMESCH Sylvain

Notifier au responsable: 1 semaine avant échéance ☐ notifier maintenant

Date du dernier contrôle: 2020-12-31 Aujourd'hui

Notifier maintenant:

Annuler

Ajouter

Menu simplifié

Analyse des méthodes de certifications Responsabilité Sociétale d'Entreprise et de leurs outils d'évaluation pour les PME suisses en matière de développement durable
IMESCH, Sylvain

156

Exemple de risque

Constats
Objectifs
Actions
Risques
Indicateurs
Se déconnecter

Risques > Ajouter un risque

Titre
Déchets : plastiques et cartons

Description
Les déchets des meubles sont trop importants. Il faudrait trouver un moyen de les réduire afin de gagner de la place, de l'argent et être plus responsable écologiquement

Conditions d'exploitation
normales
☐ archivé

Nature du risque
Ecologique

Domaine d'impact
Rejet / pollution / nuisances - Déchets

Lieu / local
Partout

Processus

Chapitre
C.9. Produits, prestations et services

Général
Constats liés
Objectifs liés
Actions liées
Risques liés
Indicateurs liés
Documents liés

Gravité
Grave

Fréquence
Permanent

Impact
☒ négatif
☐ positif

Niveau d'influence
☐ 0%
☐ 20%
☐ 40%
☒ 60%
☐ 80%
☐ 100%

Niveau de maîtrise
☐ 0%
☒ 20%
☐ 40%
☐ 60%
☐ 80%
☐ 100%

Surveillé
☐ non
☒ en partie
☐ oui

Mesures
Trouver des moyens pour réduire les déchets en générales.
- Recyclage
etc....

Risque
Significatif moyen [légende]

Responsable
IMESCH Sylvain

Date du dernier contrôle
2021-01-05
Aujourd'hui

Visa

Notifier maintenant

Exemple d'indicateur

Constats
Objectifs
Actions
Risques
Indicateurs
Se déconnecter

Indicateurs > Ajouter un indicateur

Code
☐ Archivé

Titre *

Description

Général
Constats liés
Objectifs liés
Actions liées
Risques liés
Indicateurs liés
Documents liés

Unité de mesure

Valeur actuelle

Valeur cible

Modalités de mesure

Document pour suivi

Aide: vous pouvez utiliser ce document modèle pour héberger les données de l'indicateur (à télécharger, remplir et enregistrer dans "Documentation")

Situation
☒ valeur cible atteinte / en bonne voie
☐ valeur cible partiellement atteinte / risque d'échec
☐ valeur cible non-atteinte / échec prévisible

Tendance
☒ évolution positive
☐ évolution irrégulière
☐ évolution stable
☐ aucune conclusion possible
☐ évolution négative

Domaine

Processus

Chapitre

Prochaine mise à jour
Périodicité

Responsable
Visa

Notifier au responsable
☒ avant échéance
☐ notifier maintenant

Date du dernier contrôle

Notifier maintenant

Annexe n°14 : Exemple analyse des aspects DD et RSE significatif

Nos aspects durabilité & responsabilité significatifs (DD/RSE*)								
Etat au: 03.01.2019		Utilisation de ce document: - Modèle que l'utilisateur peut adapter selon ses besoins - Il ne doit pas forcément être intégralement complété - Exemple d'utilisation: voir en bas de document.						
Organisme: XXX		Voir la version simplifiée dans l'onglet 1 du présent fichier Excel (V1-Simplifiée)						
Site(s): XXX		En partie						
		Non						
Ce document permet d'identifier & démontrer la maîtrise des aspects de durabilité (DD*) & de responsabilité (RSE*) significatifs dans le cadre d'une Certification EcoEntreprise / Auto-déclaration EcoEntreprise								
Règles pour la Certification EcoEntreprise / Auto-déclaration EcoEntreprise : voir www.ecoentreprise.ch								
En gras: aspects les plus importants								
Chapitres EcoEntreprise basic		Aspects significatifs	Maîtrisé ? Mesures en place	Performances satisfaisantes ?	Améliorations prévues ?	Suivi		
N°	Domaine concerné	N°	Bref descriptif: mots-clés	Remarques	Bref descriptif: délais,...	Responsable		
C.13	Mobilité / Transports	1	Mobilité du personnel	Plan de mobilité mis en œuvre	Peut encore être amélioré	Introduction progressive du travail à domicile	A. Bernasconi, 11.2018	
		2	Transports de marchandises	Ras de rationalisation des transports de marchandises	Non	A planifier	A planifier	
		3	Parc véhicules	Ras de rationalisation des parc véhicules	Non	A planifier	A planifier	
D.19	Air / Odeurs	1	Filtres à particules des machines	100% des machines équipées d'un FAP / Plan de maintenance	A priori oui	Compléments / suivi du Plan de maintenance	M. Müller, 12.2018	
		2	Poussières dans les travaux	Check-list de gestion des chantiers (audits des chantiers)	A priori oui			M. Müller, 12.2018
		3	Chauffage du dépôt	Chauffage du dépôt: atmo-chauffeurs maintenu à 15 degrés, le jour / Plan de maintenance	A priori oui	Compléments / suivi du Plan de maintenance Audit énergétique du dépôt		M. Müller, 12.2018

Annexe n°15 : Rapport d'audit



PARTIE 2 - Rapport d'audit EcoEntreprise (n'est valable que s'il est lié aux "Standards EcoEntreprise" remplis, voir onglet 1)

Pour plus d'informations : www.ecoentreprise.ch

Les règles internes de l'organisme de certification s'appliquent, notamment sur le maintien du certificat, l'utilisation du logo ainsi que le traitement des non-conformités et des observations (disponibles sur demande auprès des organismes de certifications).

Conclusions - Recommandations de l'auditeur à l'organisme de certification

Sur la base des résultats de l'audit, le(s) auditeur(s) recommande(nt) que la certification déterminée ci-dessous soit :

				accordée
				maintenue
				reportée
				suspendue jusqu'à ce que les actions correctives soient satisfaisantes

	EcoEntreprise 2013 - Développement durable
	EcoEntreprise 2013 - Développement durable & Responsabilité sociale
	EcoEntreprise 2013 Excellence - Développement durable & Responsabilité sociale
	Autre:

Remarques de-s l'auditeur-s

Éléments-clé audités

Voir le plan d'audit. En particulier:

- Autoévaluation EcoEntreprise 2013 du xxx (date)
- Autoévaluation Standards EcoEntreprise 2013 du xxx (date). Version faisant fi: dans le présent fichier, ou sur Okpilot (état au xxx.20xx).
- xxx
- xxx

Non-conformités, déviations

Observations

Suggestions

Pistes pour l'organisation de l'audit suivant

Lieu, date : Visa de l'auditeur :